

Troisième trimestre de 2020



Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2020

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net
3,2 milliards
de dollars
Baisse de 2 %
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué par action
2,20 \$
Baisse de 1 %
d'un exercice à l'autre

Total de la DPPC ⁽¹⁾
675 millions
de dollars
Ratio total de la DPPC liée aux
prêts en baisse de 125 p.b. ⁽²⁾
d'un trimestre à l'autre

RCP ⁽³⁾
15,7 %
Baisse de 100 p.b.
d'un exercice à l'autre

Ratio CET1
12,0 %
Nettement supérieur
au seuil réglementaire

TORONTO, le 26 août 2020 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 201 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, en baisse de 62 millions, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 2,20 \$, soit une diminution de 1 % par rapport à il y a un an. Nos résultats témoignent du bénéfice record du secteur Marchés des Capitaux et du solide bénéfice du secteur Assurances. Ces résultats ont toutefois été contrebalancés par le recul du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et de trésorerie attribuable surtout à l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 1 720 millions de dollars en raison de la hausse des résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, y compris la diminution des dotations (le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a fléchi de 2 155 millions de dollars par rapport au trimestre précédent), le trimestre précédent s'étant ressenti des premiers effets de la pandémie de COVID-19. Les résultats accrus du secteur Assurances ont également contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le ratio total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 40 p.b., en baisse de 125 p.b. par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est quant à lui chiffré à 23 p.b., en baisse de 14 p.b. par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la diminution des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 12,0 %, en hausse de 30 p.b. par rapport au trimestre précédent. De plus, notre ratio de liquidité à court terme moyen a été robuste, atteignant 154 %.

« Nous continuons de traverser la période d'incertitude actuelle en nous appuyant sur notre force et notre stabilité. Notre robuste position de capital et de liquidité, notre modèle d'affaires diversifié, notre gestion prudente des risques et nos capacités technologiques sont autant d'atouts qui permettent à nos employés de continuer à soutenir les clients, d'offrir des conseils et de créer de la valeur, tant aujourd'hui qu'à long terme, a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. RBC est fière d'avoir su contribuer à la réussite de nos clients et à la prospérité de nos collectivités au fil des ans. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, toute l'équipe de RBC a fait preuve d'un engagement indéfectible pour incarner notre mission en facilitant le redémarrage de nos économies et en soutenant nos clients avec empathie et dévouement. »

T3 2020 par rapport au T3 2019

• Bénéfice net de 3 201 millions de dollars	↓ 2 %
• Bénéfice dilué par action de 2,20 \$	↓ 1 %
• RCP ⁽³⁾ de 15,7 %	↓ 100 p.b.
• Ratio CET1 de 12,0 %	↑ 10 p.b.

T3 2020 par rapport au T2 2020

• Bénéfice net de 3 201 millions de dollars	↑ 116 %
• Bénéfice dilué par action de 2,20 \$	↑ 120 %
• RCP ⁽³⁾ de 15,7 %	↑ 840 p.b.
• Ratio CET1 de 12,0 %	↑ 30 p.b.

Cumul annuel 2020 par rapport au cumul annuel 2019

• Bénéfice net de 8 191 millions de dollars	↓ 15 %
• Bénéfice dilué par action de 5,60 \$	↓ 15 %
• RCP ⁽³⁾ de 13,6 %	↓ 340 p.b.

(1) DPPC : Dotation à la provision pour pertes de crédit.

(2) p.b. : Points de base

(3) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	17	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	56	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	20	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	62	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	22	Gestion de patrimoine	62	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	24	Assurances	63	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
3	À propos de la Banque Royale du Canada	25	Services aux investisseurs et de trésorerie	63	Contrôles et procédures
4	Faits saillants financiers et autres	26	Marchés des Capitaux	63	Transactions entre parties liées
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	28	Services de soutien généraux	64	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
7	Faits nouveaux importants : la COVID-19	29	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	65	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
11	Rendement financier	31	Situation financière	71	Notes annexes (non audité)
11	Vue d'ensemble	31	Bilans résumés	100	Renseignements à l'intention des actionnaires
17	Résultats des secteurs d'exploitation	32	Arrangements hors bilan		
17	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	32	Gestion du risque		
		32	Risque de crédit		
		41	Risque de marché		
		47	Risque de liquidité et de financement		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2020 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2020. Le présent rapport de gestion, daté du 25 août 2020, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2019. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2019, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications, ainsi que dans les déclarations du président et chef de la direction. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers et notre situation financière ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation et de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020, y compris les technologies de l'information et le cyber-risque, les risques liés à la protection de la vie privée, aux données et aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, le prix des maisons au Canada et l'endettement des ménages, les changements de réglementation, l'innovation et les bouleversements numériques, les changements climatiques, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, les risques environnementaux et sociaux et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers ainsi que sur nos activités commerciales, nos résultats financiers et notre situation financière.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui

sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020 sont présentées aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2019, mises à jour aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 86 000 employés qui concrétisent notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 34 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages) (1)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
Total des revenus	12 920 \$	10 333 \$	11 544 \$	36 089 \$	34 632 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	675	2 830	425	3 924	1 365
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 785	(177)	1 046	3 222	3 431
Frais autres que d'intérêt	6 380	5 942	5 992	18 700	17 820
Bénéfice avant impôt	4 080	1 738	4 081	10 243	12 016
Bénéfice net	3 201 \$	1 481 \$	3 263 \$	8 191 \$	9 665 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 367 \$	532 \$	1 664 \$	3 585 \$	4 784 \$
Gestion de patrimoine	562	424	639	1 609	1 821
Assurances	216	180	204	577	524
Services aux investisseurs et de trésorerie	76	226	118	445	430
Marchés des Capitaux	949	105	653	1 936	2 082
Services de soutien généraux	31	14	(15)	39	24
Bénéfice net	3 201 \$	1 481 \$	3 263 \$	8 191 \$	9 665 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,20 \$	1,00 \$	2,23 \$	5,61 \$	6,59 \$
– dilué	2,20	1,00	2,22	5,60	6,57
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	15,7 %	7,3 %	16,7 %	13,6 %	17,0 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	79 350 \$	79 100 \$	75 800 \$	78 750 \$	74 450 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (4)	1,49 %	1,61 %	1,61 %	1,56 %	1,61 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,40 %	1,65 %	0,27 %	0,77 %	0,30 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,17 %	1,28 %	0,02 %	0,50 %	0,03 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,37 %	0,25 %	0,27 %	0,27 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,57 %	0,51 %	0,47 %	0,57 %	0,47 %
Ratio de liquidité à court terme (5)	154 %	130 %	122 %	154 %	122 %
Ratios de fonds propres et ratio de levier					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	12,0 %	11,7 %	11,9 %	12,0 %	11,9 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,3 %	12,7 %	13,0 %	13,3 %	13,0 %
Ratio du total des fonds propres	15,3 %	14,6 %	15,0 %	15,3 %	15,0 %
Ratio de levier	4,8 %	4,5 %	4,4 %	4,8 %	4,4 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (6)					
Total de l'actif (7)	1 683 134 \$	1 675 682 \$	1 406 902 \$	1 683 134 \$	1 406 902 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	290 513	269 941	240 661	290 513	240 661
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	655 941	673 448	612 393	655 941	612 393
Actifs liés aux dérivés	157 378	140 807	98 774	157 378	98 774
Dépôts (4)	1 017 158	1 009 447	880 239	1 017 158	880 239
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (7)	78 821	79 236	76 550	78 821	76 550
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	551 421	558 412	510 664	551 421	510 664
Biens sous gestion	841 200	789 000	744 800	841 200	744 800
Biens administrés (8)	5 872 900	5 381 800	5 588 600	5 872 900	5 588 600
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 422 705	1 422 754	1 434 276	1 424 364	1 435 485
– moyenne diluée	1 427 777	1 427 871	1 440 130	1 429 543	1 441 499
– à la fin de la période	1 422 200	1 422 566	1 433 954	1 422 200	1 433 954
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,08 \$	1,08 \$	1,02 \$	3,21 \$	3,02 \$
Rendement de l'action (9)	4,8 %	4,7 %	3,9 %	4,7 %	4,1 %
Ratio de distribution	49 %	108 %	46 %	57 %	46 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (10)	92,40 \$	85,63 \$	104,22 \$	92,40 \$	104,22 \$
Capitalisation boursière (TSX) (10)	131 411	121 814	149 447	131 411	149 447
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	83 734	82 499	84 087	83 734	84 087
Nombre de succursales	1 330	1 329	1 328	1 330	1 328
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 561	4 564	4 586	4 561	4 586
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (11)	0,737 \$	0,725 \$	0,754 \$	0,740 \$	0,751 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,747 \$	0,718 \$	0,757 \$	0,747 \$	0,757 \$

- (1) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location*. Les résultats des périodes antérieures au 1^{er} novembre 2019 sont présentés conformément à IAS 17 *Contrats de location* dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020. Pour plus de détails sur l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 et une description des mesures comptables choisies, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (4) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt et les intérêts courus à payer constatés sur certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les dépôts, respectivement, sont présentés dans le revenu net d'intérêt et dans les autres passifs, respectivement. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.
- (5) Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) révisée pour tenir compte des lignes directrices réglementaires publiées au deuxième trimestre de 2020. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (6) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (7) Au quatrième trimestre de 2019, l'ajustement de transition lié à l'adoption d'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a été révisé. Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 16,2 milliards de dollars et de 6,7 milliards (16,1 milliards et 6,7 milliards au 30 avril 2020; 15,7 milliards et 8,3 milliards au 31 juillet 2019).
- (9) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (10) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (11) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 25 août 2020

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

L'activité économique de la plupart des pays industrialisés a redémarré au deuxième trimestre civil de 2020, les mesures visant à contenir la pandémie de COVID-19 ayant alors été assouplies. De vastes programmes de relance budgétaire et monétaire ont, jusqu'à présent, favorisé une certaine reprise. Cependant, une résurgence des contaminations dans certains pays ainsi que l'abandon progressif des mesures de soutien budgétaire ont soulevé des doutes quant à la durabilité de cette reprise économique, et il est probable que la faiblesse du marché du travail persiste une fois que nombre des mesures budgétaires et monétaires auront pris fin. Il demeure impossible de prédire quelle trajectoire prendra la relance économique dans l'avenir.

Canada

L'assouplissement des mesures de confinement qui a commencé en mai 2020 a permis une certaine reprise de l'activité économique. Après avoir fléchi d'environ 40 %¹ au deuxième trimestre civil, le PIB devrait, selon les récentes projections, s'être renforcé de 33 %¹ dans les trois mois qui ont suivi. Jusqu'à maintenant, ce sont les dépenses des ménages qui stimulent le plus le redressement économique, les indicateurs suggérant qu'en juillet 2020, les activités de vente d'habitations et les ventes au détail avaient rebondi et atteint des niveaux supérieurs à ceux enregistrés un an plus tôt. La confiance des entreprises s'est également renforcée, mais est toujours chancelante. Bien qu'après avoir atteint 13,7 % au mois de mai 2020, le taux de chômage a baissé pour s'établir à 10,9 % en juillet 2020, il est demeuré malgré tout fort élevé. Le gouvernement fédéral a continué de soutenir l'économie par des mesures d'aide au revenu, incluant la prolongation du soutien aux ménages qui se retrouvent sans emploi ainsi que des subventions salariales, des prêts et des reports des paiements de taxes et impôts pour les entreprises. La forte augmentation des dépenses publiques a incité Fitch à abaisser la notation du Canada, la faisant passer de AAA à AA+ en juin 2020, mais d'autres agences de notation continuent d'attribuer à la dette du pays une note de premier rang. La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 0,25 % en juillet 2020 et a poursuivi ses rachats d'actifs afin de soutenir le système financier. En regard des creux atteints en avril 2020, les prix du pétrole ont rebondi, mais le secteur demeure confronté à de grands défis, les activités de forage étant toujours au ralenti. Même si le rebond initial de l'activité économique a été légèrement plus prononcé que prévu, il faut s'attendre à ce que le manque de confiance des entreprises et des consommateurs maintienne, dans le reste de l'année civile, le PIB à des niveaux nettement inférieurs à ceux d'il y a un an.

États-Unis

Les vastes mesures de confinement mises en place à la fin du premier trimestre civil de 2020 ont conduit à une contraction sévère de l'économie américaine jusqu'au mois d'avril 2020. Malgré un certain relâchement de ces mesures en mai 2020, le PIB a quand même reculé de 32,9 %¹ au deuxième trimestre civil, et ce, principalement à cause de la forte chute des dépenses de consommation et des investissements des entreprises, chute qui a cependant été plus importante en début qu'en fin de trimestre. Le redémarrage de l'économie américaine s'est accompagné d'une flambée des contaminations de COVID-19, ce qui a incité certaines régions à ralentir la levée des mesures de confinement ou à les resserrer. En juillet 2020, le marché du travail avait récupéré dans l'ensemble plus de 40 % des emplois perdus depuis son repli en mars et avril 2020. Cependant, l'augmentation récente des cas confirmés de COVID-19 a sans doute ralenti la cadence de la reprise. À ce jour, l'incidence défavorable des pertes d'emplois sur les revenus des ménages a été amortie par un soutien important de la part de l'État, dont des prestations d'assurance-emploi plus élevées et des mesures incitant les entreprises à garder leurs employés en poste. Le versement de paiements fédéraux complémentaires aux prestations d'assurance-emploi est maintenant terminé, mais des négociations en vue de l'octroi d'une aide supplémentaire sont en cours. La Réserve fédérale a maintenu son taux directeur dans une fourchette de 0 %-0,25 % en juin 2020 et, par voie de mesures d'assouplissement quantitatif, elle continuera de faciliter l'accès des ménages et des entreprises au crédit. Nous prévoyons que, dans le reste de l'année civile, le PIB demeurera grandement inférieur à celui réalisé en 2019 et que le taux de chômage restera élevé.

Europe

Malgré l'assouplissement des mesures de confinement dans la dernière moitié du deuxième trimestre civil de 2020, le PIB de la zone euro s'est comprimé de 12,1 %² durant cette même période. Au Royaume-Uni, le PIB a fléchi de 2,2 %² au premier trimestre civil de 2020, les mesures de confinement y ayant été instaurées un peu plus tard qu'ailleurs, et il a accusé un repli de 20,4 %² au trimestre suivant. Tout au long du deuxième trimestre civil de 2020, la Banque centrale européenne a maintenu ses taux d'intérêt à moins de zéro et la Banque d'Angleterre, à près de zéro. Vu que l'élargissement des programmes de relance budgétaire et monétaire renforce la confiance des consommateurs et des entreprises, l'économie devrait connaître une certaine reprise dans la seconde moitié de l'année civile 2020. Cependant, d'ici la fin de celle-ci, le PIB devrait demeurer largement inférieur à ce qu'il a été en 2019.

Marchés financiers

Les marchés boursiers avaient rebondi avant le milieu du mois d'août 2020, l'indice S&P 500 ayant effacé la totalité du recul enregistré au début de la pandémie de COVID-19. La perspective de la découverte d'un vaccin et de plans de traitement ainsi que le soutien substantiel par voie de politiques budgétaires et monétaires ont atténué le pessimisme régnant sur les marchés. Les rendements de référence des obligations gouvernementales sont toujours faibles, ce qui signale que les marchés s'attendent à ce que les banques centrales maintiennent pendant encore longtemps les taux à leurs bas niveaux

1 Taux annualisé

2 Taux non annualisé

actuels. Après s'être effondrés au début du deuxième trimestre civil de 2020, les prix du pétrole ont regagné une partie du terrain perdu, alors que les écarts de taux ont nettement rétréci en raison des mesures que les banques centrales ont prises au début de la crise pour soutenir les marchés du crédit.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2019, rubrique mise à jour ci-dessous. Les rubriques Faits nouveaux importants : la COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020 présentent un résumé des autres modifications que les gouvernements du monde entier et le BSIF ont apportées à la réglementation en 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19.

Incertitude à l'échelle mondiale

Le degré élevé d'incertitude que soulèvent les conséquences de la pandémie de COVID-19, la politique commerciale et les tensions géopolitiques continuent de menacer les perspectives économiques mondiales. En juin 2020, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé s'attendre à ce que la croissance mondiale passe de -3 % en avril à -4,9 % pour l'année civile 2020, étant donné que les conséquences de la pandémie dans la première moitié de 2020 ont été plus graves que celles attendues et que la reprise devrait être plus lente que ce qui avait été projeté antérieurement. Les estimations concernant la reprise économique après l'année civile 2020 demeurent tout aussi incertaines puisque le moment où elle surviendra dépendra fortement de la durée de la pandémie, y compris de toute vague ultérieure possible, et de l'efficacité des mesures budgétaires et monétaires prises en réponse à cette pandémie. La politique commerciale demeure également une source d'incertitude vu que la date butoir pour la conclusion d'une entente, entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, prolongeant la période de transition du Brexit au-delà du 31 décembre 2020 est maintenant passée et que plusieurs points de négociation majeurs n'ont toujours pas été résolus. Le 1^{er} juillet 2020, l'Accord Canada-États-Unis-Mexique est entré en vigueur, ce qui a atténué les incertitudes concernant les échanges commerciaux en Amérique du Nord. Par contre, l'avenir de ces échanges à l'échelle mondiale une fois la pandémie passée est toujours imprévisible puisque certains pays pourraient chercher à réduire leur dépendance envers la chaîne d'approvisionnement internationale. Enfin, les marchés financiers du monde entier demeurent vulnérables aux tensions géopolitiques, telles celles qui subsistent entre les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, d'une part, et la Chine, d'autre part, tensions dont plusieurs sont liées aux échanges commerciaux et à la technologie. En outre, les États-Unis ont rétabli les tarifs douaniers sur l'aluminium en provenance du Canada et du Mexique, et le gouvernement canadien a riposté en annonçant des contre-tarifs sur l'aluminium produit aux États-Unis. Ces mesures tarifaires pourraient provoquer une escalade des tensions, accroître le niveau d'incertitude entourant les relations commerciales et avoir des conséquences pour certaines entreprises. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans de nombreuses régions et notre offre de produits variés contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendre l'incertitude à l'échelle mondiale.

Initiatives de réglementation aux États-Unis

Les décideurs politiques continuent d'évaluer divers règlements touchant le secteur financier aux États-Unis et de les actualiser, ce qui pourrait causer le resserrement ou l'assouplissement des exigences réglementaires dans ce pays et, par le fait même, modifier les coûts de conformité. En juin 2020, les organismes de réglementation qui régissent ce secteur et qui sont chargés d'instaurer la règle Volcker ont terminé la révision des dispositions visant les fonds d'investissement dits « couverts », dispositions qui entreront en vigueur le 1^{er} octobre 2020. La version définitive de cette règle ajoute des exclusions à la définition de ces fonds, accorde plus de latitude sur le plan des investissements dans ceux-ci et simplifie certaines restrictions quant aux liens réciproques entre ces fonds et les institutions financières. Nous évaluons actuellement les répercussions de la règle définitive et prévoyons n'avoir aucune difficulté à nous y conformer à la date d'entrée en vigueur. De plus, en mai 2020, l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) a publié la mise à jour du règlement d'application de la loi *Community Reinvestment Act*. Celle-ci vise à accroître les prêts, les investissements et les services des banques auprès des collectivités à faible ou à moyen revenu. Bien que les changements apportés à cette loi prévoient d'autres mesures incitatives pour les banques, celles-ci devront respecter un plus grand nombre d'exigences afin d'en tirer quelque avantage que ce soit. Ces exigences entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2023, et nous en évaluons actuellement les conséquences.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres des rapports aux actionnaires portant sur les premier, deuxième et troisième trimestres de 2020.

Faits nouveaux importants : la COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a classé au rang de pandémie l'éclosion de la nouvelle souche de maladie à coronavirus, la COVID-19. L'étendue et la gravité des conséquences de la COVID-19 sur l'économie mondiale et les marchés financiers ont continué d'évoluer et d'avoir des effets perturbateurs dans les pays où nous menons des activités et ailleurs, en plus d'accentuer la volatilité des marchés et de bouleverser l'environnement macroéconomique. De plus, la COVID-19 a toujours des répercussions sur nos employés, sur certains de nos clients et sur nos collectivités, ce qui influe sur nos activités et nos résultats financiers et engendre des risques pour notre entreprise et en engendrera dans l'avenir. Pour plus de détails sur ces risques, se reporter à la rubrique Incidence du facteur de risque que représente la pandémie figurant ci-dessous.

Des mesures visant à freiner la propagation de la COVID-19, dont la fermeture d'entreprises, des protocoles de distanciation sociale, des restrictions de déplacements et la fermeture des écoles, ont été imposées à grande échelle. Même si des plans visant un redémarrage progressif, mais complet, ont été mis de l'avant dans la plupart des régions, ces mesures continuent d'avoir de lourdes conséquences pour l'économie mondiale, incluant le rythme et l'ampleur de la reprise, ainsi que pour les activités connexes des marchés, les taux de chômage et les politiques budgétaires et monétaires. L'assouplissement des mesures de confinement et les plans de redémarrage ont été accompagnés d'une résurgence de la propagation de la COVID-19 dans certaines régions, ce qui a notamment donné lieu au retour de mesures restrictives et à une plus grande incertitude quant au moment où surviendra une reprise totale. La pandémie ainsi que les mesures de confinement et l'approche de redémarrage progressif qui ont été instaurées dans plusieurs régions pourraient avoir des répercussions à plus long terme sur l'activité économique et commerciale ainsi que sur le comportement des consommateurs une fois celle-ci endiguée et les mesures de confinement, pleinement levées. Parallèlement aux mesures de confinement prises en réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées du monde entier ont continué d'offrir des programmes d'aide d'une ampleur sans précédent et de prendre des mesures temporaires afin de faciliter le bon fonctionnement de l'économie et des systèmes financiers à l'échelle mondiale et ainsi fournir un soutien aux particuliers et aux entreprises. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2020, le gouvernement du Canada et le BSIF ont instauré des lignes directrices liées à la réglementation afin d'assurer que les systèmes financiers canadiens demeurent solides. Ils ont notamment élargi les dispositifs actuels et ont mis en place de nouveaux programmes de financement et des modifications relatives aux fonds propres en appui aux programmes mis en œuvre en réponse à la COVID-19. De plus, la Banque du Canada, la Réserve fédérale et d'autres banques centrales ont pris des mesures supplémentaires pour stimuler l'économie, en réduisant notamment les taux d'intérêt de référence. Ces programmes sont toujours en vigueur ou ont encore été élargis afin de soutenir l'ensemble de l'économie. En dépit de ces mesures et programmes, force est d'admettre que l'ampleur et la durée des conséquences de la COVID-19 demeurent inconnues.

Pour plus de détails sur ces mesures et leurs conséquences pour nous, se reporter aux rubriques Incidence du facteur de risque que représente la pandémie et Programmes de soutien présentées ci-dessous ainsi qu'à celles intitulées Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres figurant dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

Outre ses nombreuses conséquences sur nos employés, nos clients, nos collectivités et nos activités, la COVID-19 continue aussi d'influer, à divers degrés, sur les résultats financiers de tous nos secteurs d'activité. Ses principales répercussions sur nos résultats consolidés consistent en une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit ainsi qu'en des variations des justes valeurs attribuables à la volatilité des marchés, y compris des variations des autres éléments du résultat global. De plus, les résultats de tous nos secteurs d'activité ont été et sont encore touchés par les conséquences en aval de l'évolution du contexte macroéconomique, notamment l'incidence du recul des taux d'intérêt, la faiblesse des dépenses de consommation par rapport à ce qu'elles étaient avant la pandémie, les fluctuations des écarts de taux, ainsi que par d'autres répercussions, telles que la hausse des volumes auprès de la clientèle et les variations des coûts d'exploitation. Nonobstant ces difficultés, nos résultats financiers et notre situation financière démontrent la solidité de notre position en matière de capital et de liquidité, facteur auquel s'ajoute la position de force dans laquelle nous étions au moment où cette crise s'est amorcée et que nous avons maintenue tout au long de la période.

Compte tenu de l'incertitude entourant l'ampleur et la durée de la pandémie de COVID-19 et de ses effets sur l'économie et la société en général ainsi que le calendrier du redémarrage intégral de l'économie, on ne peut prévoir quelles en seront les conséquences pour nos secteurs, nos résultats financiers et notre situation financière dans l'avenir.

Dès le deuxième trimestre de 2020, en réponse à la pandémie de COVID-19, nous avons mis de l'avant divers programmes et mesures afin de protéger et soutenir nos employés, nos clients et nos collectivités, tout en veillant à maintenir le service à la clientèle. En phase avec une approche de redémarrage graduel et échelonné dans la plupart des régions, nous continuons d'évaluer ces programmes et mesures et les avons adaptés en conséquence.

Incidence du facteur de risque que représente la pandémie

Les pandémies, les épidémies ou les éclosions de maladies infectieuses au Canada ou dans le monde pourraient avoir des conséquences néfastes sur nos activités, changeant notamment notre mode de fonctionnement, ainsi que sur nos résultats financiers et notre situation financière. Déclarée au deuxième trimestre de 2020, la pandémie de COVID-19 continue, en raison de sa gravité et de son ampleur, d'avoir des répercussions négatives sur nos activités et sur certains de nos clients et elle menace toujours l'économie mondiale. Les gouvernements et les organismes de réglementation des régions touchées ont imposé diverses mesures pour circonscrire cette pandémie, incluant la fermeture généralisée des entreprises, des restrictions de déplacements, des mises en quarantaine, les restrictions sur les regroupements et l'annulation d'événements. Même si, dans la plupart des régions, nombre de ces mesures ont graduellement été assouplies ou levées, d'autres consignes de sécurité et protocoles d'exploitation visant à prévenir la propagation de la COVID-19 ont été imposés et continuent de l'être.

Malgré le relâchement progressif des mesures de confinement, celles qui subsistent continuent de nuire à l'activité économique mondiale, dont le rythme et la vigueur de la reprise, en plus de contribuer à accroître la volatilité des marchés et à modifier l'environnement macroéconomique. À mesure que les effets de la pandémie de COVID-19 continuent de se faire sentir, nos stratégies et initiatives commerciales sont perturbées et vont continuer à l'être, ce qui aura des répercussions sur nos résultats financiers, y compris la réalisation de pertes liées au risque de crédit, au risque de marché ou au risque opérationnel.

Les administrations publiques, les autorités monétaires, les instances réglementaires et les institutions financières, dont la nôtre, ont pris et prennent toujours des mesures pour soutenir l'économie et le système financier, notamment des mesures budgétaires, monétaires et financières afin d'accroître les liquidités et de fournir une assistance financière aux particuliers, aux petites et moyennes entreprises et aux grandes sociétés clientes. De plus, des mesures d'assouplissement de la réglementation ont été mises en place en appui aux institutions financières. Pour de plus amples renseignements sur ces programmes, se reporter aux rubriques Programmes de soutien, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres ci-après.

Nous surveillons de près les effets et conséquences soutenus potentiels de la pandémie de COVID-19, la situation évoluant rapidement. Il est impossible de prévoir toutes les répercussions qu'elle aura sur l'économie mondiale, sur les marchés financiers et enfin sur nous, notamment sur nos résultats financiers, nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité et notre capacité à respecter les exigences réglementaires et autres. Les répercussions véritables seront fonction de faits à venir qui sont hautement incertains et qui ne peuvent être prédits avec certitude, ce qui englobe l'étendue, la gravité et la durée de la pandémie ainsi que de toute vague ultérieure possible et l'efficacité des actions et mesures prises par les instances gouvernementales, monétaires et réglementaires et autres parties. Nos programmes de soutien aux clients pourraient poser leur lot de défis, dont un risque accru de différends avec nos clients et de litiges ainsi qu'une plus grande surveillance de la part des administrations publiques et des organismes de réglementation en raison des effets de la pandémie de COVID-19 sur la conjoncture des marchés et de l'économie et les mesures que les gouvernements prennent pour les contrer. Selon l'efficacité de ces programmes de soutien aux clients pour notre clientèle formée de particuliers, de petites et moyennes entreprises et de grandes sociétés, nous pourrions également être confrontés à un accroissement du risque opérationnel et de celui de réputation ainsi qu'à des pertes financières, notamment à une hausse des pertes de crédit. L'efficacité de ces programmes dépendra de la durée et de l'ampleur de la pandémie de COVID-19 et variera selon les régions et les secteurs, nos clients en bénéficiant à divers degrés.

La pandémie de COVID-19 a perturbé et pourrait encore perturber nos clients et notre façon de mener nos activités, incluant la fermeture de certaines succursales, le fait que nos employés devront continuer de travailler depuis leur domicile pendant longtemps et des changements opérationnels par suite de l'accroissement des volumes de demandes émanant des clients, en plus de causer des problèmes pour nos principaux fournisseurs de produits et services. Ces facteurs nuisent et risquent encore de nuire à nos activités commerciales ainsi qu'à la qualité et au maintien du service à la clientèle. Jusqu'à présent, nous avons pris des mesures proactives par voie de nos plans de continuité des opérations, planifiant avec soin le retour sur les lieux de travail de certains employés, et nos équipes chargées de la gestion des crises déploient encore plus d'efforts pour assurer le bien-être de notre personnel et préserver notre capacité à servir nos clients. De plus, afin d'épauler nos clients aux prises avec des problèmes financiers, nous avons mis en œuvre divers programmes d'aide qui s'ajoutent à ceux offerts par l'État. Pour de plus amples renseignements sur nos programmes de soutien, se reporter à la rubrique Programmes de soutien figurant ci-dessous.

Outre les conséquences que la pandémie de COVID-19 a eues et continue d'avoir sur nos activités, il se peut qu'elle augmente encore le stress financier qu'éprouvent nos clients. Cela, conjugué aux contraintes opérationnelles que causent les exigences de distanciation sociale, notamment le maintien des fermetures des établissements ou la réduction de leurs heures d'ouverture, la diminution des ventes ou la hausse des coûts d'exploitation, risque d'exercer de plus fortes pressions sur notre clientèle de particuliers et sur le rendement financier de nos clients qui sont de petites et moyennes entreprises ou de grandes sociétés, ce qui pourrait se traduire, pour nous, par des pertes de crédit plus élevées que celles prévues.

Si la pandémie de COVID-19 perdure, y compris toute vague ultérieure possible, ou si apparaissent d'autres maladies ayant des effets semblables, les conséquences pour l'économie pourraient s'aggraver et accentuer la volatilité et le repli des marchés financiers. De plus, nul ne sait comment la pandémie influera sur l'environnement macroéconomique et sur les normes sociales et commerciales. Des changements imprévus dans les marchés financiers, les cadres réglementaires ou le comportement et la confiance des consommateurs pourraient également porter atteinte à nos résultats financiers, notre situation financière, nos activités et notre réputation, et ce, pendant longtemps.

Notre perception des risques à l'égard de pratiquement toutes nos sphères d'activité n'est pas statique. Conformément à notre cadre de gestion des risques d'entreprise, nous continuons d'évaluer les risques connus ainsi que les risques émergents associés aux répercussions de la pandémie de COVID-19, dont les suivants :

- Le risque lié aux technologies de l'information et les cyber-risques ont augmenté puisque les activités malveillantes pourraient accroître le nombre de cyberattaques, incluant l'envoi de courriels d'hameçonnage en lien avec la COVID-19, des applications mobiles qui contiennent des maliciels et qui prétendent suivre les taux d'infection, et cibler les failles des plateformes d'accès à distance, les entreprises ayant toujours recours au travail à domicile. Nos contrôles du risque lié aux technologies de l'information et des cyber-risques fonctionnent de manière efficace et nous demeurons à l'affût de toute nouvelle menace.

- Les risques liés à la confidentialité, à la gestion des données et aux tierces parties se sont eux aussi aggravés, la pratique du télétravail s'étant répandue. Comme la plupart de nos employés continuent de travailler à domicile, nous nous tenons constamment au fait des meilleures pratiques et les adoptons, car nous entendons assurer la confidentialité de toutes les informations sensibles. Une fois l'an, tous nos employés doivent suivre notre programme de sensibilisation à la sécurité, lequel leur offre notamment une formation en cybersécurité afin qu'ils puissent gérer les risques lorsqu'ils travaillent à distance. Nous surveillons les fournisseurs indépendants qui nous sont essentiels afin de déceler tout changement dans leur capacité à nous fournir des services, ce qui inclut les vendeurs de nos fournisseurs indépendants.
- Les risques liés au marché résidentiel et à l'endettement des ménages canadiens se sont accrus en raison d'une hausse du chômage et d'une baisse de la participation au marché du travail. Bien que les réductions de taux d'intérêt, les programmes d'aide de l'État et les programmes d'aide financière qu'offrent les institutions financières ont donné un bon coup de pouce à plusieurs ménages et vont continuer de le faire, l'abordabilité du logement dans certains marchés et l'endettement des ménages canadiens étaient des sources d'inquiétude avant même que n'apparaissent les problèmes causés par la pandémie de COVID-19, et ils pourraient devenir encore plus préoccupants si celle-ci s'aggrave, ce qui, entre autres choses, pourrait alourdir nos pertes de crédit.

Nos activités commerciales nous exposent à de nombreux risques et, en tant qu'institution financière mondiale dotée d'un modèle d'affaires diversifié, nous gérons activement ces risques afin de mieux protéger et aider nos secteurs. Tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019, notre cadre de gestion des risques d'entreprise réunit l'ensemble des programmes mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise pour gérer les risques et servant notamment à identifier, apprécier, évaluer, contrôler, surveiller et communiquer les risques importants auxquels elle est exposée. Ce cadre évolue sans cesse, ce qui nous permet de bien gérer notre situation malgré une conjoncture économique et des conditions de marché fort difficiles et constitue une base solide grâce à laquelle nous pourrions traverser ces périodes de haut risque.

Pour plus de détails sur notre mode de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019.

Programmes de soutien

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont élaboré et élaborent encore plusieurs programmes visant à fournir une assistance financière aux particuliers et aux entreprises, dont le remplacement de revenus pour les particuliers ainsi que des subventions salariales, de l'aide aux loyers et des programmes de prêts pour les entreprises, programmes que nous administrons pour notre clientèle. Afin de mieux soutenir nos clients aux prises avec des problèmes financiers, nous avons également lancé divers programmes d'assistance qui s'ajoutent à ceux offerts par l'État.

Programmes d'aide de RBC

Au cours du deuxième trimestre de 2020, nous avons annoncé le Programme de soutien aux clients RBC, lequel vise à fournir une aide immédiate et à long terme aux clients touchés par la pandémie de COVID-19. Par ce programme, nous offrons à nos clients diverses mesures d'aide financière, tels le report de paiements, la réduction des frais de cartes de crédit, le refinancement ou la restructuration du crédit, les exonérations de certains frais et les majorations temporaires des limites de divers produits destinés aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Le programme de soutien aux clients RBC destiné aux petites et moyennes entreprises a pris fin le 30 juin 2020, et les reports de paiements pour les particuliers s'inscrivant dans le programme se poursuivront jusqu'au 30 septembre 2020. Les clients qui participent déjà à ce programme sont admissibles à des reports de paiement ou d'autres mesures d'aide qui iront au-delà de ces dates. Nous continuerons d'offrir un soutien à nos clients au cas par cas.

Au 31 juillet 2020, plus de 278 400 clients (492 500 au 30 avril 2020) partout dans le monde bénéficiaient de notre programme de report de paiements, y compris les clients qui ont continué d'effectuer leurs paiements. Le tableau suivant indique le nombre de prêts et la valeur comptable brute de leur encours.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre de prêts)	Au 31 juillet 2020		Au 30 avril 2020	
	Nombre de prêts	Valeur comptable brute des prêts en cours	Nombre de prêts	Valeur comptable brute des prêts en cours
Prêts hypothécaires résidentiels	138 827	41 270 \$	198 843	54 064 \$
Prêts aux particuliers	74 115	2 592	118 434	3 477
Prêts sur cartes de crédit ⁽¹⁾	96 542	1 012	224 243	1 480
Prêts aux petites entreprises	8 465	1 134	8 310	1 142
Prêts de gros ⁽¹⁾	26 592	16 810	30 169	18 140
Total ⁽¹⁾	344 541	62 818 \$	579 999	78 303 \$

(1) Les montants déjà présentés ont été révisés.

Programmes gouvernementaux en réponse à la pandémie de COVID-19

Gouvernement du Canada

Tout au long des deuxième et troisième trimestres de 2020, le ministère des Finances du Canada a annoncé de nouveaux programmes et des changements à ceux déjà existants en vue de favoriser le bon fonctionnement des marchés et l'accès des entreprises à du financement tout en assurant que le secteur financier demeure solide, bien capitalisé et résilient en dépit de l'effet de la pandémie de COVID-19. Dans le but de soutenir les entreprises éprouvant des problèmes de flux de trésorerie pendant cette période exceptionnelle, le gouvernement fédéral canadien a mis sur pied les programmes importants suivants :

- Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) – En vertu de ce programme, les banques canadiennes peuvent accorder des prêts sans intérêt jusqu'à concurrence de 40 000 \$ à leurs clients qui sont de petites entreprises admissibles afin de les aider à régler leurs coûts de fonctionnement courants. Ces prêts sont financés par le gouvernement du Canada et n'engendrent aucun risque de crédit pour les banques canadiennes.
- Le Programme de crédit aux entreprises (PCE) – Ce programme comporte la Garantie – PCE d'Exportation et développement Canada (EDC) et le Programme de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada (BDC).
 - Garantie – PCE d'Exportation et développement Canada (EDC) – Aux termes de ce programme, les banques canadiennes peuvent accorder aux moyennes et grandes entreprises clientes admissibles qui font affaire au pays et à l'étranger des prêts pouvant atteindre 6,25 millions de dollars afin de combler leurs besoins de liquidités à court terme. Ces prêts doivent servir à régler certaines charges d'exploitation et sont garantis à 80 % par EDC.
 - Programme de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada (BDC) – En vertu de ce programme, la BDC et les banques canadiennes fournissent conjointement aux entreprises clientes qui y sont admissibles des prêts qu'elles financent à 80 % et à 20 %, respectivement, et qui peuvent atteindre 6,25 millions de dollars afin de répondre aux besoins de liquidités et d'exploitation des entreprises. Le montant maximal des prêts varie selon la taille de l'entreprise et, pendant la première année, les paiements peuvent se limiter aux intérêts.
 - Programme de financement pour les moyennes entreprises de la BDC – Aux termes de ce programme, la BDC et les banques canadiennes fournissent aux entreprises clientes de taille moyenne qui y sont admissibles des prêts qu'elles financent à 90 % et à 10 %, respectivement, et dont le montant varie entre 12,5 millions et 60 millions de dollars afin de répondre aux besoins de liquidités et d'exploitation des entreprises.

Au 31 juillet 2020, nous avons fourni une aide financière à plus de 158 100 clients (115 250 au 30 avril 2020) participant à ces programmes, soit des fonds approuvés totalisant 6,4 milliards de dollars (4,5 milliards au 30 avril 2020), dont une tranche de 4,2 milliards (1,3 milliard au 30 avril 2020) était financée. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Outre ces programmes, le gouvernement du Canada et d'autres organismes dirigeants ont émis des lignes directrices concernant notamment le report des dates limites des dépôts réglementaires et de production des déclarations de revenus, mais aucune d'elles n'est considérée comme ayant une incidence importante pour nous.

Gouvernement des États-Unis

Le 27 mars 2020, la *Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act* (loi CARES) a été promulguée, s'ajoutant ainsi aux autres programmes que le gouvernement fédéral américain avait instaurés. Le programme *Paycheck Protection Program* institué par cette loi offre aux petites entreprises des prêts garantis par le gouvernement fédéral américain afin de les aider à régler leurs charges salariales, les intérêts sur leurs emprunts hypothécaires, leurs loyers et leurs frais de services publics. En vertu de ce programme, nous avons accordé directement des prêts à nos clients, sur la base de leur évaluation de certaines conditions d'admissibilité. Tout manquement à ces conditions entraînera un recours contre l'emprunteur. Dans certains cas, la *Small Business Administration* des États-Unis peut renoncer à la totalité ou à une partie du prêt. Le 5 juin 2020, a été promulguée la *Paycheck Protection Program Flexibility Act of 2020*, laquelle modifie la loi CARES et vise à fournir une aide supplémentaire à celle initialement offerte par le programme *Paycheck Protection Program*, notamment, la prolongation, de 8 à 24 semaines, de la période de versement de paiements de soutien après l'octroi d'un prêt aux termes du programme *Paycheck Protection Program*, la prorogation, de deux à cinq ans, de l'échéance des prêts ainsi consentis et la modification des critères d'admissibilité. Au 31 juillet 2020, nous avons octroyé 5 804 millions de dollars (4 334 millions de dollars américains) de financement à 15 533 clients aux termes de ces programmes, comparativement à 5 119 millions (3 678 millions de dollars américains) à 8 850 clients au 30 avril 2020. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Par ailleurs, le département du Trésor des États-Unis a fourni des directives concernant le report des dates limites de production de diverses déclarations de revenus et autres déclarations fiscales et des paiements d'impôts et de taxes, mais aucune d'elles n'est considérée comme ayant une incidence importante pour nous.

Programmes de soutien aux liquidités et au financement

Au deuxième trimestre de 2020, les gouvernements et les agences fédérales ont commencé à assouplir les critères d'admissibilité de leurs programmes de financement existants et en ont annoncé de nouveaux afin d'accroître les liquidités des banques et d'offrir de nouvelles sources de financement grâce auxquelles nous pouvons soutenir nos clients en cette période d'incertitude, y compris les programmes suivants :

- Programmes de financement existants – La Banque du Canada a augmenté le financement disponible et a assoupli les conditions d'admissibilité des prises en pension à plus d'un jour existantes et de la version révisée de son programme d'achat de prêts hypothécaires assurés par voie de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). De tels programmes englobent également ceux des banques centrales d'autres territoires, tel l'accord de swap en dollars américains de la Banque d'Angleterre.
- Nouveaux programmes de financement – La Banque du Canada a instauré la facilité d'achat des acceptations bancaires et a lancé le mécanisme permanent d'octroi de liquidités à plus d'un jour. Quant à la Réserve fédérale, elle a institué la *Primary Dealer Credit Facility*.

Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons notre profil de liquidité et de financement, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

Nous continuons de surveiller de près l'ajout de programmes et nous publierons des mises à jour concernant tout nouveau programme ou toute interprétation ou recommandation que nous pourrions annoncer ou qui pourrait l'être par les gouvernements et les agences fédérales. En appui à tous les programmes précités, les banques centrales et les organismes de réglementation nationaux et internationaux ont émis des lignes directrices concernant les exigences réglementaires en matière de fonds propres, de liquidité et de présentation de l'information financière. Pour une analyse de ces mesures, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est dégagé à 3 201 millions de dollars, en baisse de 62 millions, ou 2 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est situé à 2,20 \$, ayant régressé de 0,02 \$, ou 1 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 15,7 %, contre 16,7 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 12,0 %, ayant augmenté de 10 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent le repli du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et de trésorerie, ce qui a été contrebalancé en grande partie par la progression du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux, Services de soutien généraux et Assurances.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a régressé en raison surtout du rétrécissement des écarts et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une croissance moyenne des volumes de 11 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont contractés à cause essentiellement d'un repli du revenu net d'intérêt, la croissance moyenne des volumes ayant été plus qu'annulée par l'incidence du recul des taux d'intérêt. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit a également contribué au fléchissement précité. Ces facteurs ont été compensés en partie par la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et par une hausse des revenus tirés des transactions et autres revenus.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a diminué surtout à cause de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui a été atténué par l'amélioration des résultats de nos services d'administration d'actifs.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont grimpé du fait essentiellement de l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux, neutralisée en partie par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et par la hausse des impôts attribuable principalement à une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés.

Le bénéfice net du secteur Services de soutien généraux s'est dégagé à 31 millions de dollars dans le trimestre à l'étude, ce qui rend surtout compte des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables et les coûts non affectés résiduels. Un an plus tôt, la perte nette avait été de 15 millions de dollars et celle-ci avait résulté principalement du montant net des ajustements fiscaux défavorables, facteur qui avait été neutralisé en grande partie par les activités de gestion actif-passif.

Les résultats du secteur Assurances se sont améliorés principalement grâce à la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et à l'amélioration de la sinistralité en général. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence des contrats de réassurance du risque de longévité un an plus tôt.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net, au montant de 3 201 millions de dollars, a dépassé de 1 720 millions, ou 116 %, celui du trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action, à savoir 2,20 \$, a augmenté de 1,20 \$, ou 120 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 15,7 % a surpassé celui de 7,3 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 12,0 % s'est accru de 30 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Nos résultats reflètent la hausse du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, croissance atténuée par la baisse des résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux a augmenté en raison surtout de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit puisque celle du trimestre précédent reflétait les conséquences de l'éclosion de la pandémie de COVID-19. La progression des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, progression essentiellement attribuable à l'inversion des réductions des souscriptions de prêts aux États-Unis et en Europe par suite de l'amélioration des conditions de marché par rapport au trimestre précédent, ainsi que la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions, ont également contribué à l'augmentation du bénéfice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des impôts attribuable à une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont améliorés du fait essentiellement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes de crédit, celle du trimestre précédent reflétant les conséquences de l'éclosion de la pandémie de COVID-19. Le fait que le trimestre à l'étude a compté deux jours de plus que le trimestre précédent et la croissance moyenne des volumes de 4 % dans le secteur Services bancaires canadiens ont également favorisé l'amélioration des résultats. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement des écarts.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté en raison principalement de l'inversion des variations défavorables de la juste valeur des dérivés sur taux d'intérêt et des investissements en capital de démarrage ainsi que des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a résulté de l'amélioration des conditions de marché dans le trimestre à l'étude. La diminution des coûts liés au personnel a également contribué à l'amélioration du bénéfice. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des transactions réalisées pour les clients, ce qui tient compte de l'incidence que la plus grande volatilité des marchés avait eue sur les volumes au trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a également fléchi puisque la croissance moyenne des volumes a été plus qu'annulée par l'incidence du recul des taux d'intérêt.

Les résultats du secteur Assurances se sont améliorés à la faveur de la baisse de la sinistralité liée à l'assurance voyage et à l'assurance invalidité dans le trimestre à l'étude et de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence des contrats de réassurance du risque de longévité au trimestre précédent.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont fléchi du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ceux du trimestre précédent ayant été soutenus par l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, et de la diminution des profits tirés de la vente de titres.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 8 191 millions de dollars, en baisse de 1 474 millions, ou 15 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 5,60 \$ pour la période de neuf mois, ayant reculé de 0,97 \$, ou 15 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 13,6 %, contre 17,0 % un an plus tôt.

Nos résultats reflètent le recul du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, recul atténué par le solide bénéfice qu'ont dégagé les secteurs Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a fléchi en raison surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, du rétrécissement des écarts et de l'augmentation des coûts liés au personnel. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une croissance moyenne des volumes de 9 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont repliés à cause principalement de la baisse du revenu net d'intérêt, de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie ainsi que de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit. La variation de la juste valeur des investissements en capital de démarrage et l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada un an plus tôt ont également fait reculer les résultats. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des revenus qu'a permise la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite des coûts de rémunération variable connexes.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont reculé à cause essentiellement de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ce facteur a été annulé en partie par une augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés mondiaux, déduction faite de la hausse de la rémunération.

Le bénéfice du secteur Assurances s'est accru grâce principalement à la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et aux contrats de réassurance du risque de longévité, facteurs contrebalancés en partie par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie se sont améliorés, sous l'effet surtout de la progression des revenus tirés du secteur des services d'administration d'actifs et du recul des coûts liés au personnel, ce qui a été neutralisé en partie par la baisse des revenus générés par les dépôts des clients.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2020 par rapport au T3 2019	T3 2020 par rapport au T2 2020	T3 2020 par rapport au T3 2019
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	107 \$	(67)\$	140 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	5	(2)	33
Frais autres que d'intérêt	76	(44)	104
Impôt sur le résultat	4	(3)	(3)
Bénéfice net	22	(18)	6
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,02 \$	(0,01)\$	– \$
Dilué	0,02	(0,01)	–

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 30 avril 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Dollar américain	0,737	0,725	0,754	0,740	0,751
Livre sterling	0,585	0,575	0,603	0,579	0,586
Euro	0,648	0,659	0,673	0,663	0,665

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 30 avril 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Revenu d'intérêt et de dividende	7 956 \$	9 226 \$	10 610 \$	27 420 \$	30 891 \$
Charge d'intérêt (1)	2 817	3 761	5 592	11 595	16 253
Revenu net d'intérêt (1)	5 139 \$	5 465 \$	5 018 \$	15 825 \$	14 638 \$
Marge nette d'intérêt (1)	1,49 %	1,61 %	1,61 %	1,56 %	1,61 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	2 212 \$	197 \$	1 463 \$	4 403 \$	4 557 \$
Revenus tirés des activités de négociation (1)	623	(66)	170	1 015	879
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 489	1 500	1 440	4 524	4 271
Revenus tirés des fonds communs de placement	915	890	924	2 751	2 696
Commissions de courtage en valeurs mobilières	341	460	324	1 119	982
Frais bancaires	430	468	480	1 386	1 414
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	570	544	488	1 741	1 387
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	246	280	252	779	744
Revenus sur cartes	259	212	272	758	820
Commissions de crédit	296	304	322	960	925
Profits nets sur les titres de placement	11	45	26	67	109
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	20	15	21	57	50
Autres	369	19	344	704	1 160
Revenus autres que d'intérêt	7 781 \$	4 868 \$	6 526 \$	20 264 \$	19 994 \$
Total des revenus	12 920 \$	10 333 \$	11 544 \$	36 089 \$	34 632 \$
Information supplémentaire					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	967 \$	1 064 \$	543 \$	2 731 \$	1 662 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	623	(66)	170	1 015	879
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 590 \$	998 \$	713 \$	3 746 \$	2 541 \$

(1) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation est présentée dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le total des revenus a augmenté de 1 376 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui s'explique principalement par la hausse des primes d'assurance, des revenus de placement et des honoraires (revenus d'assurance), des revenus tirés des activités de négociation et du revenu net d'intérêt. De plus, l'incidence du change a haussé de 107 millions de dollars le total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 121 millions de dollars, ou 2 %, bénéficiant surtout de la croissance des volumes des secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens, et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux qui découle essentiellement de l'intensification des activités des clients. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 12 p.b. sur un an, du fait surtout du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ce qui rend essentiellement compte de l'incidence du recul des taux d'intérêt.

Les revenus d'assurance se sont renforcés de 749 millions de dollars, ou 51 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités

des secteurs Assurances – International et Assurances – Canada, facteurs qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont bondi de 453 millions de dollars, ce qui est essentiellement attribuable à l'intensification des activités de négociation de titres à revenu fixe, surtout aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'à l'intensification des activités de négociation de marchandises au Canada et de titres de participation aux États-Unis et en Europe. Ces facteurs ont été annulés en partie par le ralentissement des activités de négociation de titres de participation au Canada.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total des revenus a augmenté de 2 587 millions de dollars, ou 25 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de l'amélioration des revenus d'assurance, des revenus tirés des activités de négociation et des autres revenus. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse du revenu net d'intérêt et des commissions de courtage en valeurs mobilières.

Le revenu net d'intérêt s'est contracté de 326 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, du repli des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux, principalement dans les produits de mise en pension et ceux liés aux taux, ainsi que des activités de gestion actif-passif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens, par la montée des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans le secteur Marchés des Capitaux à la suite de l'intensification des activités des clients et par le fait que le trimestre à l'étude a compté deux jours de plus.

Les revenus d'assurance ont monté de 2 015 millions de dollars, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont renforcés de 689 millions de dollars, ce qui provient surtout de l'intensification des activités de négociation de titres à revenu fixe essentiellement aux États-Unis, notamment l'inversion des réductions des souscriptions de prêts par suite de l'amélioration des conditions de marché par rapport au trimestre précédent. L'intensification des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions ainsi que de celles de négociation de marchandises au Canada a également favorisé la progression de ces revenus.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières ont diminué de 119 millions de dollars, ou 26 %, en raison surtout du repli des revenus provenant d'actions au comptant par suite du ralentissement des activités des clients du secteur Marchés des Capitaux et de la baisse des transactions réalisées pour les clients du secteur Gestion de patrimoine, ce qui inclut l'incidence de la volatilité des marchés sur les volumes au trimestre précédent.

Les autres revenus ont augmenté de 350 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par la variation de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a progressé de 1 457 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de l'augmentation du revenu net d'intérêt, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des commissions de gestion de placements et de services de garde. L'incidence du change a également accru de 140 millions de dollars le total des revenus. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 187 millions de dollars, ou 8 %, et ce, grâce essentiellement à la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des activités de négociation, soit essentiellement les activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux. L'augmentation des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été annulés en partie par le rétrécissement des écarts dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens. L'effet de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a été plus que neutralisé par la baisse des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction, profits qui sont inscrits dans les autres revenus.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 253 millions de dollars, ou 6 %, grâce principalement à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui rend surtout compte des ventes nettes et de l'appréciation des marchés, facteur qui a été neutralisé en partie par l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada un an plus tôt.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils se sont accrus de 354 millions de dollars, ou 26 %, grâce principalement à l'intensification des activités d'origination de prêts et de titres de participation dans la plupart des régions.

Les autres revenus se sont repliés de 456 millions de dollars, ou 39 %, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction dans le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, ce qui a été compensé en grande partie dans le revenu net d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit**Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accru de 250 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 678 millions de dollars, en hausse de 249 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est en grande partie imputable à l'effet changeant de la pandémie de COVID-19 sur les prêts productifs, ce qui a mené à une hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est accru de 13 p.b. pour se situer à 40 p.b.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 2 155 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, d'un montant de 678 millions de dollars, a baissé de 2 056 millions puisque celle du trimestre précédent reflétait les conséquences de l'éclosion de la pandémie de COVID-19, ce qui a permis une réduction des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 125 p.b.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 2 559 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 3 833 millions de dollars, pour une augmentation de 2 447 millions sur un an, augmentation en grande partie attribuable à l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les prêts productifs, ce qui a mené à une hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 77 p.b., en hausse de 47 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 739 millions de dollars, ou 71 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et à l'expansion des activités des secteurs Assurances – International et Assurances – Canada, éléments qui ont tous deux été compensés en grande partie dans les revenus. L'incidence des contrats de réassurance du risque de longévité à l'exercice précédent a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et par le recul des coûts des sinistres puisque l'augmentation des sinistres associés à la pandémie de COVID-19, et liés principalement à l'assurance voyage, a été plus qu'annulée par l'amélioration des sinistres liés au portefeuille de rétrocession vie.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 962 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation compensée en grande partie dans les revenus, et de l'incidence des contrats de réassurance du risque de longévité au trimestre précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la sinistralité favorable liée à l'assurance voyage et à l'assurance invalidité dans le trimestre à l'étude et par une hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 209 millions de dollars, ou 6 %, sur un an, ce qui rend principalement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteur compensé en grande partie dans les revenus, de l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités, compensée en grande partie dans les revenus, et par l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 30 avril 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Salaires	1 723 \$	1 671 \$	1 647 \$	5 046 \$	4 862 \$
Rémunération variable	1 653	1 370	1 413	4 669	4 231
Avantages du personnel et conservation du personnel	498	508	468	1 547	1 431
Rémunération fondée sur des actions	158	24	87	403	356
Ressources humaines	4 032 \$	3 573 \$	3 615 \$	11 665 \$	10 880 \$
Matériel	469	468	449	1 399	1 325
Frais d'occupation	415	417	409	1 229	1 211
Communications	233	252	281	735	794
Honoraires	337	324	328	945	923
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	325	315	299	943	888
Autres	569	593	611	1 784	1 799
Frais autres que d'intérêt	6 380 \$	5 942 \$	5 992 \$	18 700 \$	17 820 \$
Ratio d'efficacité (1)	49,4 %	57,5 %	51,9 %	51,8 %	51,5 %
Ratio d'efficacité ajusté (2)	53,5 %	52,6 %	53,7 %	52,6 %	53,0 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 388 millions de dollars, ou 6 %, sur un an, ce qui a découlé en grande partie de la hausse de la rémunération découlant de revenus supérieurs et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus. La rémunération additionnelle consentie à certains employés, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients en raison de la pandémie de COVID-19, d'autres coûts marginaux liés à la COVID-19, et l'incidence du change ont également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 49,4 %, ayant diminué de 250 p.b. en regard de celui de 51,9 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,5 % a affiché une baisse de 20 p.b. par rapport à celui de 53,7 % il y a un an.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 438 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, du fait essentiellement de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus, et de l'augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 49,4 %, ayant baissé de 810 p.b. en regard de celui de 57,5 % au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,5 % a affiché une hausse de 90 p.b. par rapport à celui de 52,6 % constaté au deuxième trimestre.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 880 millions de dollars, ou 5 %, sur un an, ce qui s'explique essentiellement par la hausse de la rémunération variable découlant de revenus supérieurs, par l'augmentation des coûts liés au personnel, notamment la rémunération additionnelle consentie à certains employés, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients en raison de la pandémie de COVID-19 ainsi que par d'autres coûts marginaux liés à la COVID-19. L'incidence du change et la montée des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, ont aussi accentué l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,8 %, ayant augmenté de 30 p.b. comparativement à 51,5 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,6 % s'est comprimé de 40 p.b. par rapport à 53,0 % un an plus tôt.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 30 avril 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Impôt sur le résultat	879 \$	257 \$	818 \$	2 052 \$	2 351 \$
Bénéfice avant impôt	4 080 \$	1 738 \$	4 081 \$	10 243 \$	12 016 \$
Taux d'imposition effectif	21,5 %	14,8 %	20,0 %	20,0 %	19,6 %

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

La charge d'impôt a augmenté de 61 millions de dollars, ou 7 %, et le taux d'imposition effectif de 21,5 % a dépassé de 150 p.b. celui d'il y a un an sous l'effet essentiellement d'une diminution, dans le trimestre à l'étude, du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

La charge d'impôt a bondi de 622 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la progression du bénéfice avant impôt dans la période à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 21,5 % s'est accru de 670 p.b. sous l'effet principalement d'une baisse de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et du bénéfice exonéré d'impôt par rapport au bénéfice plus élevé qui a été dégagé dans le trimestre à l'étude.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôt a baissé de 299 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout du recul du bénéfice avant impôt, qui a été atténué par une diminution, dans la période à l'étude, du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

Le taux d'imposition effectif de 20,0 % a augmenté de 40 p.b. sous l'effet essentiellement d'une baisse du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et de l'incidence nette des ajustements fiscaux, facteurs neutralisés en partie par la progression du bénéfice exonéré d'impôt au cours de l'exercice à l'étude.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2019.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2019.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2019.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2020	le 31 juillet 2019
	le 31 juillet 2020								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux Investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 345 \$	549 \$	214 \$	72 \$	930 \$	22 \$	3 132 \$	1 420 \$	3 197 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	22 850	16 450	2 400	3 450	23 650	10 550	79 350	79 100	75 800
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	23,4 %	13,3 %	35,9 %	8,4 %	15,7 %	n.s.	15,7 %	7,3 %	16,7 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2020							le 31 juillet 2019
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux Investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 524 \$	1 570 \$	571 \$	434 \$	1 879 \$	13 \$	7 991 \$	9 454 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 200	15 950	2 250	3 250	23 250	10 850	78 750	74 450
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	20,3 %	13,1 %	33,9 %	17,9 %	10,8 %	n.s.	13,6 %	17,0 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2020 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2020. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance.

Pour les trimestres clos									
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	le 31 juillet 2020			le 30 avril 2020			le 31 juillet 2019		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées
Total des revenus	12 920 \$	(997) \$	11 923 \$	10 333 \$	953 \$	11 286 \$	11 544 \$	(385) \$	11 159 \$
Frais autres que d'intérêt	6 380	–	6 380	5 942	–	5 942	5 992	–	5 992
Ratio d'efficacité	49,4 %		53,5 %	57,5 %		52,6 %	51,9 %		53,7 %

Pour les périodes de neuf mois closes							
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	le 31 juillet 2020			le 31 juillet 2019			
	Élément exclu			Élément exclu			
	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			
	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	
Total des revenus	36 089 \$	(512) \$	35 577 \$	34 632 \$	(1 015) \$	33 617 \$	
Frais autres que d'intérêt	18 700	–	18 700	17 820	–	17 820	
Ratio d'efficacité	51,8 %		52,6 %	51,5 %		53,0 %	

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
Revenu net d'intérêt	3 079 \$	3 149 \$	3 221 \$	9 454 \$	9 415 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 269	1 251	1 325	3 904	3 882
Total des revenus	4 348	4 400	4 546	13 358	13 297
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	247	1 370	15	1 683	59
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	280	336	326	892	1 002
Dotation à la provision pour pertes de crédit	527	1 706	341	2 575	1 061
Frais autres que d'intérêt	1 985	1 947	1 959	5 916	5 761
Bénéfice avant impôt	1 836	747	2 246	4 867	6 475
Bénéfice net	1 367 \$	532 \$	1 664 \$	3 585 \$	4 784 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	4 135 \$	4 170 \$	4 304 \$	12 673 \$	12 573 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	213	230	242	685	724
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23,4 %	9,0 %	28,0 %	20,3 %	27,3 %
Marge nette d'intérêt	2,60 %	2,73 %	2,86 %	2,70 %	2,85 %
Ratio d'efficience	45,7 %	44,3 %	43,1 %	44,3 %	43,3 %
Levier d'exploitation	(5,7)%	(1,7)%	3,5 %	(2,2)%	1,9 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	470 300 \$	468 400 \$	447 200 \$	467 400 \$	441 600 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	473 400	471 300	449 500	470 500	443 200
Moyenne des dépôts	465 100	428 700	396 300	435 900	389 200
Biens administrés (1)	293 100	275 700	282 200	293 100	282 200
Moyenne des biens administrés	286 000	275 900	280 600	284 200	274 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,24 %	0,28 %	0,29 %	0,25 %	0,30 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens					
Bénéfice net	1 330 \$	649 \$	1 609 \$	3 603 \$	4 613 \$
Marge nette d'intérêt	2,58 %	2,70 %	2,80 %	2,66 %	2,80 %
Ratio d'efficience	43,9 %	42,7 %	41,5 %	42,6 %	41,7 %
Levier d'exploitation	(5,5)%	(1,8)%	1,7 %	(2,2)%	1,1 %

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 16,2 milliards de dollars et de 6,7 milliards au 31 juillet 2020 (16,1 milliards et 6,7 milliards au 30 avril 2020; 15,7 milliards et 8,3 milliards au 31 juillet 2019).

Rendement financier**Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019**

Le bénéfice net s'est comprimé de 297 millions de dollars, ou 18 %, sur un an en raison essentiellement du rétrécissement des écarts et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été annulés en partie par une croissance moyenne des volumes de 11 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus s'est affaibli de 198 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont fléchi de 169 millions de dollars, ou 4 %, ce qui reflète en grande partie le rétrécissement des écarts et la baisse des frais bancaires. Ces facteurs ont été atténués par une croissance moyenne des volumes de 5 % pour ce qui est des prêts et de 18 % dans le cas des dépôts.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont contractés de 29 millions de dollars, ou 12 %, ce qui rend essentiellement compte du rétrécissement des écarts.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 26 p.b. en raison surtout du recul des taux d'intérêt et de l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 186 millions de dollars, ou 55 %, ce qui reflète en grande partie la hausse des dotations liées aux prêts productifs de nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens, hausse causée par l'effet changeant de la pandémie de COVID-19. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 26 millions de dollars, ou 1 %, en raison surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, notamment la rémunération additionnelle consentie à certains employés, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients en raison de la pandémie de COVID-19 ainsi que d'autres coûts marginaux liés à la COVID-19. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net a augmenté de 835 millions de dollars, ou 157 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, celle du trimestre précédent reflétant les

conséquences de l'éclosion de la pandémie de COVID-19. Le fait que le trimestre à l'étude a compté deux jours de plus que le trimestre précédent et la croissance moyenne des volumes de 4 % dans le secteur Services bancaires canadiens ont également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le rétrécissement des écarts.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 13 p.b. en raison surtout de l'incidence du recul des taux d'intérêt.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est replié de 1 199 millions de dollars, ou 25 %, sur un an, ce qui reflète surtout la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le rétrécissement des écarts et l'augmentation des coûts liés au personnel. Ces facteurs ont été annulés en partie par la croissance moyenne des volumes de 9 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus s'est renforcé de 61 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par la croissance moyenne des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens de 6 % pour ce qui est des prêts et de 13 % dans le cas des dépôts, facteur atténué par le rétrécissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 1 514 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la hausse des dotations liées aux prêts productifs des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, hausse essentiellement attribuable aux conséquences de la pandémie de COVID-19. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a été plus que compensée par le recul de celles liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens et des portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles, puisque les résultats enregistrés un an plus tôt reflétaient une augmentation des dotations constituées pour quelques secteurs d'activité. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 155 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel, notamment la rémunération additionnelle consentie à certains employés, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients en raison de la pandémie de COVID-19 ainsi que d'autres coûts marginaux liés à la COVID-19. L'accroissement des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, a aussi accentué l'augmentation de ces frais.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
Revenu net d'intérêt	699 \$	737 \$	773 \$	2 174 \$	2 248 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 796	1 774	1 740	5 417	5 117
Revenus tirés des transactions et autres revenus	669	311	516	1 561	1 591
Total des revenus	3 164	2 822	3 029	9 152	8 956
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	31	76	10	106	38
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	43	15	17	57	45
Dotation à la provision pour pertes de crédit	74	91	27	163	83
Frais autres que d'intérêt	2 361	2 169	2 183	6 900	6 551
Bénéfice avant impôt	729	562	819	2 089	2 322
Bénéfice net	562 \$	424 \$	639 \$	1 609 \$	1 821 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	806 \$	835 \$	821 \$	2 484 \$	2 471 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 659	1 384	1 546	4 667	4 556
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 222	1 003	1 168	3 459	3 426
Gestion mondiale d'actifs	606	500	567	1 700	1 648
Gestion de patrimoine – International	93	103	95	301	281
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,3 %	10,4 %	17,2 %	13,1 %	16,7 %
Marge nette d'intérêt	2,58 %	2,97 %	3,59 %	2,89 %	3,63 %
Marge avant impôt (1)	23,0 %	19,9 %	27,0 %	22,8 %	25,9 %
Nombre de conseillers (2)	5 376	5 333	5 222	5 376	5 222
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	107 800 \$	100 900 \$	85 500 \$	100 400 \$	82 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	81 300	75 100	64 400	75 300	62 600
Moyenne des dépôts	131 100	119 100	95 300	118 600	94 200
Biens administrés (3)	1 097 100	1 053 700	1 050 800	1 097 100	1 050 800
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	584 500	559 200	538 800	584 500	538 800
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	436 400	401 700	408 100	436 400	408 100
Biens sous gestion (3)	834 100	782 100	738 300	834 100	738 300
Moyenne des biens administrés	1 082 000	1 040 200	1 039 700	1 073 300	1 017 800
Moyenne des biens sous gestion	815 000	770 400	729 300	788 700	705 500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,08 %	0,11 %	0,10 %	0,10 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2020 par rapport au T3 2019	T3 2020 par rapport au T2 2020	T3 2020 par rapport au T3 2019
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	45 \$	(31) \$	67 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	(2)	5
Frais autres que d'intérêt	36	(24)	55
Bénéfice net	6	(4)	5
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	2 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(3)%	2 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	(2)%	– %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est comprimé de 77 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'incidence d'un repli du revenu net d'intérêt, la croissance moyenne des volumes ayant été plus qu'annulée par l'incidence du recul des taux d'intérêt. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit a également contribué au fléchissement précité. Ces facteurs ont été compensés en partie par la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et par une hausse des revenus tirés des transactions et autres revenus.

Le total des revenus a augmenté de 135 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont régressé de 15 millions de dollars, ou 2 %, et ce, à cause principalement de la diminution des transactions réalisées pour les clients et du recul des taux d'intérêt, ce qui a fait chuter le revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui rend compte des ventes nettes et de l'appréciation des marchés.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 113 millions de dollars, ou 7 %. En dollars américains, ils se sont améliorés de 54 millions de dollars, ou 5 %, ce qui s'explique surtout par les variations favorables de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un recul du revenu net d'intérêt, la croissance moyenne des volumes de 32 % ayant été plus qu'annulée par l'incidence du recul des taux d'intérêt.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont progressé de 39 millions de dollars, ou 7 %, et ce, en raison surtout de la variation de la juste valeur des investissements en capital de démarrage. La croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui rend compte des ventes nettes et de l'appréciation des marchés, ainsi que l'incidence du change ont également favorisé cette progression.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 47 millions de dollars, ou 174 %, principalement à cause de la hausse des dotations liées aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) surtout dans le secteur d'activité des produits industriels, ce qui a causé une augmentation de 10 p.b. du ratio des prêts douteux. L'augmentation des dotations liées aux prêts productifs, essentiellement ceux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) en raison de l'effet changeant de la pandémie de COVID-19, a également contribué à l'accroissement. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 178 millions de dollars, ou 8 %, sous l'effet surtout de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les revenus, et de l'incidence du change.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est renforcé de 138 millions de dollars, ou 33 %, par rapport au trimestre dernier, et ce, en raison essentiellement de l'inversion des variations défavorables de la juste valeur des dérivés sur taux d'intérêt, des investissements en capital de démarrage ainsi que des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a résulté de l'amélioration des conditions de marché dans le trimestre à l'étude. La diminution des coûts liés au personnel a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des transactions réalisées pour les clients, notamment l'incidence que la plus grande volatilité des marchés avait eue sur les volumes au deuxième trimestre. Le revenu net d'intérêt a également fléchi puisque l'effet positif de la croissance moyenne des volumes a été plus qu'annulé par l'incidence du recul des taux d'intérêt.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est comprimé de 212 millions de dollars, ou 12 %, sur un an en raison surtout de la diminution du revenu net d'intérêt, de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie et de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit. La variation de la juste valeur des investissements en capital de démarrage et l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada un an plus tôt ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des revenus sous l'effet de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite des coûts de rémunération variable connexes.

Le total des revenus s'est renforcé de 196 millions de dollars, ou 2 %, ce qui provient surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui rend compte des ventes nettes et de l'appréciation des marchés. L'incidence du change a également contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse du revenu net d'intérêt, l'effet positif de la croissance moyenne des volumes ayant été plus qu'annulé par le recul des taux d'intérêt, ainsi que par l'incidence des variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage. Les résultats constatés un an plus tôt tenaient également compte de l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 80 millions de dollars du fait surtout de la hausse des dotations liées aux prêts productifs du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), hausse reflétant principalement les répercussions de la pandémie de COVID-19. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 349 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts liés au personnel pour soutenir l'expansion des activités ainsi que d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions. L'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes ainsi que l'incidence du change ont également contribué à la hausse.

Assurances

	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	974 \$	957 \$	914 \$	3 281 \$	3 040 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	1 196	(796)	505	1 009	1 401
Honoraires	42	36	44	113	116
Total des revenus	2 212	197	1 463	4 403	4 557
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	1	–	1	–
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 715	(257)	971	2 993	3 177
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	70	80	75	229	254
Frais autres que d'intérêt	140	148	149	441	453
Bénéfice avant impôt	287	225	268	739	673
Bénéfice net	216 \$	180 \$	204 \$	577 \$	524 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	1 636 \$	(344)\$	991 \$	2 675 \$	3 034 \$
Assurances – International	576	541	472	1 728	1 523
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35,9 %	33,0 %	39,2 %	33,9 %	35,6 %
Primes et dépôts (2)	1 131 \$	1 148 \$	1 079 \$	3 821 \$	3 499 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	997	(953)	385	512	1 015

(1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements adossés aux obligations des détenteurs de polices attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net a augmenté de 12 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et par l'amélioration de la sinistralité en général. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des contrats de réassurance du risque de longévité un an plus tôt.

Le total des revenus s'est renforcé de 749 millions de dollars, ou 51 %, à cause principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ce qui est compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La variation de la juste valeur est en grande partie liée au rétrécissement des écarts de taux et à l'incidence du recul des taux d'intérêt au Canada.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont monté de 645 millions de dollars, ou 65 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités, facteurs qui, dans les deux cas, sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International ont augmenté de 104 millions de dollars, ou 22 %, du fait surtout de l'expansion des activités de réassurance du risque de longévité et de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, facteurs qui, dans les deux cas, sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 739 millions de dollars, ou 71 %, ce qui témoigne essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités des secteurs Assurances – International et Assurances – Canada. L'incidence des contrats de réassurance du risque de longévité un an plus tôt a également accentué l'accroissement. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et par la baisse des coûts des sinistres étant donné que l'augmentation des sinistres attribuables à la pandémie de COVID-19 et liés principalement à l'assurance voyage a été plus qu'annulée par l'amélioration des sinistres du portefeuille de rétrocession vie.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 9 millions de dollars, ou 6 %, ce qui témoigne surtout des efficacités réalisées grâce aux investissements dans la technologie.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est renforcé de 36 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au trimestre dernier, en raison surtout de l'amélioration des sinistres liés à l'assurance voyage et à l'assurance invalidité dans le trimestre à l'étude et d'une hausse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence des contrats de réassurance du risque de longévité au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 53 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an, et ce, grâce essentiellement à la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et aux contrats de réassurance du risque de longévité. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

Le total des revenus a reculé de 154 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous, ainsi que de l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance. Ces facteurs ont été atténués par l'expansion des activités de réassurance du risque de longévité et de celles concernant les rentes collectives, éléments tous deux compensés pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous, ainsi que par la hausse des profits réalisés sur les placements.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fléchi de 209 millions de dollars, ou 6 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de l'incidence de l'augmentation des contrats de réassurance du risque de longévité favorables et de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités et par l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 12 millions de dollars, ou 3 %, ce qui rend essentiellement compte des efficiences générées par les investissements dans la technologie.

Services aux investisseurs et de trésorerie

	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	89 \$	74 \$	(16)\$	221 \$	(81)\$
Revenus autres que d'intérêt	395	635	577	1 569	1 860
Total des revenus	484	709	561	1 790	1 779
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(4)	14	1	10	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	—	—	—	—	—
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(4)	14	1	10	1
Frais autres que d'intérêt	388	392	411	1 182	1 217
Bénéfice net avant impôt	100	303	149	598	561
Bénéfice net	76 \$	226 \$	118 \$	445 \$	430 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,4 %	28,4 %	13,2 %	17,9 %	16,0 %
Moyenne des dépôts	195 700 \$	194 700 \$	179 300 \$	188 300 \$	175 100 \$
Moyenne des dépôts des clients	65 800	64 900	60 100	62 800	59 200
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	129 900	129 800	119 200	125 500	115 900
Biens administrés ⁽¹⁾	4 468 100	4 037 700	4 242 100	4 468 100	4 242 100
Moyenne des biens administrés	4 375 800	4 292 800	4 290 900	4 318 400	4 250 800

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier**Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019**

Le bénéfice net a régressé de 42 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à il y a un an, surtout à cause de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, atténuée par l'amélioration des résultats de nos services d'administration d'actifs.

Le total des revenus a fléchi de 77 millions de dollars, ou 14 %, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui a découlé principalement de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt et de la plus grande liquidité de l'entreprise.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 23 millions de dollars, ou 6 %, grâce principalement à la réduction des coûts liés au personnel, notamment l'effet positif d'investissements existants dans la technologie et les initiatives visant à rehausser l'efficacité.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net a diminué de 150 millions de dollars, ou 66 %, par rapport au trimestre dernier, en raison essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, les résultats du trimestre précédent ayant été favorisés par l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que du recul des profits tirés de la vente de titres.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a monté de 15 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la hausse des revenus tirés de nos services d'administration d'actifs et du repli des coûts liés au personnel, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus générés des dépôts des clients.

Le total des revenus a augmenté de 11 millions de dollars, ou 1 %, hausse qui s'explique essentiellement par l'amélioration des revenus découlant de l'intensification des activités des clients de nos services d'administration d'actifs attribuable surtout à la volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020. La progression des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités a aussi contribué à l'augmentation et a résulté de l'accroissement des profits tirés de la vente de titres et de l'incidence favorable des fluctuations des taux d'intérêt et de la volatilité des marchés, facteurs atténués par l'augmentation de la liquidité de l'entreprise. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par la diminution des revenus générés par les dépôts des clients, la croissance des volumes des dépôts des clients ayant été plus qu'annulée par la compression des marges.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 35 millions de dollars, ou 3 %, du fait essentiellement du recul des coûts liés au personnel, notamment l'effet positif d'investissements existants dans la technologie et les initiatives visant à rehausser l'efficacité.

Marchés des Capitaux

	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019	31 juillet 2020	31 juillet 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt (1), (2)	1 335 \$	1 456 \$	1 018 \$	3 952 \$	2 980 \$
Revenus autres que d'intérêt (1), (2)	1 413	857	1 016	3 657	3 321
Total des revenus (1)	2 748	2 313	2 034	7 609	6 301
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	12	723	3	753	18
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	66	294	53	421	203
Dotation à la provision pour pertes de crédit	78	1 017	56	1 174	221
Frais autres que d'intérêt	1 471	1 291	1 269	4 197	3 788
Bénéfice net avant impôt	1 199	5	709	2 238	2 292
Bénéfice net	949 \$	105 \$	653 \$	1 936 \$	2 082 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 080 \$	722 \$	962 \$	2 943 \$	2 858 \$
Marchés mondiaux	1 774	1 694	1 106	4 918	3 568
Autres	(106)	(103)	(34)	(252)	(125)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,7 %	1,5 %	11,1 %	10,8 %	11,8 %
Moyenne du total de l'actif	777 400 \$	820 700 \$	676 700 \$	771 000 \$	656 500 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	102 700	108 100	101 400	108 900	101 600
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	116 400	117 600	101 100	111 100	100 400
Moyenne des dépôts (2)	77 200	79 300	75 900	77 700	78 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,94 %	0,21 %	0,49 %	0,27 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2020 par rapport au T3 2019	T3 2020 par rapport au T2 2020	T3 2020 par rapport au T3 2019
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	50 \$	(35)\$	59 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	3	—	26
Frais autres que d'intérêt	26	(17)	36
Bénéfice net	17	(15)	—
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	2 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(3)%	2 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	(2)%	— %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 s'est élevée à 126 millions de dollars (132 millions au 30 avril 2020; 111 millions au 31 juillet 2019) et, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, à 386 millions (338 millions au 31 juillet 2019). Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2019.

(2) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt et les intérêts courus à payer constatés sur certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les dépôts, respectivement, sont présentés dans le revenu net d'intérêt et dans les autres passifs, respectivement. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est accru de 296 millions de dollars, ou 45 %, sur un an, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux, ce qui a été neutralisé en partie par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et par la hausse des impôts attribuable à une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés.

Le total des revenus s'est renforcé de 714 millions de dollars, ou 35 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont raffermis de 118 millions de dollars, ou 12 %, ce qui est principalement imputable à l'inversion des réductions des souscriptions de prêts aux États-Unis et en Europe, ce qui reflète l'amélioration de la conjoncture de marché dans le trimestre à l'étude, et à l'intensification des activités d'origination de prêts, surtout aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le ralentissement des activités de fusion et acquisition en Amérique du Nord.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont grimpé de 668 millions de dollars, ou 60 %, ce qui a résulté en grande partie de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions, et ce, en raison essentiellement du resserrement des écarts de taux et de l'intensification des activités des clients relativement aux produits liés aux taux et aux mises en pension de titres. L'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, essentiellement aux États-Unis et reflétant des conditions de marché favorables et l'intensification des activités des clients, est également à l'origine de cette progression.

Les autres revenus ont baissé de 72 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la hausse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 22 millions de dollars, ou 39 %, en raison surtout de la hausse des dotations liées aux prêts douteux, ce qui a fait augmenter le ratio des prêts douteux de 4 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 202 millions de dollars, ou 16 %, ce qui a découlé essentiellement de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net a bondi de 844 millions de dollars par rapport au trimestre dernier, en raison surtout de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit puisque celle du trimestre précédent reflétait les conséquences de l'éclosion de la pandémie de COVID-19. La progression des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe essentiellement attribuable à l'inversion des réductions des souscriptions de prêts aux États-Unis et en Europe par suite de l'amélioration de la conjoncture de marché par rapport au trimestre précédent ainsi que la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions ont également contribué à hausser le bénéfice net. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des impôts attribuable à une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a reculé de 146 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ce facteur a été annulé en partie par une augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés mondiaux, déduction faite de la hausse de la rémunération.

Le total des revenus s'est renforcé de 1 308 millions de dollars, ou 21 %, grâce principalement à la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions qu'a permise l'intensification des activités des clients, ainsi qu'à l'intensification des activités d'origination de prêts dans toutes les régions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 953 millions de dollars en raison essentiellement de la hausse des dotations liées aux actifs productifs attribuable aux répercussions de la pandémie de COVID-19. L'accroissement des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à cette progression, donnant ainsi lieu à une hausse de 22 p.b. du ratio des prêts douteux. Cette hausse a découlé en grande partie des dotations constituées pour le secteur du pétrole et du gaz, dotations qui reflètent la pression exercée sur les prix du pétrole au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 409 millions de dollars, ou 11 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par une hausse de la rémunération découlant de revenus supérieurs.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 30 avril 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Revenu net (perte nette) d'intérêt ⁽¹⁾	(63)\$	49 \$	22 \$	24 \$	76 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt ⁽¹⁾	27	(157)	(111)	(247)	(334)
Total des revenus ⁽¹⁾	(36)	(108)	(89)	(223)	(258)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	1	–	1	(1)
Frais autres que d'intérêt	35	(5)	21	64	50
Bénéfice net (perte nette) avant impôt ⁽¹⁾	(71)	(104)	(110)	(288)	(307)
Charge (économie) d'impôt ⁽¹⁾	(102)	(118)	(95)	(327)	(331)
Bénéfice net (perte nette)	31 \$	14 \$	(15)\$	39 \$	24 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 s'est établi à 126 millions de dollars, comparativement à 132 millions au trimestre précédent et à 111 millions un an plus tôt. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 a été de 386 millions de dollars, comparativement à 338 millions un an auparavant.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est dégagé à 31 millions de dollars, en raison surtout des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables et les coûts non affectés résiduels.

Deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est chiffré à 14 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

Troisième trimestre de 2019

La perte nette s'est située à 15 millions de dollars, ce qui s'explique surtout par le montant net des ajustements fiscaux défavorables, facteur contrebalancé en grande partie par les activités de gestion actif-passif.

Troisième trimestre de 2020 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a atteint 39 millions de dollars, en raison principalement des activités de gestion actif-passif, ce qui a été neutralisé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables et les coûts non affectés résiduels.

Troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a été de 24 millions de dollars, ce qui provient en grande partie des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2020				2019			2018	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 348 \$	4 400 \$	4 610 \$	4 568 \$	4 546 \$	4 333 \$	4 418 \$	4 364 \$	
Gestion de patrimoine	3 164	2 822	3 166	3 187	3 029	2 979	2 948	2 740	
Assurances	2 212	197	1 994	1 153	1 463	1 515	1 579	1 039	
Services aux investisseurs et de trésorerie	484	709	597	566	561	587	631	624	
Marchés des Capitaux ⁽²⁾	2 748	2 313	2 548	1 987	2 034	2 169	2 098	2 056	
Services de soutien généraux ⁽²⁾	(36)	(108)	(79)	(91)	(89)	(84)	(85)	(154)	
Total des revenus	12 920 \$	10 333 \$	12 836 \$	11 370 \$	11 544 \$	11 499 \$	11 589 \$	10 669 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	675	2 830	419	499	425	426	514	353	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 785	(177)	1 614	654	1 046	1 160	1 225	494	
Frais autres que d'intérêt	6 380	5 942	6 378	6 319	5 992	5 916	5 912	5 882	
Bénéfice avant impôt	4 080 \$	1 738 \$	4 425 \$	3 898 \$	4 081 \$	3 997 \$	3 938 \$	3 940 \$	
Impôt sur le résultat	879	257	916	692	818	767	766	690	
Bénéfice net	3 201 \$	1 481 \$	3 509 \$	3 206 \$	3 263 \$	3 230 \$	3 172 \$	3 250 \$	
Bénéfice par action – de base	2,20 \$	1,00 \$	2,41 \$	2,19 \$	2,23 \$	2,20 \$	2,15 \$	2,21 \$	
– dilué	2,20	1,00	2,40	2,18	2,22	2,20	2,15	2,20	
Taux d'imposition effectif	21,5 %	14,8 %	20,7 %	17,8 %	20,0 %	19,2 %	19,5 %	17,5 %	
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,737 \$	0,725 \$	0,760 \$	0,755 \$	0,754 \$	0,751 \$	0,749 \$	0,767 \$	

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2019.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de courtage du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, le bénéfice du deuxième trimestre de 2020 reflétait les premières retombées de la pandémie de COVID-19 dans tous nos secteurs d'exploitation, ce qui s'est traduit par une augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des fluctuations des revenus en raison de la volatilité des marchés, y compris les taux d'intérêt et les écarts de taux, ainsi que de l'activité des clients. Bien que les conditions de marché se soient améliorées pendant le troisième trimestre de 2020, nos résultats ont continué de se ressentir de la pandémie de COVID-19 et des conséquences qui en découlent, notamment une dotation à la provision pour pertes de crédit qui demeure élevée par rapport à son niveau d'avant la pandémie. Les résultats du premier trimestre de 2019 avaient été affaiblis par des conditions de marché difficiles au début du trimestre. L'incidence du change a également influé sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Au début de la période, les écarts de taux ont été le reflet de la remontée des taux d'intérêt, alors qu'ils ont témoigné du rétrécissement des écarts de taux dans un contexte de baisse des taux d'intérêt pendant la dernière partie de la période. L'incidence soutenue des pressions concurrentielles sur les prix a nuí aux écarts de taux pendant la majeure partie de la période. La marge nette d'intérêt dans le secteur Services bancaires canadiens a généralement fléchi dans la dernière partie de la période, ce qui reflète essentiellement l'effet de la baisse des taux d'intérêt, y compris les baisses cumulatives de taux pratiquées par la Banque du Canada au deuxième trimestre de 2020, lesquelles ont totalisé 150 p.b. En outre, les résultats du deuxième trimestre de 2020 ont été affaiblis par la diminution des revenus sur cartes qu'a causée la baisse importante des volumes d'achats.

En règle générale, les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été en hausse essentiellement en raison de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui a bénéficié des ventes nettes et de l'appréciation des marchés. Le revenu net d'intérêt a généralement progressé pendant la première partie de la période, sous l'effet essentiellement de la croissance des volumes et de l'augmentation des taux d'intérêt, avant de reculer pendant la deuxième partie de la période, la croissance soutenue des volumes ayant été plus qu'annulée par le rétrécissement des écarts de taux, essentiellement en raison des baisses de taux pratiquées par la Fed aux États-Unis. Un profit à la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée a favorisé la hausse des revenus au quatrième trimestre de 2019. Les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui sont

compensées en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, ont également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période. La volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 et l'amélioration ultérieure des conditions de marché au troisième trimestre de 2020 ont donné lieu à un accroissement des fluctuations de ces couvertures, ainsi que des actifs liés aux services tarifés des clients et de la juste valeur des dérivés sur taux d'intérêt et des investissements en capital de démarrage.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, compensées en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus ont bénéficié de l'expansion des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International pendant la majeure partie de la période, à l'exception du fléchissement des ventes de rentes collectives, qui s'est répercuté sur les résultats de la majeure partie de la seconde moitié de la période.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, tout au long de la période, été touchés par les fluctuations des conditions de marché et des activités des clients. Les revenus tirés de nos activités de financement et de gestion des liquidités ont fluctué pendant toute la seconde moitié de la période en raison notamment des modifications des occasions sur le marché monétaire. Pendant la première moitié de 2019, nos services d'administration d'actifs avaient été marqués par des conditions de marché difficiles alors que la deuxième moitié de la période avait généralement été caractérisée par un ralentissement des activités des clients et un repli des marges sur les dépôts des clients. La fluctuation observée aux deuxième et troisième trimestres de 2020 témoigne de l'incidence de la variation des taux d'intérêt et de la volatilité des marchés qui a caractérisé le deuxième trimestre de 2020, celui-ci ayant bénéficié de la baisse des taux d'intérêt et de la volatilité des marchés, notamment des profits à la cession de titres. Les revenus du troisième trimestre de 2020 ont pour leur part été neutralisés en partie par l'incidence des variations des taux d'intérêt à court terme survenues au deuxième trimestre de 2020.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients dans nos secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Les activités des clients en 2019 ont été touchées par les conditions de marché difficiles, ce qui s'est traduit par un repli des revenus tirés des frais bancaires d'investissement dans l'ensemble du secteur. Les conditions de marché difficiles ont également eu comme conséquence le repli des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans pratiquement toute la seconde moitié de la période. Au premier trimestre de 2020, les conditions de marché ont été plus favorables et les activités des clients se sont intensifiées, ce qui a donné lieu à une hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et à une intensification des activités de fusion et acquisition. La volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020 a eu pour effet d'intensifier les activités des clients, ce qui a été plus que compensé par la réduction des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. Au troisième trimestre de 2020, les revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe ont augmenté sous l'effet essentiellement de l'inversion des réductions des souscriptions de prêts et de la hausse des revenus tirés de la négociation de titres de participation, ce qui reflète une amélioration des conditions de marché et l'intensification des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les conditions macroéconomiques, les fluctuations des soldes des portefeuilles et de la qualité du crédit, ainsi que les changements apportés aux modèles, la pandémie de COVID-19 ayant entraîné un accroissement considérable des dotations en 2020, plus particulièrement au deuxième trimestre. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés ont subi les conséquences de la restructuration de portefeuilles à la Barbade au cours du quatrième trimestre de 2018. Après des conditions de crédit généralement favorables, les pertes de crédit sont revenues à un niveau plus habituel vers la fin de 2019, même si, au premier trimestre de 2020, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Aux deuxième et troisième trimestres de 2020, les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux ont augmenté pour le secteur du pétrole et du gaz. L'incidence du soutien gouvernemental et des programmes de report de paiement a contribué à la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens au troisième trimestre de 2020.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles puisqu'ils reflètent l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'expansion des activités, dont l'incidence des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres au cours de la période et reflètent la hausse des coûts des sinistres liés à l'assurance voyage observée à compter du deuxième trimestre de 2020 en lien avec la pandémie de COVID-19. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont été touchés positivement par les renégociations de contrats de réassurance fructueuses pendant la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont été à la hausse pendant la majeure partie de la période. La croissance de ces frais rend surtout compte de l'accroissement des coûts afin de soutenir l'expansion des activités et de nos investissements continus dans la technologie et coûts connexes, notamment le numérique, ainsi que de la hausse des coûts liés au personnel, ce qui inclut la rémunération variable. L'augmentation constatée au quatrième trimestre de 2019 reflète les indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Le deuxième trimestre de 2020 a été touché par la volatilité accrue des marchés qui a entraîné des variations défavorables de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles se sont inversées plus tard au cours du troisième trimestre de

2020 à la faveur de l'amélioration des conditions de marché, ainsi que par la diminution de la rémunération variable découlant de résultats inférieurs. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis a été largement compensée dans les revenus. Les deuxième et troisième trimestres de 2020 ont aussi été touchés par la rémunération additionnelle consentie à certains employés, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients, en raison de la pandémie de COVID-19, ainsi que par d'autres coûts marginaux liés à la COVID-19, qui ont été neutralisés en grande partie par la diminution des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Les taux du premier trimestre de 2019 tenaient compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade. Au deuxième trimestre de 2020, ce taux a diminué, ce qui s'explique essentiellement par le fait que, par rapport à la baisse des bénéfices, une plus grande partie du bénéfice exonéré d'impôts et du bénéfice a été dégagée dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés pour ce trimestre.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2020	31 octobre 2019
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	119 181 \$	26 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	40 640	38 345
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable ⁽¹⁾	290 513	249 004
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	308 215	306 961
Prêts		
Prêts de détail	443 845	426 086
Prêts de gros	217 605	195 870
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 509)	(3 100)
Autres – Dérivés	157 378	101 560
– Autres ⁽²⁾	111 266	87 899
Total de l'actif	1 683 134 \$	1 428 935 \$
Passif		
Dépôts	1 017 158 \$	886 005 \$
Autres – Dérivés	155 479	98 543
– Autres ⁽²⁾	414 224	350 947
Déventures subordonnées	9 899	9 815
Total du passif	1 596 760	1 345 310
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	86 268	83 523
Participations ne donnant pas le contrôle	106	102
Total des capitaux propres	86 374	83 625
Total du passif et des capitaux propres	1 683 134 \$	1 428 935 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres de négociation.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total de l'actif a augmenté de 254 milliards de dollars, ou 18 %, par rapport au 31 octobre 2019. De cette hausse, une tranche de 24 milliards de dollars était attribuable à l'incidence du change.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont grimpé de 93 milliards de dollars, ou 353 %, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont monté de 2 milliards de dollars, ou 6 %, résultat attribuable à l'incidence du change et à la hausse des dépôts, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont progressé de 42 milliards de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'État, rendant essentiellement compte de nos activités de gestion des liquidités et de l'incidence du change.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 37 milliards de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels. L'augmentation des prêts de gros qui a servi, en partie, à aider nos clients au cours de cette situation sans précédent, a également accentué la hausse.

Les actifs dérivés ont monté de 56 milliards de dollars, ou 55 %, grâce principalement à la hausse de la juste valeur des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt. L'incidence du change est également à l'origine de cette augmentation.

Les autres actifs ont grimpé de 23 milliards de dollars, ou 27 %, en raison essentiellement de l'augmentation des soldes de garanties en trésorerie et d'un accroissement du montant comptabilisé au titre des locaux et du matériel ayant résulté de l'adoption d'IFRS 16. L'augmentation des exigences liées aux marges et un accroissement des stocks de métaux précieux ont également accentué la hausse.

Le total du passif a crû de 251 milliards de dollars, ou 19 %. De cette hausse, une tranche de 24 milliards de dollars était attribuable au change.

Les dépôts ont augmenté de 131 milliards de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de la hausse des dépôts des entreprises et de ceux de détail qui a résulté de l'intensification des activités des clients. L'accroissement des dépôts bancaires et l'incidence du change ont également contribué à la hausse.

Les passifs dérivés ont monté de 57 milliards de dollars, ou 58 %, grâce principalement à la hausse de la juste valeur des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les autres passifs ont augmenté de 63 milliards de dollars, ou 18 %, du fait principalement de la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, hausse reflétant l'intensification des activités de financement et le repli de la compensation financière. L'incidence du change, le relèvement des exigences en matière de garanties en trésorerie et l'augmentation des obligations locatives découlant de l'adoption d'IFRS 16 sont autant de facteurs qui ont contribué à la hausse.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3 milliards de dollars, ou 3 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes et des rachats d'actions, et à l'émission de billets de capital à recours limité au cours du trimestre, facteurs contrebalancés en partie par une baisse de nos soldes de couvertures de flux de trésorerie.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

Ce qui suit constitue une mise à jour de nos transactions hors bilan importantes qui sont décrites aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2019.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes des transactions a essentiellement trait aux facilités de garantie de liquidité et de rehaussement partiel de crédit consentis aux conduits. Au 31 juillet 2020, le total de l'actif des conduits multicédants se chiffrait à 41,0 milliards de dollars (37,2 milliards au 31 octobre 2019) et notre risque de perte maximal s'établissait à 42,1 milliards (37,9 milliards au 31 octobre 2019). La variation reflète une intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2019, surtout en ce qui concerne les catégories d'actifs des prêts automobiles et crédit-bail automobile et des créances sur matériel, ainsi que l'incidence du change.

Au 31 juillet 2020, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 23,8 milliards de dollars (23,8 milliards au 31 octobre 2019). Les agences de notation qui attribuent des notations au PCAA ont accordé à 100 % de son total une notation parmi les plus élevées (100 % au 31 octobre 2019).

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun. Le risque de crédit peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal, indirectement d'un débiteur secondaire, d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel ou d'un risque transactionnel.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019.

Risque de crédit par portefeuille, par secteur et par secteur géographique

Le tableau qui suit présente notre risque de crédit conformément aux catégories réglementaires définies par l'accord de Bâle et reflète notre exposition en cas de défaillance (ECD). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

(en millions de dollars canadiens)	Aux						
	31 juillet 2020						30 avril 2020
	Risque de crédit (1)			Risque de contrepartie (2)			Risque total
	Montant au bilan	Montant hors bilan (3)		Mise en pension de titres		Risque total	
		Engagements inutilisés	Autres (4)		Dérivés		
Prêts de détail							
Prêts résidentiels garantis (5)	329 819 \$	87 720 \$	– \$	– \$	– \$	417 539 \$	411 050 \$
Prêts renouvelables admissibles (6)	24 561	68 196	–	–	–	92 757	92 247
Autres prêts de détail	65 453	13 675	69	–	–	79 197	76 548
Total des prêts de détail	419 833 \$	169 591 \$	69 \$	– \$	– \$	589 493 \$	579 845 \$
Prêts de gros							
Exploitations agricoles	9 538 \$	1 830 \$	49 \$	– \$	102 \$	11 519 \$	11 494 \$
Industrie automobile	10 417	6 679	285	–	887	18 268	20 165
Services bancaires	41 756	1 848	565	43 176	20 400	107 745	105 103
Consommation discrétionnaire	15 812	10 236	523	–	750	27 321	28 026
Biens de consommation de base	5 619	7 278	539	–	1 329	14 765	15 463
Pétrole et gaz	8 766	10 700	1 568	–	2 014	23 048	23 584
Services financiers	32 043	22 920	2 836	113 488	19 310	190 597	190 182
Produits de financement	3 693	754	525	162	1 137	6 271	6 207
Produits forestiers	1 345	775	121	–	39	2 280	2 419
Administrations publiques	252 062	11 126	1 551	55 654	7 639	328 032	281 473
Produits industriels	8 256	8 402	746	–	928	18 332	19 464
Technologie de l'information	5 642	5 275	247	47	3 451	14 662	15 675
Placements	17 616	3 030	427	14	262	21 349	21 311
Mines et métaux	2 560	3 666	848	–	327	7 401	7 624
Travaux publics et infrastructure	1 555	1 907	354	–	243	4 059	4 200
Immobilier et autres	68 996	13 555	1 616	–	1 295	85 462	84 493
Autres services	25 542	11 577	1 004	12	2 145	40 280	41 719
Télécommunications et médias	5 312	7 567	86	–	1 657	14 622	16 609
Transport	8 072	5 205	1 644	–	1 856	16 777	18 048
Services publics	10 281	17 958	3 972	–	4 212	36 423	39 471
Autres secteurs	1 268	522	1	178	9 727	11 696	17 393
Total des prêts de gros	536 151 \$	152 810 \$	19 507 \$	212 731 \$	79 710 \$	1 000 909 \$	970 123 \$
Risque total (7)	955 984 \$	322 401 \$	19 576 \$	212 731 \$	79 710 \$	1 590 402 \$	1 549 968 \$
Par secteur géographique (8)							
Canada	664 105 \$	250 692 \$	10 498 \$	95 990 \$	31 425 \$	1 052 710 \$	998 963 \$
États-Unis	196 061	53 202	8 030	51 461	22 517	331 271	339 566
Europe	60 511	15 969	921	51 203	20 110	148 714	154 757
Autres pays	35 307	2 538	127	14 077	5 658	57 707	56 682
Risque total (7)	955 984 \$	322 401 \$	19 576 \$	212 731 \$	79 710 \$	1 590 402 \$	1 549 968 \$

(1) L'ECD liée aux expositions standards est présentée déduction faite de la correction de valeur des actifs dépréciés, et l'ECD associée aux expositions fondées sur des notations internes est présentée avant déduction de la correction de valeur pour pertes de crédit et des sorties du bilan partielles, conformément aux définitions données dans la réglementation.

(2) L'ECD associée au risque de contrepartie reflète le risque calculé après compensation. Dans le cas des mises en pension, les sûretés sont prises en compte dans l'ECD dans la mesure autorisée par les lignes directrices réglementaires. Les dérivés négociés en Bourse sont inclus dans les autres secteurs.

(3) L'ECD au titre des engagements de crédit inutilisés et d'autres montants hors bilan est présentée après application des facteurs de conversion du crédit.

(4) Inclut les autres éléments hors bilan, telles les lettres de crédit et les garanties.

(5) Inclut les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties ainsi que les produits de protection contre les découverts.

(7) Ne tient pas compte de la titrisation, des titres de participation du portefeuille d'intermédiation bancaire ni des autres actifs qui ne sont pas assujettis à l'approche standard ou à celle fondée sur les notations internes. Ne tient pas non plus compte des risques auxquels nous sommes exposés par l'intermédiaire du programme *Paycheck Protection Program* instauré par le gouvernement des États-Unis au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails sur ce programme, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

(8) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le risque de crédit total a augmenté de 40,4 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par le nombre accru de transactions de mise en pension de titres, de dépôts auprès de banques centrales et de titres, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence défavorable du change.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a grimpé de 9,6 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui est surtout attribuable à la croissance du volume des portefeuilles de prêts résidentiels garantis et des autres portefeuilles de prêts de détail.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 30,8 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement au nombre accru de transactions de mise en pension de titres, de dépôts auprès de banques centrales et de titres de créance d'État, sous l'effet essentiellement de nos activités de gestion des liquidités. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence défavorable du change.

Sur le plan géographique, notre risque de crédit est resté essentiellement le même qu'au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'est établi respectivement à 66 %, 21 %, 9 % et 4 % (respectivement à 64 %, 22 %, 10 % et 4 % au 30 avril 2020).

Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux								30 avril 2020
	31 juillet 2020								
	Type d'actif				Type de client				
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	
Royaume-Uni	9 715 \$	18 707 \$	1 662 \$	6 284 \$	15 165 \$	11 812 \$	9 391 \$	36 368 \$	35 221 \$
Allemagne	2 646	9 073	10	289	6 426	2 729	2 863	12 018	10 932
France	1 480	6 825	70	431	1 149	6 635	1 022	8 806	13 897
Total Royaume-Uni, Allemagne, France	13 841 \$	34 605 \$	1 742 \$	7 004 \$	22 740 \$	21 176 \$	13 276 \$	57 192 \$	60 050 \$
Grèce	– \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 \$	2 \$	– \$
Irlande	886	48	360	58	622	29	701	1 352	1 447
Italie	200	140	–	–	132	84	124	340	205
Portugal	–	4	–	5	9	–	–	9	20
Espagne	363	228	7	47	176	12	457	645	790
Total – pays périphériques	1 449 \$	422 \$	367 \$	110 \$	939 \$	125 \$	1 284 \$	2 348 \$	2 462 \$
Luxembourg	2 876 \$	9 085 \$	78 \$	71 \$	2 093 \$	8 600 \$	1 417 \$	12 110 \$	11 120 \$
Pays-Bas	1 728	735	86	142	624	1	2 066	2 691	3 302
Norvège	122	1 521	3	33	1 462	57	160	1 679	2 166
Suède	329	1 333	1	20	636	695	352	1 683	1 963
Suisse	908	4 291	93	183	605	4 097	773	5 475	5 470
Autres	2 113	2 554	58	196	1 616	1 521	1 784	4 921	4 498
Total – Autres pays d'Europe	8 076 \$	19 519 \$	319 \$	645 \$	7 036 \$	14 971 \$	6 552 \$	28 559 \$	28 519 \$
Risque net lié à l'Europe (4), (5)	23 366 \$	54 546 \$	2 428 \$	7 759 \$	30 715 \$	36 272 \$	21 112 \$	88 099 \$	91 031 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 145,3 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (149,6 milliards au 30 avril 2020) et 15,6 milliards à l'égard des dérivés (13,0 milliards au 30 avril 2020).

(3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 4,5 milliards de dollars (5,9 milliards au 30 avril 2020), des dépôts de 31,5 milliards (33,1 milliards au 30 avril 2020) et des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 18,5 milliards (17,5 milliards au 30 avril 2020).

(4) Exclut un risque de 3,2 milliards de dollars (2,7 milliards au 30 avril 2020) lié aux organismes supranationaux, surtout au Luxembourg.

(5) Reflète une tranche de 1,6 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2,0 milliards au 30 avril 2020).

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le risque de crédit net lié à l'Europe a diminué de 2,9 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la baisse des dépôts auprès de la Banque de France, contrebalancée en partie par l'accroissement des dépôts auprès de la Banque d'Angleterre. La diminution des titres détenus à des fins de transaction, surtout en France et en Allemagne, neutralisée en partie par la hausse des titres de créance, principalement en Allemagne, a aussi contribué à la baisse.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de souscription reflètent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Le montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 21 millions de dollars pour le trimestre. Le montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 210 millions de dollars, le ratio du montant brut des prêts douteux ayant diminué de 33 p.b. par rapport au dernier trimestre pour s'établir à 90 p.b., et ce, principalement en raison de sorties du bilan dans les secteurs des produits industriels et des autres services.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2020					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 029 \$	52 %	7 517 \$	48 %	15 546 \$	1 713 \$
Québec	13 321	37	23 129	63	36 450	3 241
Ontario	37 805	27	102 984	73	140 789	16 058
Alberta	21 093	53	18 814	47	39 907	5 962
Saskatchewan et Manitoba	9 184	48	9 884	52	19 068	2 193
Colombie-Britannique et territoires	14 634	26	41 195	74	55 829	7 906
Total – Canada (3)	104 066 \$	34 %	203 523 \$	66 %	307 589 \$	37 073 \$
États-Unis (4)	–	–	19 748	100	19 748	1 644
Autres pays (4)	–	–	3 003	100	3 003	1 342
Total – Autres pays	– \$	– %	22 751 \$	100 %	22 751 \$	2 986 \$
Total	104 066 \$	32 %	226 274 \$	68 %	330 340 \$	40 059 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2020					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 819 \$	52 %	7 321 \$	48 %	15 140 \$	1 749 \$
Québec	12 966	37	22 519	63	35 485	3 347
Ontario	37 360	28	98 325	72	135 685	16 228
Alberta	20 811	53	18 540	47	39 351	6 075
Saskatchewan et Manitoba	9 068	48	9 731	52	18 799	2 238
Colombie-Britannique et territoires	14 635	27	39 794	73	54 429	8 023
Total – Canada (3)	102 659 \$	34 %	196 230 \$	66 %	298 889 \$	37 660 \$
États-Unis (4)	1	–	19 926	100	19 927	1 815
Autres pays (4)	1	–	3 107	100	3 108	1 374
Total – Autres pays	2 \$	– %	23 033 \$	100 %	23 035 \$	3 189 \$
Total	102 661 \$	32 %	219 263 \$	68 %	321 924 \$	40 849 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la SCHL ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 308 milliards de dollars (299 milliards au 30 avril 2020) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 281 milliards (274 milliards au 30 avril 2020) et des prêts hypothécaires commerciaux de 9 milliards (7 milliards au 30 avril 2020), dont une tranche de 6 milliards (4 milliards au 30 avril 2020) est garantie, tous dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 30 avril 2020) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.
- (4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 juillet 2020, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens se chiffraient à 37 milliards de dollars (38 milliards au 30 avril 2020).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 juillet 2020			30 avril 2020		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	78 %	35 %	75 %	78 %	35 %	75 %
De 25 à 30 ans	21	65	24	22	65	25
De 30 à 35 ans	1	—	1	—	—	—
Plus de 35 ans	—	—	—	—	—	—
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique.

	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2020		le 30 avril 2020		le 31 juillet 2020	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)
Secteur géographique (3)						
Provinces de l'Atlantique	75 %	75 %	74 %	76 %	74 %	75 %
Québec	73	74	72	73	72	73
Ontario	71	68	71	68	71	68
Alberta	73	72	73	72	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	69	67	68	66	69	66
États-Unis	72	n.s.	72	n.s.	72	n.s.
Autres pays	70	n.s.	67	n.s.	69	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	71 %	69 %	71 %	69 %	71 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	57 %	49 %	58 %	50 %	57 %	49 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 30 avril 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	526 \$	1 687 \$	345 \$	2 556 \$	1 077 \$
Gestion de patrimoine	76	87	27	161	83
Marchés des Capitaux	80	950	56	1 110	226
Services de soutien généraux et autres	(4)	10	1	6	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	678 \$	2 734 \$	429 \$	3 833 \$	1 386 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers	(3)	96	(4)	91	(21)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	675 \$	2 830 \$	425 \$	3 924 \$	1 365 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	252 \$	725 \$	23 \$	1 011 \$	86 \$
Prêts de gros	28	1 396	7	1 473	43
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	280 \$	2 121 \$	30 \$	2 484 \$	129 \$
Prêts de détail	227 \$	281 \$	275 \$	779 \$	802 \$
Prêts de gros	171	332	124	570	455
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	398 \$	613 \$	399 \$	1 349 \$	1 257 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	678 \$	2 734 \$	429 \$	3 833 \$	1 386 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,40 %	1,65 %	0,27 %	0,77 %	0,30 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,37 %	0,25 %	0,27 %	0,27 %

Information supplémentaire par secteur géographique ⁽¹⁾

Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	6 \$	9 \$	7 \$	25 \$	23 \$
Prêts aux particuliers	84	138	118	351	355
Prêts sur cartes de crédit	106	139	128	382	366
Prêts aux petites entreprises	14	14	11	40	25
Prêts de détail	210	300	264	798	769
Prêts de gros	70	76	62	152	216
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	280 \$	376 \$	326 \$	950 \$	985 \$
États-Unis					
Prêts de détail	3 \$	2 \$	4 \$	3 \$	7 \$
Prêts de gros	92	178	16	325	174
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	95 \$	180 \$	20 \$	328 \$	181 \$
Autres pays					
Prêts de détail	14 \$	(21)\$	7 \$	(22)\$	26 \$
Prêts de gros	9	78	46	93	65
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	23 \$	57 \$	53 \$	71 \$	91 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	398 \$	613 \$	399 \$	1 349 \$	1 257 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à 675 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 678 millions de dollars, en hausse de 249 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'accroissement des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 40 p.b., en hausse de 13 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 280 millions de dollars, en hausse de 250 millions, ce qui s'explique essentiellement par l'accroissement des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine attribuable à l'incidence changeante de la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux est restée inchangée, à 398 millions de dollars, ce qui témoigne de la baisse des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, contrebalancée par l'accroissement des dotations dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est accrue de 181 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens attribuable aux variations défavorables de nos perspectives en matière de qualité du crédit, facteur atténué par la baisse des soldes impayés dans certains portefeuilles, ces éléments résultant tous deux de l'incidence changeante de la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine s'est accrue de 49 millions de dollars, ce qui est attribuable surtout à la hausse des dotations liées aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), essentiellement dans le secteur des produits industriels. L'augmentation des dotations liées aux prêts productifs, essentiellement dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), attribuable à l'incidence changeante de la pandémie de COVID-19, a également contribué à la hausse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a grimpé de 24 millions de dollars, sous l'effet surtout de la hausse des dotations liées aux prêts douteux du secteur immobilier et autres et du secteur des transports, facteur atténué par une dotation qui avait été constituée à l'exercice précédent pour le secteur des produits industriels.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 678 millions de dollars, en baisse de 2 056 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la baisse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 40 p.b., en baisse de 125 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 280 millions de dollars, ce qui témoigne des variations défavorables de nos perspectives en matière de crédit attribuables à l'incidence changeante de la pandémie de COVID-19, soit une baisse de 1 841 millions par rapport au trimestre précédent. Ce repli tient essentiellement à la baisse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, alors que le trimestre précédent reflétait les premières retombées de la pandémie de COVID-19.

S'inscrivant à 398 millions de dollars, la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a diminué de 215 millions, sous l'effet essentiellement de la baisse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers s'est chiffrée à (3) millions de dollars, une baisse de 99 millions attribuable en grande partie au fait que les dotations ont baissé dans le secteur Marchés des Capitaux, le trimestre précédent ayant subi l'incidence des premiers effets de la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 1 161 millions de dollars, sous l'effet essentiellement de la baisse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Services bancaires canadiens, comme il a été décrit ci-dessus. La diminution des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens attribuable surtout à l'incidence du soutien gouvernemental et des programmes de report de paiement, qui a été atténuée par l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires dans les Antilles et Services bancaires canadiens, a également contribué à la baisse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 870 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des dotations liées aux prêts productifs, comme il a été décrit ci-dessus. La diminution des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la baisse, en raison surtout de l'augmentation des dotations dans les secteurs du pétrole et du gaz et de la consommation discrétionnaire au cours du trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 3 924 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 3 833 millions de dollars, en hausse de 2 447 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement de l'augmentation des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 77 p.b., en hausse de 47 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 2 484 millions de dollars s'est accrue de 2 355 millions, ce qui rend surtout compte de la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux qui a totalisé 1 349 millions de dollars s'est accrue de 92 millions, ce qui a découlé surtout de la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux, atténuée par le recul des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers s'est établie à 91 millions de dollars, en hausse de 112 millions, ce qui reflète majoritairement l'augmentation des dotations du secteur Marchés des Capitaux causée surtout par la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 1 479 millions de dollars, et ce, en raison de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, tel qu'il a été précisé ci-dessus. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens a été plus que compensée par la diminution des dotations de nos portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles, puisque, un an plus tôt, les dotations constituées pour les secteurs d'activité des travaux publics et infrastructure et des technologies de l'information étaient plus élevées.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 78 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), comme il est décrit plus haut.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 884 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts productifs, tel qu'il est indiqué ci-dessus. La hausse des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à l'augmentation, et ce, en raison surtout des dotations constituées pour le secteur du pétrole et du gaz qui reflètent la pression sur les prix du pétrole au deuxième trimestre de 2020, ainsi que celles constituées pour quelques autres secteurs d'activité au cours de l'exercice considéré. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les dotations constituées pour quelques secteurs au cours de l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 746 \$	1 637 \$	1 704 \$
Gestion de patrimoine	487	329	258
Marchés des Capitaux	1 624	1 563	1 028
Services de soutien généraux et autres	–	–	–
Total du montant brut des prêts douteux	3 857 \$	3 529 \$	2 990 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	850 \$	832 \$	727 \$
Prêts de gros	754	625	664
Montant brut des prêts douteux	1 604	1 457	1 391
États-Unis (1)			
Prêts de détail	27 \$	31 \$	31 \$
Prêts de gros	1 570	1 311	929
Montant brut des prêts douteux	1 597	1 342	960
Autres pays (1)			
Prêts de détail	206 \$	211 \$	302 \$
Prêts de gros	450	519	337
Montant brut des prêts douteux	656	730	639
Total du montant brut des prêts douteux	3 857 \$	3 529 \$	2 990 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	3 529 \$	2 936 \$	3 042 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	1 265	1 308	686
Remboursements nets (2)	(381)	(253)	(223)
Montants sortis du bilan	(465)	(423)	(437)
Autres (2), (3)	(91)	(39)	(78)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	3 857 \$	3 529 \$	2 990 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,57 %	0,51 %	0,47 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,36 %	0,34 %	0,37 %
Services bancaires canadiens	0,30 %	0,28 %	0,28 %
Services bancaires dans les Antilles	4,04 %	3,84 %	5,72 %
Gestion de patrimoine	0,60 %	0,40 %	0,39 %
Marchés des Capitaux	1,51 %	1,19 %	1,02 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux remboursements nets, aux prêts vendus et aux écarts de change et autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux écarts de change et autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 3 857 millions de dollars, en hausse de 867 millions, ou 29 %, par rapport à l'exercice précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 57 p.b. a augmenté de 10 p.b., ce qui rend compte de l'accroissement des prêts douteux dans les secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 42 millions de dollars, ou 2 %, en raison de l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, facteur atténué par la diminution des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine s'est accru de 229 millions de dollars, ou 89 %, ce qui est en bonne partie attribuable à l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International, en particulier dans le secteur d'activité des placements.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 596 millions de dollars, ou 58 %, principalement aux États-Unis, en raison essentiellement de la hausse des prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, notamment ceux du pétrole et du gaz, de la consommation discrétionnaire et du transport, ce qui a été atténué par le recul des prêts douteux dans le secteur d'activité des services publics.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 328 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 57 p.b. a augmenté de 6 p.b., ce qui rend compte de l'accroissement des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 109 millions de dollars, ou 7 %, en raison de la hausse des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de détail du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 158 millions de dollars, ou 48 %, ce qui reflète essentiellement la hausse des prêts douteux des secteurs Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International, surtout dans le secteur d'activité des placements.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 61 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la hausse des prêts douteux dans les secteurs d'activité du pétrole et du gaz et du transport, hausse contrebalancée en partie par la diminution des prêts douteux dans quelques secteurs d'activité.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 juillet 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 321 \$	4 102 \$	2 671 \$
Gestion de patrimoine	365	336	243
Marchés des Capitaux	1 371	1 415	405
Services de soutien généraux et autres	8	12	2
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	6 065 \$	5 865 \$	3 321 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers	118	118	51
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	6 183 \$	5 983 \$	3 372 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 878 \$	2 635 \$	1 839 \$
Prêts de gros	2 154	2 158	678
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	5 032 \$	4 793 \$	2 517 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	1 033	1 072	804

Information supplémentaire par secteur géographique ⁽¹⁾

Canada			
Prêts de détail	190 \$	216 \$	174 \$
Prêts de gros	236	207	163
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	426 \$	423 \$	337 \$
États-Unis			
Prêts de détail	2 \$	2 \$	2 \$
Prêts de gros	325	279	137
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	327 \$	281 \$	139 \$
Autres pays			
Prêts de détail	118 \$	117 \$	168 \$
Prêts de gros	162	251	160
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	280 \$	368 \$	328 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	1 033 \$	1 072 \$	804 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 6 183 millions de dollars, en hausse de 2 811 millions, ou 83 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement une augmentation de 2 744 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 5 032 millions de dollars, s'est accrue de 2 515 millions par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 1 033 millions de dollars, a augmenté de 229 millions par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. L'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail et aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens a été plus que compensée par le recul de la correction de valeur pour pertes de crédit dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers, d'un montant de 118 millions de dollars, s'est accrue de 67 millions par rapport à celle d'il y a un an, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux, principalement attribuable à la pandémie de COVID-19.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 6 183 millions de dollars, en hausse de 200 millions, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 5 032 millions de dollars, s'est accrue de 239 millions par rapport à celle du trimestre précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises attribuable à l'incidence changeante de la pandémie de COVID-19.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 1 033 millions de dollars, a diminué de 39 millions par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2019. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et la valeur à risque en période de tensions (« VAR en période de tensions »).

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, nous évaluons deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2019. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2019.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2020				30 avril 2020		31 juillet 2019	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Aux	Moyenne	Haut	Bas	Aux	Moyenne	Aux	Moyenne
Titres de participation	28 \$	43 \$	62 \$	28 \$	55 \$	39 \$	18 \$	17 \$
Change	4	3	6	2	3	3	3	4
Marchandises	5	5	7	3	5	3	3	1
Taux d'intérêt (1)	44	95	143	44	132	61	14	14
Risque de crédit spécifique (2)	6	7	7	5	6	6	4	4
Effet de diversification (3)	(25)	(30)	n.s.	n.s.	(15)	(20)	(16)	(17)
VAR liée à la gestion du risque de marché (4)	62 \$	123 \$	191 \$	61 \$	186 \$	92 \$	26 \$	23 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (4)	65 \$	130 \$	193 \$	65 \$	139 \$	147 \$	113 \$	106 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2020				31 juillet 2019	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Aux	Moyenne	Haut	Bas	Aux	Moyenne
Titres de participation	28 \$	34 \$	64 \$	13 \$	18 \$	18 \$
Change	4	3	6	1	3	5
Marchandises	5	3	7	1	3	2
Taux d'intérêt (1)	44	57	178	11	14	14
Risque de crédit spécifique (2)	6	6	7	4	4	5
Effet de diversification (3)	(25)	(23)	n.s.	n.s.	(16)	(18)
VAR liée à la gestion du risque de marché (5)	62 \$	80 \$	232 \$	18 \$	26 \$	26 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (5)	65 \$	120 \$	228 \$	65 \$	113 \$	109 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

(4) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et la moyenne de la VAR en période de tensions du trimestre clos le 31 juillet 2020 comprenaient des montants respectifs de 60 millions de dollars et de 61 millions (41 millions et 41 millions au 30 avril 2020; 1 million et 2 millions au 31 juillet 2019), relativement aux engagements de souscription de prêts, le montant restant étant lié à notre portefeuille de négociation principal.

(5) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et la moyenne de la VAR en période de tensions de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 comprenaient des montants respectifs de 34 millions de dollars et de 35 millions (1 million et 3 millions au 31 juillet 2019), relativement aux engagements de souscription de prêts, le montant restant étant lié à notre portefeuille de négociation principal.

n.s. non significatif

La période utilisée pour calculer la VAR comprend les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché équipondérées et pour lesquels les calculs sont révisés au moins une fois par mois. Depuis avril 2020, la période utilisée pour le calcul de la VAR inclut les turbulences du marché à partir de mars 2020. La VAR en période de tensions a été mise à jour au début du troisième trimestre de 2020 pour que soit prise en compte la volatilité observée sur les marchés au deuxième trimestre de 2020 au lieu de celle observée pendant la crise financière mondiale de 2008.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 123 millions de dollars, en hausse de 100 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions, soit 130 millions de dollars, a augmenté de 24 millions par rapport à il y a un an. Cette augmentation est principalement attribuable à l'incidence de l'élargissement des écarts de taux et au fait que la forte volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 a été prise en compte dans les périodes historiques ayant servi au calcul de la VAR et de la VAR en période de tensions au troisième trimestre de 2020. Cette situation a eu une incidence tant sur les engagements de souscription de prêts que sur les portefeuilles de titres à revenu fixe et d'actions. L'augmentation de la VAR a été supérieure à celle de la VAR en période de tensions, car la période historique utilisée pour la VAR en période de tensions reflétait auparavant les perturbations associées à la crise financière mondiale de 2008.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Au troisième trimestre de 2020, la volatilité et les écarts de taux se sont en général améliorés. L'incidence de ces facteurs sur les portefeuilles de titres à revenu fixe et d'actions, conjuguée à la réduction des engagements de souscription de prêts, a donné lieu à un fléchissement constant de la VAR durant le trimestre à l'étude. La VAR, qui se chiffrait à 186 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2020, a reculé jusqu'à 62 millions de dollars à la fin du troisième trimestre de 2020.

Comparativement à la baisse de VAR observée en fin de trimestre, la moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché

a augmenté par rapport à son niveau du trimestre précédent, les effets des fortes perturbations qui ont secoué le marché en mars 2020 ne se sont répercutés sur la moyenne de la VAR que pour la dernière partie du deuxième trimestre de 2020, alors qu'ils se sont fait sentir sur la moyenne de la VAR de la totalité du troisième trimestre de 2020.

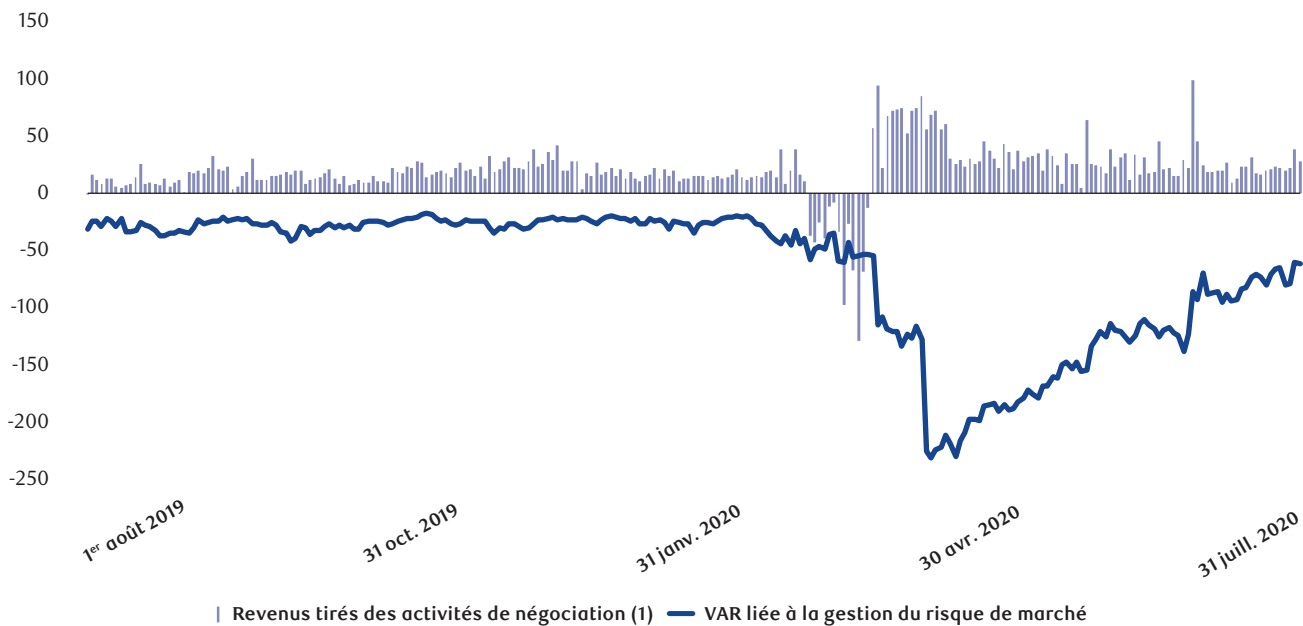
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 130 millions de dollars, en baisse de 17 millions par rapport au trimestre précédent, la modification de la période utilisée pour calculer la VAR en période de tensions au troisième trimestre de 2020 ayant été plus qu'annulée par les améliorations au chapitre de la volatilité des marchés et des écarts de taux et par la réduction des engagements de souscription de prêts.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 80 millions de dollars, en hausse de 54 millions de dollars, et la moyenne de la VAR en période de tensions, à savoir 120 millions, a augmenté de 11 millions par rapport à il y a un an, hausses attribuables essentiellement à la combinaison des facteurs ci-dessus.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, et nous avons subi une perte de négociation nette de 13 jours au cours du trimestre clos le 30 avril 2020.

Revenus tirés des activités de négociation (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) Tient compte des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2020, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12,4 milliards de dollars (11,4 milliards au 30 avril 2020).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur notre bilan structurel d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en presumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction de taux plus bas à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné, lesquels peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2020						30 avril 2020		31 juillet 2019	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total				
Incidence avant impôt d'une : augmentation des taux de 100 p.b.	(1 502)\$	(261)\$	(1 763)\$	640 \$	142 \$	782 \$	(1 708)\$	701 \$	(1 285)\$	387 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 127	253	1 380	(485)	(85)	(570)	1 459	(726)	606	(548)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 juillet 2020, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 570 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse par rapport à 726 millions de dollars au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 31 juillet 2020 aurait eu une incidence négative de 1 763 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse par rapport à 1 708 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt a été attribuable à la croissance des dépôts, jumelée à une baisse des taux en vigueur, ce qui a réduit le risque propre au scénario de choc à la baisse, alors que la variation d'un trimestre à l'autre de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a essentiellement résulté de la croissance du bilan. Pendant le troisième trimestre de 2020, le risque de taux d'intérêt structurel, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 95,6 milliards de dollars au 31 juillet 2020, comparativement à 89,0 milliards au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Au 31 juillet 2020, notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 9 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un (1) point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 25 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un (1) point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 juillet 2020 s'établissait à 11,1 milliards de dollars. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 31 juillet 2020, contre 0,5 milliard au trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de participation qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à

une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur convertie de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Le cas échéant, nous choisissons d'appliquer à leur égard la comptabilité de couverture. Ces dérivés sont pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans d'autres évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque lié au taux d'intérêt structurel ainsi que pour les activités de financement et d'investissement. Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Nous utilisons également des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros.

Pour plus de détails sur l'application de la comptabilité de couverture et l'utilisation de dérivés aux fins des activités de couverture, se reporter aux notes 2 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2019.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 juillet 2020			
	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
(en millions de dollars canadiens)	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	119 181 \$	– \$	119 181 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	40 640	23 813	16 827	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	145 533	133 930	11 603	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	144 980	–	144 980	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	308 215	254 124	54 091	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	443 845	9 450	434 395	Taux d'intérêt
Prêts de gros	217 605	6 588	211 017	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 509)	–	(5 509)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 908	–	1 908	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	157 378	152 207	5 171	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	98 054	7 677	90 377	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	11 304			
Total de l'actif	1 683 134 \$	587 789 \$	1 084 041 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 017 158 \$	109 192 \$	907 966 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 908	–	1 908	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 841	36 841	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	273 768	255 493	18 275	Taux d'intérêt
Dérivés	155 479	153 138	2 341	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	85 205	8 943	76 262	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 899	–	9 899	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	16 502			
Total du passif	1 596 760 \$	563 607 \$	1 016 651 \$	
Total des capitaux propres	86 374 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 683 134 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 11 304 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 16 502 millions de dollars.

Au 30 avril 2020				
(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	98 777 \$	– \$	98 777 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	48 398	33 794	14 604	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	135 778	125 087	10 691	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	134 163	–	134 163	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	325 534	271 679	53 855	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	435 409	8 045	427 364	Taux d'intérêt
Prêts de gros	243 269	8 258	235 011	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 230)	–	(5 230)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 743	–	1 743	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	140 807	136 597	4 210	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (3)	101 439	6 112	95 327	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3), (4)	15 595			
Total de l'actif	1 675 682 \$	589 572 \$	1 070 515 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 009 447 \$	123 955 \$	885 492 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 743	–	1 743	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 347	40 347	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	278 605	265 708	12 897	Taux d'intérêt
Dérivés	144 710	141 353	3 357	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (3)	85 990	11 049	74 941	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	9 774	–	9 774	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (3), (5)	20 026			
Total du passif	1 590 642 \$	582 412 \$	988 204 \$	
Total des capitaux propres	85 040 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 675 682 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (4) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 15 595 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (5) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 20 026 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2019.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité révisée, l'exigence minimale pour le ratio de liquidité à long terme prescrite par le BSIF, soit 100 %, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Le ratio de liquidité à long terme est établi en fonction des caractéristiques de liquidité et du profil des échéances de nos actifs, passifs et autres éléments hors bilan et vise à atténuer le risque de financement structurel en exigeant des banques qu'elles conservent un excédent de liquidités à long terme disponibles. Nous nous conformons à cette exigence. La publication du ratio de liquidité à long terme consolidé et de ses principales composantes sera obligatoire à compter du 31 janvier 2021 pour les banques canadiennes d'importance systémique intérieure.

Depuis le deuxième trimestre de 2020, les gouvernements et agences gouvernementales instaurent et assouplissent leurs critères d'admissibilité aux programmes de financement déjà en place et ils ont annoncé l'ajout de nouveaux programmes afin de fournir plus de liquidité aux banques. En plus de ces programmes, le BSIF a annoncé une série de mesures réglementaires et a communiqué des directives supplémentaires pour aider les banques à se concentrer sur leurs efforts de résilience et favoriser la stabilité du système financier. Ces mesures continuent de fournir une souplesse accrue pour les activités de prêts puisqu'elles autorisent les banques à se situer en deçà du seuil réglementaire en utilisant les réserves disponibles qui dépassent le ratio de liquidité à court terme réglementaire minimal et des modifications temporaires des limites, y compris celles utilisées pour les obligations couvertes, et ajustements des mesures de liquidité.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) sont respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. En revanche, à l'égard du risque de liquidité, les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 31 juillet 2020				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	119 181 \$	– \$	119 181 \$	3 581 \$	115 600 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	40 640	–	40 640	–	40 640
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement ⁽¹⁾	257 202	308 725	565 927	358 693	207 234
Autres titres	87 299	105 625	192 924	90 365	102 559
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales ⁽²⁾	14 456	–	14 456	–	14 456
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte ^{(3), (4)}	118 170	–	118 170	–	118 170
Autres actifs liquides ⁽⁵⁾	37 237	–	37 237	34 115	3 122
Total des actifs liquides	674 185 \$	414 350 \$	1 088 535 \$	486 754 \$	601 781 \$

Au 30 avril 2020					
(en millions de dollars canadiens)	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et montants à recevoir de banques	98 777 \$	– \$	98 777 \$	3 178 \$	95 599 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	48 398	–	48 398	348	48 050
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	242 169	345 253	587 422	385 690	201 732
Autres titres	87 640	107 169	194 809	98 721	96 088
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	24 692	–	24 692	–	24 692
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3), (4)	117 122	–	117 122	–	117 122
Autres actifs liquides (5)	39 139	–	39 139	36 647	2 492
Total des actifs liquides	657 937 \$	452 422 \$	1 110 359 \$	524 584 \$	585 775 \$

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2020	30 avril 2020
Banque Royale du Canada	351 859 \$	309 677 \$
Succursales à l'étranger	71 212	96 843
Filiales	178 710	179 255
Total des actifs liquides non grevés	601 781 \$	585 775 \$

- (1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (2) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la FRBNY afin de déterminer la valeur de la garantie ou la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est tributaire du respect des exigences établies par la FRBNY. En outre, il est entendu que les emprunts sont rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (3) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Ce programme n'est pas considéré comme une source de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché. Le solde comprend également nos prêts hypothécaires non grevés admissibles en tant que garanties auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).
- (4) Exclut les prêts hypothécaires admissibles à la mise en gage à la Banque du Canada, conformément aux nouveaux critères d'admissibilité annoncés au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.
- (5) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés financiers; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total des actifs liquides a diminué de 22 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la baisse des transactions de financement de titres, y compris les titres reçus en garantie.

Le total des actifs liquides non grevés s'est accru de 16 milliards de dollars, ou 3 %, sous l'effet essentiellement de la croissance des titres détenus par la banque.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 juillet 2020, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 33 % du total de l'actif (31 % au 30 avril 2020).

Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2020					30 avril 2020				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2), (3)	Autres (4)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2), (3)	Autres (4)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	3 581 \$	115 600 \$	– \$	119 181 \$	– \$	3 178 \$	95 599 \$	– \$	98 777 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	–	40 640	–	40 640	–	348	48 050	–	48 398
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	47 517	–	95 476	2 540	145 533	49 125	–	84 214	2 439	135 778
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	13 974	–	130 957	49	144 980	19 024	–	115 090	49	134 163
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (5)	403 236	17 367	33 846	5 133	459 582	429 018	17 100	35 908	5 136	487 162
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	31 235	–	44 827	–	76 062	30 233	–	44 508	–	74 741
Prêts hypothécaires	70 260	–	37 079	146 939	254 278	64 629	–	32 783	149 771	247 183
Prêts autres qu'hypothécaires	5 742	–	64 072	43 691	113 505	5 967	–	74 009	33 509	113 485
Prêts de gros	–	–	32 487	185 118	217 605	–	–	35 874	207 395	243 269
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(5 509)	(5 509)	–	–	–	(5 230)	(5 230)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	1 908	1 908	–	–	–	1 743	1 743
Autres										
Dérivés	–	–	–	157 378	157 378	–	–	–	140 807	140 807
Autres (6)	34 115	–	3 122	72 121	109 358	36 647	–	2 492	77 895	117 034
Total de l'actif	606 079 \$	20 948 \$	598 106 \$	609 368 \$	1 834 501 \$	634 643 \$	20 626 \$	568 527 \$	613 514 \$	1 837 310 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Représente également nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garanties auprès d'une FHLB. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la FRBNY. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté.

(3) Exclut les prêts hypothécaires pouvant être donnés en garantie à la Banque du Canada, conformément aux nouveaux critères d'admissibilité annoncés au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

(4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(5) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 17,4 milliards de dollars (17,1 milliards au 30 avril 2020) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(6) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2020, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 691 milliards de dollars, ou 52 % du total du financement (673 milliards, ou 50 %, au 30 avril 2020). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Le 18 avril 2018, le ministère des Finances a publié ses règlements sur la recapitalisation interne en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (SADC) et de la *Loi sur les banques*, qui sont entrés en vigueur le 23 septembre 2018. La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la SADC convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2020, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 34 501 millions de dollars (31 074 millions au 30 avril 2020).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

Émission de titres d'emprunt à long terme

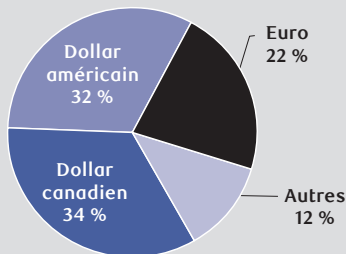
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars	Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US	- Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US - Programme mondial d'obligations sécurisées – 60 milliards d'euros - Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

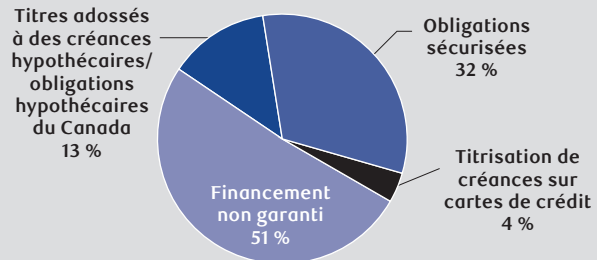
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme ⁽¹⁾ – par monnaie d'émission



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

Composition du financement de la dette à long terme ⁽¹⁾ – par produit



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2020							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	5 057 \$	48 \$	– \$	73 \$	5 178 \$	– \$	– \$	5 178 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	8 173	18 645	3 289	26 279	56 386	–	–	56 386
Papier commercial adossé à des actifs (3)	1 752	4 643	2 778	3 484	12 657	–	–	12 657
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	2 025	7 506	4 101	14 130	27 762	10 506	35 231	73 499
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	51	812	306	1 381	2 550	1 541	5 566	9 657
Titrisation de prêts hypothécaires	–	377	1 166	1 996	3 539	2 562	11 860	17 961
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	3 155	2 344	3 729	7 896	17 124	8 199	25 581	50 904
Passif subordonné	–	–	1 491	–	1 491	1 207	6 863	9 561
Autres (7)	7 370	1 525	498	1 981	11 374	762	7 337	19 473
Total	27 583 \$	35 900 \$	17 358 \$	57 220 \$	138 061 \$	24 777 \$	92 438 \$	255 276 \$
Comprend :								
– Financement garanti	12 025 \$	7 607 \$	7 874 \$	13 533 \$	41 039 \$	10 761 \$	38 016 \$	89 816 \$
– Financement non garanti	15 558	28 293	9 484	43 687	97 022	14 016	54 422	165 460

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 719 \$	278 \$	80 \$	906 \$	5 983 \$	– \$	– \$	5 983 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	4 920	15 165	21 920	24 817	66 822	445	–	67 267
Papier commercial adossé à des actifs (3)	3 017	3 844	3 438	6 423	16 722	–	–	16 722
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	18	5 107	9 728	14 589	29 442	14 466	31 920	75 828
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	274	176	764	1 498	2 712	1 758	5 329	9 799
Titrisation de prêts hypothécaires	–	371	355	1 406	2 132	3 753	11 475	17 360
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	–	5 486	9 733	15 219	6 751	28 574	50 544
Passif subordonné	–	–	1 000	1 500	2 500	1 000	5 937	9 437
Autres (7)	11 687	3 615	1 777	1 746	18 825	776	7 820	27 421
Total	24 635 \$	28 556 \$	44 548 \$	62 618 \$	160 357 \$	28 949 \$	91 055 \$	280 361 \$
Comprend :								
– Financement garanti	11 700 \$	5 329 \$	9 359 \$	17 747 \$	44 135 \$	10 504 \$	40 049 \$	94 688 \$
– Financement non garanti	12 935	23 227	35 189	44 871	116 222	18 445	51 006	185 673

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 8 280 millions de dollars (8 529 millions au 30 avril 2020), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 2 057 millions (6 825 millions au 30 avril 2020), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 9 122 millions (10 536 millions au 30 avril 2020) et des avances de FHLB (garanties) de 14 millions (1 531 millions au 30 avril 2020).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2019.

Notations (1)

	Au 25 août 2020			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA+	AA	négative
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente, ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 1^{er} août 2019, Moody's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (5) Le 24 juin 2020, Standard & Poor's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (6) Le 3 avril 2020, Fitch Ratings a rehaussé la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA à AA+ et a revu notre perspective, de stable à négative.
- (7) Le 11 juin 2020, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2020			30 avril 2020		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	246 \$	65 \$	115 \$	272 \$	84 \$	127 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	196	—	—	209	—	—

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %. Toutefois, conformément aux mesures annoncées par le BSIF au deuxième trimestre de 2020 afin de répondre aux inquiétudes relatives à la pandémie de COVID-19, les banques canadiennes demeurent temporairement autorisées à se situer en deçà du seuil minimal réglementaire de 100 % en utilisant leur réserve pour actifs liquides de haute qualité.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2020		le 30 avril 2020	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité	s.o.	363 107 \$	s.o.	288 979 \$
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> (3)	315 366 \$	30 611 \$	289 867 \$	27 113 \$
<i>Dépôts moins stables</i>	105 342	3 160	108 519	3 256
Financement de gros non garanti, dont :	210 024	27 451	181 348	23 857
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	362 969	161 583	338 508	156 041
<i>Dépôts non opérationnels</i>	157 399	37 514	145 260	34 793
<i>Dettes non garanties</i>	173 445	91 944	160 358	88 358
Financement de gros garanti	32 125	32 125	32 890	32 890
Exigences supplémentaires, dont :	s.o.	25 635	s.o.	30 596
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	252 341	61 042	255 490	62 145
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	50 398	20 632	51 944	21 136
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	9 154	9 154	11 723	11 723
Autres obligations de financement contractuelles (5)	192 789	31 256	191 823	29 286
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	19 408	19 408	26 143	26 143
	592 465	8 488	502 821	8 243
Total des sorties de trésorerie	s.o.	306 767 \$	s.o.	310 281 \$
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	261 600 \$	41 235 \$	302 560 \$	47 866 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10 689	6 232	12 937	7 558
Autres entrées de trésorerie	23 108	23 108	32 029	32 029
Total des entrées de trésorerie	s.o.	70 575 \$	s.o.	87 453 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		363 107 \$		288 979 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		236 192		222 828
Ratio de liquidité à court terme		154 %		130 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 correspond à une moyenne de 64 positions quotidiennes.

(2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.

(4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

s.o. sans objet

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes. Notre ratio de liquidité à court terme se situe actuellement au-dessus de notre fourchette cible habituelle du fait de la pandémie de COVID-19 persistante. Nos niveaux de liquidité accrus du trimestre considéré résultent pour l'essentiel de l'augmentation des dépôts des clients attribuable aux effets de la pandémie, et aux mesures prises par les banques centrales à cet égard, qui se sont faits sentir dans tout le secteur.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 89 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont

classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2020 s'est établie à 154 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 127 milliards de dollars, comparativement à 130 % et à un excédent d'environ 66 milliards au trimestre précédent. La moyenne du ratio de liquidité à court terme s'est accrue par rapport au trimestre précédent, car les facteurs d'amélioration de notre situation de trésorerie observés pendant la dernière partie du deuxième trimestre de 2020 ont continué d'influer sur la moyenne du ratio de liquidité à court terme pendant le trimestre à l'étude. L'augmentation de ce ratio est attribuable surtout à la croissance continue des dépôts des entreprises et des dépôts de détail ainsi qu'aux remboursements des facilités de crédit par les clients.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2020									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	157 083 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 738 \$	159 821 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	95 209	35	70	45	21	78	102	10 138	39 835	145 533
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	4 622	4 949	4 346	8 931	14 268	29 434	27 090	50 866	474	144 980
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	159 449	66 807	28 753	24 175	14 344	174	–	–	14 513	308 215
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	21 929	21 786	27 692	24 298	31 577	131 286	261 478	55 329	80 566	655 941
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 687	6 539	112	–	–	–	5	–	(104)	18 239
Dérivés	10 294	11 150	9 933	5 462	4 161	16 626	32 136	67 611	5	157 378
Autres actifs financiers	40 135	2 214	1 012	275	72	239	247	2 041	2 775	49 010
Total des actifs financiers	500 408 \$	113 480 \$	71 918 \$	63 186 \$	64 443 \$	177 837 \$	321 058 \$	185 985 \$	140 802 \$	1 639 117 \$
Autres actifs non financiers	5 938	1 310	303	89	388	2 851	1 729	6 321	25 088	44 017
Total de l'actif	506 346 \$	114 790 \$	72 221 \$	63 275 \$	64 831 \$	180 688 \$	322 787 \$	192 306 \$	165 890 \$	1 683 134 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	86 470 \$	49 215 \$	35 053 \$	48 877 \$	34 567 \$	21 766 \$	56 297 \$	18 530 \$	564 740 \$	915 515 \$
Emprunts garantis	2 097	5 336	8 520	2 664	4 384	8 396	18 516	5 697	–	55 610
Obligations sécurisées	3 155	2 349	1 979	5 482	1 315	6 281	13 943	11 529	–	46 033
Autres										
Acceptations	11 691	6 539	108	–	–	–	–	–	10	18 348
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 841	–	–	–	–	–	–	–	–	36 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	205 528	31 827	3 036	19 796	2	6 436	–	–	7 143	273 768
Dérivés	10 360	11 910	10 313	5 606	4 549	14 240	31 788	66 598	115	155 479
Autres passifs financiers	34 758	3 147	988	512	507	838	2 222	11 097	484	54 553
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	207	110	9 582	–	9 899
Total des passifs financiers	390 900 \$	110 323 \$	59 997 \$	82 937 \$	45 324 \$	58 164 \$	122 876 \$	123 033 \$	572 492 \$	1 566 046 \$
Autres passifs non financiers	1 321	989	4 015	217	269	839	853	12 237	9 974	30 714
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	86 374	86 374
Total du passif et des capitaux propres	392 221 \$	111 312 \$	64 012 \$	83 154 \$	45 593 \$	59 003 \$	123 729 \$	135 270 \$	668 840 \$	1 683 134 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 167 \$	1 494 \$	2 239 \$	2 013 \$	2 937 \$	1 028 \$	4 955 \$	1 374 \$	49 \$	17 256 \$
Engagements de crédit	2 285	5 222	8 833	15 272	20 665	44 650	156 304	17 340	4 974	275 545
Autres engagements liés au crédit	515	880	1 384	1 629	1 746	233	613	4	84 372	91 376
Autres engagements	8	11	17	16	16	60	184	358	529	1 199
Total des éléments hors bilan	3 975 \$	7 607 \$	12 473 \$	18 930 \$	25 364 \$	45 971 \$	162 056 \$	19 076 \$	89 924 \$	385 376 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 30 avril 2020										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	144 577 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 595 \$	147 175 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	91 976	20	27	19	41	89	105	9 354	34 147	135 778
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	5 670	6 684	4 873	3 739	8 340	28 100	24 258	52 000	499	134 163
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	151 988	95 167	39 179	12 582	16 679	227	–	–	9 712	325 534
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	25 038	17 605	28 979	29 465	29 177	132 605	270 196	57 226	83 157	673 448
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 967	5 422	145	4	–	–	5	–	(105)	19 438
Dérivés	8 788	13 267	7 406	8 544	4 226	12 729	25 059	60 784	4	140 807
Autres actifs financiers	44 931	2 438	2 034	154	224	241	333	1 963	3 707	56 025
Total des actifs financiers	486 935 \$	140 606 \$	82 643 \$	54 507 \$	58 687 \$	173 991 \$	319 956 \$	181 327 \$	133 716 \$	1 632 368 \$
Autres actifs non financiers	4 622	1 569	541	(31)	499	3 010	1 909	6 188	25 007	43 314
Total de l'actif	491 557 \$	142 175 \$	83 184 \$	54 476 \$	59 186 \$	177 001 \$	321 865 \$	187 515 \$	158 723 \$	1 675 682 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	69 061 \$	49 596 \$	65 099 \$	31 398 \$	50 060 \$	24 397 \$	53 348 \$	19 339 \$	543 005 \$	905 303 \$
Emprunts garantis	2 930	5 762	6 830	6 738	2 289	10 289	17 645	6 351	–	58 834
Obligations sécurisées	–	–	5 504	1 914	5 490	4 833	16 419	11 150	–	45 310
Autres										
Acceptations	13 967	5 423	145	–	–	–	–	–	13	19 548
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 347	–	–	–	–	–	–	–	–	40 347
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	207 115	31 627	12 683	1 004	19 229	500	–	–	6 447	278 605
Dérivés	9 347	14 337	7 890	9 045	4 486	12 545	26 423	60 537	100	144 710
Autres passifs financiers	37 305	3 531	1 706	517	578	882	2 374	13 242	432	60 567
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	326	9 448	–	9 774
Total des passifs financiers	380 072 \$	110 276 \$	99 857 \$	50 616 \$	82 132 \$	53 446 \$	116 535 \$	120 067 \$	549 997 \$	1 562 998 \$
Autres passifs non financiers	904	949	178	3 125	446	761	764	11 070	9 447	27 644
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	85 040	85 040
Total du passif et des capitaux propres	380 976 \$	111 225 \$	100 035 \$	53 741 \$	82 578 \$	54 207 \$	117 299 \$	131 137 \$	644 484 \$	1 675 682 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	493 \$	2 375 \$	2 437 \$	2 432 \$	2 023 \$	785 \$	5 102 \$	1 303 \$	81 \$	17 031 \$
Engagements de crédit	5 783	5 210	7 513	9 049	18 406	38 212	154 369	18 064	2 451	259 057
Autres engagements liés au crédit	946	1 367	1 324	1 555	1 567	238	539	9	86 189	93 734
Autres engagements	88	12	19	18	18	66	188	370	538	1 317
Total des éléments hors bilan	7 310 \$	8 964 \$	11 293 \$	13 054 \$	22 014 \$	39 301 \$	160 198 \$	19 746 \$	89 259 \$	371 139 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les annonces récentes concernant les réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté aux rubriques Gestion des fonds propres et Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidité et de réglementation de notre rapport annuel 2019 mises à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'approche standard pour la présentation de l'information réglementaire consolidée du risque opérationnel, le BSIF ne permettant plus l'utilisation de l'approche de mesure avancée.

Le 13 mars 2020, en réponse aux bouleversements entraînés par la pandémie de COVID-19, et pour aider les banques à soutenir l'économie en fournissant davantage de crédit, le BSIF a annoncé une diminution de la réserve pour stabilité intérieure, qui passerait immédiatement de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. À cette date, le BSIF s'est également engagé à ne pas accroître cette réserve pour une période de 18 mois et a indiqué qu'il s'attendait à ce

que les banques interrompent tout processus d'augmentation des dividendes ou de rachat d'actions. Le 23 juin 2020, le BSIF a confirmé que la réserve pour stabilité intérieure serait maintenue à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

De même, le 27 mars 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et continue régulièrement de publier des règlements visant à mettre en œuvre ou à clarifier certains aspects, notamment :

- Ajustements réglementaires ayant trait à l'actif pondéré en fonction des risques :
 - Pour une période de six mois après la date d'attribution, les reports de paiement ne seront pas pris en compte dans le nombre de jours en souffrance des prêts, ce qui évite d'avoir à accroître l'actif pondéré en fonction des risques lorsque les clients demandent un report de paiement sur des prêts, notamment des prêts hypothécaires, des prêts sur cartes de crédit, des prêts automobiles, des prêts à la petite entreprise ou des prêts commerciaux;
 - Des mesures temporaires qui seront en vigueur au moins jusqu'en avril 2021 ont été adoptées pour réduire les multiplicateurs de la VAR en période de tensions qui passent de trois à un, et l'exclusion des couvertures des ajustements de l'évaluation liés au financement du calcul du risque de marché est devenue permanente.
- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 70 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et le trimestre considéré pour le reste de l'exercice 2020. Par la suite, le taux d'exclusion sera respectivement ramené à 50 % et à 25 % pour les exercices 2021 et 2022. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Autorisation d'utiliser les réserves disponibles qui dépassent le seuil réglementaire minimal autorisé pour le ratio de levier.

En ce qui concerne les programmes d'allègement lancés par le gouvernement du Canada et décrits à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020, le 30 mars 2020, le BSIF a émis des directives concernant le régime de fonds propres applicable à ces programmes, comme suit :

- Les prêts consentis dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) doivent être exclus du calcul des ratios de fonds propres fondés sur les risques et des ratios de levier, car ils sont entièrement garantis par le gouvernement.
- La pondération du risque applicable sera attribuée à la partie garantie et à la partie non garantie des prêts accordés dans le cadre de la Garantie – Programme de crédit aux entreprises d'EDC conformément aux directives réglementaires actuelles. Toutefois, le montant total des prêts doit être inclus dans le calcul du ratio de levier.
- Le calcul des fonds propres fondés sur les risques et du ratio de levier doit uniquement tenir compte de la part des nouveaux prêts consentis dans le cadre des programmes de prêts de BDC qui revient à l'institution financière.

De nouvelles modifications réglementaires ont été apportées par le BSIF le 9 avril 2020 et le 16 avril 2020, à l'appui des mesures concernant les fonds propres et la liquidité, avec prise d'effet immédiate :

- Les montants de l'exposition du ratio de levier doivent exclure les réserves auprès de la banque centrale et les titres d'émetteurs souverains qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité pour une période d'un an se terminant le 30 avril 2021.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené de 75 % à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au premier trimestre de 2023.
- Les expositions acquises par la participation au Paycheck Protection Program (PPP) instauré par le gouvernement des États-Unis doivent être exclues du montant de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition du ratio de levier.

Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives ci-dessus dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 juillet 2020	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres (1)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	12,0 %	1,0 %	9,0 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	13,3 %	1,0 %	10,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	15,3 %	1,0 %	12,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,8 %	s.o.	3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) En date du 13 mars 2020, conformément aux directives modifiées énoncées précédemment, le BSIF a fait passer le niveau de la réserve pour stabilité intérieure de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le 23 juin 2020, le BSIF a confirmé que cette réserve serait maintenue à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

s.o. sans objet

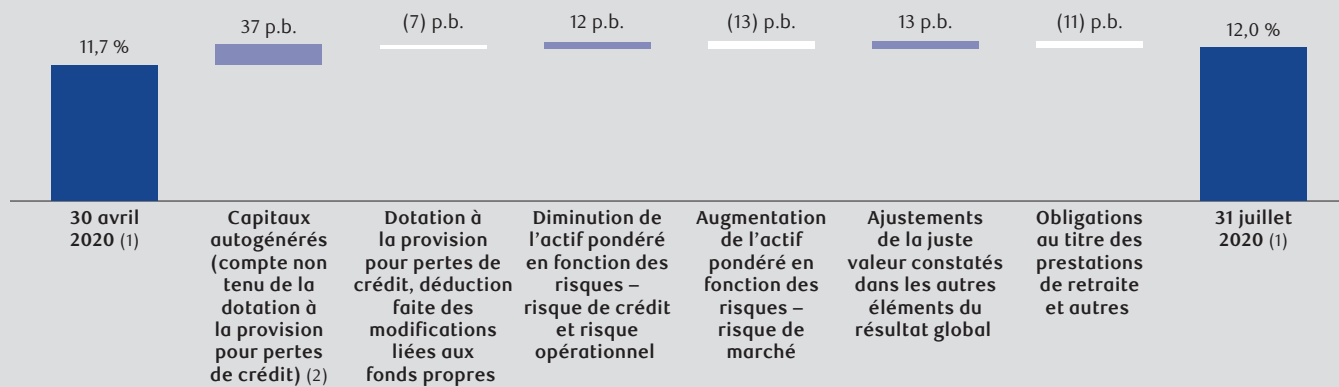
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 octobre 2019
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	66 132 \$	65 198 \$	62 184 \$
Fonds propres de première catégorie	73 536	70 854	67 861
Total des fonds propres	84 546	81 469	77 888
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	449 798 \$	463 567 \$	417 835 \$
Risque de marché	32 276	26 900	28 917
Risque opérationnel	69 347	67 945	66 104
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	551 421 \$	558 412 \$	512 856 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	12,0 %	11,7 %	12,1 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,3 %	12,7 %	13,2 %
Ratio du total des fonds propres	15,3 %	14,6 %	15,2 %
Ratio de levier	4,8 %	4,5 %	4,3 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 544 \$	1 578 \$	1 570 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices réglementaires publiées au deuxième trimestre de 2020. Les lignes directrices sur les exigences en matière d'adéquation des fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

Troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 2,1 milliards de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, compte non tenu de la dotation à la provision pour pertes de crédit, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio CET1 s'est établi à 12,0 %, en hausse de 30 p.b. par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement les capitaux autogénérés, la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques attribuable surtout au risque de crédit associé au remboursement des facilités de crédit par les clients et l'incidence favorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché ainsi que par la baisse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi. L'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché a augmenté sous l'effet de la volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020, les effets de cette volatilité n'ayant touché la VAR qu'à la dernière partie du trimestre précédent, alors que cet effet s'est fait sentir pour l'ensemble du troisième trimestre de 2020, et sous l'effet du changement de la période utilisée pour calculer la VAR en période de tensions.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 13,3 %, a augmenté de 60 p.b., en raison de l'incidence favorable de l'émission des billets de capital à recours limité, ainsi que des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres, soit 15,3 %, a grimpé de 70 p.b., en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio CET1.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 7 milliards de dollars, en raison surtout de l'incidence du remboursement des facilités de crédit par les clients et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation du risque de crédit mentionnée ci-dessus, l'expansion des activités touchant essentiellement les dérivés et les prêts et l'incidence des révisions nettes à la baisse des notations. L'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques de notre ratio CET1.

Notre ratio de levier de 4,8 % est en hausse de 30 p.b. par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète surtout les capitaux autogénérés, l'émission des billets de capital à recours limité pendant le trimestre à l'étude, l'incidence favorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global et la diminution de l'exposition au ratio de levier, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, déduction faite des modifications relatives aux fonds propres pour l'établissement de provisions pour pertes attendues.

Le recul des positions de levier découle surtout de l'incidence du change, des modifications réglementaires concernant les réserves des banques centrales, de l'admission des titres d'émetteurs souverains en tant qu'actifs liquides de haute qualité, du remboursement de facilités de crédit par les clients et de la diminution des conventions de rachat. Ces facteurs ont été annulés en partie par la progression de la trésorerie, des dépôts productifs d'intérêts et des titres.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020			Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		235	18 \$	782	62 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation		–	–	(7 860)	(97)
Émission de billets de capital à recours limité (billets LRCN) de série 1 (2), (3), (4)		1 750	1 750 \$	1 750	1 750 \$
Fonds propres de deuxième catégorie					
Rachat de débentures subordonnées échéant le 6 décembre 2024 (3)	6 décembre 2019		– \$		(2 000)\$
Émission de débentures subordonnées échéant le 23 décembre 2029 (3), (4)	23 décembre 2019		–		1 500
Rachat de débentures subordonnées échéant le 4 juin 2025 (3), (4)	4 juin 2020		(1 000)		(1 000)
Émission de débentures subordonnées échéant le 30 juin 2030 (3), (4)	23 juin 2020		1 250		1 250
Autre					
Achat et annulation d'actions privilégiées, série C-2 (3)	17 décembre 2019		– \$	(5)	(8)\$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 27 février 2019, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, offre qui a commencé le 1^{er} mars 2019 et qui a pris fin le 29 février 2020 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre.

Le 27 février 2020, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, offre qui a commencé le 2 mars 2020 et qui prendra fin le 1^{er} mars 2021 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre. Le nombre total d'actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, depuis son lancement, a été d'environ 0,4 million, pour un coût d'environ 39 millions de dollars. Conformément à l'annonce par le BSIF de son intention d'imposer un arrêt des rachats d'actions, nous avons cessé le rachat de nos actions ordinaires à compter du 13 mars 2020.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, nous n'avons racheté aucune action ordinaire.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, environ 7,9 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées en vertu de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 814 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars de billets LRCN de série 1 au prix de 1 000 \$ chacun. Les billets LRCN de série 1 portent intérêt à un taux fixe de 4,5 % par année jusqu'au 24 novembre 2025 et, par la suite, à un taux annuel correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 4,137 % jusqu'à l'échéance, le 24 novembre 2080.

Le 6 décembre 2019, nous avons racheté la totalité des 2 000 millions de dollars de nos débentures subordonnées à 2,99 % en circulation échéant le 6 décembre 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 17 décembre 2019, nous avons racheté contre espèces 200 000 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe/à taux variable et à dividende non cumulatif de série C-2 (les actions privilégiées C-2), pour un prix total, y compris les dividendes cumulés, de 6 millions de dollars américains. Les actions représentatives d'actions étrangères et les actions privilégiées C-2 acquises ont été par la suite annulées. Les actions privilégiées C-2 ne sont pas admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 23 décembre 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débentures portent intérêt au taux fixe de 2,88 % par année jusqu'au 23 décembre 2024, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,89 % jusqu'à leur échéance, le 23 décembre 2029.

Le 4 juin 2020, nous avons racheté la totalité des 1 000 millions de dollars de nos débentures subordonnées à 2,48 % relatives aux FPUNV en circulation échéant le 4 juin 2025 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 23 juin 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débentures portent intérêt au taux fixe de 2,088 % par année jusqu'au 30 juin 2025, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 1,31 % jusqu'à leur échéance, le 30 juin 2030.

Principales données concernant les actions ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2020		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 423 600	17 610 \$	1,08 \$
Actions propres – actions ordinaires	(1 400)	(129)	
Actions ordinaires en circulation	1 422 200	17 481 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 000		
Exercçables	3 583		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série W ⁽²⁾	12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AZ ^{(3), (4)}	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BB ^{(3), (4)}	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD ^{(3), (4)}	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF ^{(3), (4)}	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH ⁽⁴⁾	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI ⁽⁴⁾	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ ⁽⁴⁾	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK ^{(3), (4)}	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM ^{(3), (4)}	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO ^{(3), (4)}	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 ⁽⁵⁾	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 ^{(3), (4), (6)}	1 750	1 750 \$	–
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	228 765	7 448 \$	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ⁽⁷⁾	8	(1)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	228 773	7 447 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 538 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres ⁽⁸⁾		65	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments relatifs aux FPUNV.

(5) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.

(6) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt applicable aux billets émis à la date de clôture. Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ au prix de 1 000 \$ chacune. Les actions privilégiées de série BQ ont été émises en faveur d'une fiducie à recours limité afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN.

(7) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des Instruments en propre.

(8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Le 21 août 2020, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 422 589 243, déduction faite des 1 046 436 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 964 484.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si

un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM, BO, les billets LRCN de série 1 et les débentures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, le 20 janvier 2026, le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029 et le 30 juin 2030, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 3 873 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 73,14 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 juillet 2020.

Capacité totale d'absorption des pertes

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version définitive de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le Conseil de la stabilité financière (CSF) à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1^{er} novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice Exigences de levier du BSIF. Le 16 avril 2020, le BSIF a informé les banques d'importance systémique de leur obligation de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes minimal de 22,5 %, ce qui inclut la réserve pour stabilité intérieure révisée de 1,0 % indiquée précédemment. Le BSIF continue d'exiger un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 %. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'accroissement de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer d'augmenter grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Réformes de Bâle III – Rajustement de la valeur de crédit

Le 8 juillet 2020, le CBCB a modifié sa norme relative au traitement des fonds propres réglementaires en ce qui a trait au risque lié au rajustement de la valeur du crédit pour les dérivés et les transactions de financement de titres. La norme révisée comporte une recalibration de la pondération des risques et des lignes directrices sur le traitement de certains dérivés compensés de clients et permet le recalibrage entre les deux méthodes permises par le cadre de rajustement de la valeur du crédit. Ces modifications font en sorte que le cadre de rajustement de la valeur du crédit est mieux aligné sur les *Exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché* révisées. Bien que l'entrée en vigueur de cette norme du CBCB soit prévue pour le 1^{er} janvier 2023, le BSIF a permis de reporter au 1^{er} janvier 2024 la mise en œuvre pour l'harmoniser avec la date d'entrée en vigueur fixée par le BSIF pour le cadre de gestion du risque de marché. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces lignes directrices et nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à respecter la date d'entrée en vigueur fixée par le BSIF.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audité de 2019 et de nos états financiers résumés du troisième trimestre de 2020.

Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

La pandémie de COVID-19 continue d'évoluer et le contexte économique dans lequel nous exerçons nos activités risque d'être marqué par une volatilité persistante, ce qui pourrait continuer d'avoir une incidence sur nos résultats financiers, puisqu'il demeure impossible de prédire la durée de la pandémie, ainsi que toute vague ultérieure possible, et l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales. Certains jugements critiques relatifs à la correction de valeur pour pertes de crédit et au goodwill sont particulièrement complexes dans le contexte actuel d'incertitude, et des montants sensiblement différents pourraient être présentés dans des conditions ou des hypothèses différentes. Nous continuons à surveiller et à évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, qui sont décrits dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels et la note 2 de nos états financiers résumés du troisième trimestre de 2020.

Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2020, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location*. Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 16, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes antérieures au premier trimestre de 2020 est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019. Au 1^{er} novembre 2019, par suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation, des obligations locatives et un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Au cours du premier trimestre de 2020, nous avons adopté par anticipation des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les Modifications). Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 *Contrats d'assurance* qui établit une norme unique et complète fournissant des directives quant à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des contrats d'assurance. IFRS 17 exige des entités qu'elles évaluent les passifs au titre des contrats d'assurance à leur valeur de réalisation actuelle selon l'une de trois approches. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17, notamment le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur. En ce qui nous concerne, cette nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2023 et sera appliquée de manière rétrospective et les données comparatives seront retraitées, sauf si cela se révèle impossible. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme et des modifications sur nos états financiers consolidés.

Les autres changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2020, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2020.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2019, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2020.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	64	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56-62 248-250	–
	3	Risques connus et risques émergents		55-56	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	56-59	106-111	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56-62	–
	6	Culture à l'égard du risque		58-62	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		115	–
	8	Simulation de crise		60, 77	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	58	106-111	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	20-23
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	24
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		105-111	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	25
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		63-67	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	25
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		60, 63-64	37
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	48-49	84-86, 91-92	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	49-50, 53	86, 90	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	55-56	92-94	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	50-52	86-89	–
	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	46-47	81-82	–
Risque de marché	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	41-45	76-80	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		76	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		76-80	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	32-41	63-75, 182-189	26-37,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	85-92	123-128	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		64-67, 118, 149-152	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	28, 33
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		68	39
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		66-67	36
Autres	31	Autres types de risque		96-105	–
	32	Événements publics comportant des risques		99-100, 234-236	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 et l'exercice clos le 31 octobre 2019.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2020	31 octobre 2019
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	119 181 \$	26 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	40 640	38 345
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	145 533	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	144 980	102 470
	290 513	249 004
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	308 215	306 961
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	443 845	426 086
Prêts de gros	217 605	195 870
	661 450	621 956
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(5 509)	(3 100)
	655 941	618 856
Actif net des fonds distincts	1 908	1 663
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	18 239	18 062
Dérivés	157 378	101 560
Locaux et matériel	8 175	3 191
Goodwill	11 356	11 236
Autres immobilisations incorporelles	4 640	4 674
Autres actifs	66 948	49 073
	266 736	187 796
Total de l'actif	1 683 134 \$	1 428 935 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	337 196 \$	294 732 \$
Entreprises et gouvernements	640 284	565 482
Banques	39 678	25 791
	1 017 158	886 005
Passif net des fonds distincts	1 908	1 663
Autres		
Acceptations	18 348	18 091
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 841	35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	273 768	226 586
Dérivés	155 479	98 543
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 421	11 401
Autres passifs	70 938	58 137
	567 795	447 827
Déventures subordonnées (note 9)	9 899	9 815
Total du passif	1 596 760	1 345 310
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 9)	7 447	5 707
Actions ordinaires (note 9)	17 481	17 587
Bénéfices non distribués	57 805	55 981
Autres composantes des capitaux propres	3 535	4 248
	86 268	83 523
Participations ne donnant pas le contrôle	106	102
Total des capitaux propres	86 374	83 625
Total du passif et des capitaux propres	1 683 134 \$	1 428 935 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	5 603 \$	6 394 \$	17 898 \$	18 677 \$
Titres	1 681	1 770	5 153	5 168
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	617	2 353	4 118	6 692
Dépôts et autres	55	93	251	354
	7 956	10 610	27 420	30 891
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	1 838	3 284	7 195	9 813
Autres passifs	917	2 218	4 174	6 165
Déventures subordonnées	62	90	226	275
	2 817	5 592	11 595	16 253
Revenu net d'intérêt	5 139	5 018	15 825	14 638
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	2 212	1 463	4 403	4 557
Revenus tirés des activités de négociation	623	170	1 015	879
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 489	1 440	4 524	4 271
Revenus tirés des fonds communs de placement	915	924	2 751	2 696
Commissions de courtage en valeurs mobilières	341	324	1 119	982
Frais bancaires	430	480	1 386	1 414
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	570	488	1 741	1 387
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	246	252	779	744
Revenus sur cartes	259	272	758	820
Commissions de crédit	296	322	960	925
Profits nets sur les titres de placement	11	26	67	109
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	20	21	57	50
Autres	369	344	704	1 160
	7 781	6 526	20 264	19 994
Total des revenus	12 920	11 544	36 089	34 632
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	675	425	3 924	1 365
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 785	1 046	3 222	3 431
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 7)	4 032	3 615	11 665	10 880
Matériel	469	449	1 399	1 325
Frais d'occupation	415	409	1 229	1 211
Communications	233	281	735	794
Honoraires	337	328	945	923
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	325	299	943	888
Autres	569	611	1 784	1 799
	6 380	5 992	18 700	17 820
Bénéfice avant impôt	4 080	4 081	10 243	12 016
Impôt sur le résultat	879	818	2 052	2 351
Bénéfice net	3 201 \$	3 263 \$	8 191 \$	9 665 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	3 197 \$	3 263 \$	8 185 \$	9 659 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	–	6	6
	3 201 \$	3 263 \$	8 191 \$	9 665 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	2,20 \$	2,23 \$	5,61 \$	6,59 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	2,20	2,22	5,60	6,57
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,08	1,02	3,21	3,02

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Bénéfice net	3 201 \$	3 263 \$	8 191 \$	9 665 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	749	79	(57)	218
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	(2)	22	(12)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(48)	(15)	(121)	(75)
	700	62	(156)	131
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	(2 112)	(1 246)	1 236	(115)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	716	590	(588)	126
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(21)	–	(21)	2
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	21	–	21	2
	(1 396)	(656)	648	15
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	88	(118)	(1 189)	(616)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(113)	11	(13)	(88)
	(25)	(107)	(1 202)	(704)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	(554)	(581)	(566)	(1 067)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(664)	118	(111)	92
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3	(10)	24	27
	(1 215)	(473)	(653)	(948)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(1 936)	(1 174)	(1 363)	(1 506)
Total du résultat global	1 265 \$	2 089 \$	6 828 \$	8 159 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	1 264 \$	2 090 \$	6 819 \$	8 153 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1	(1)	9	6
	1 265 \$	2 089 \$	6 828 \$	8 159 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	164 \$	17 \$	72 \$	61 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	2	–	5	–
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(16)	(7)	(42)	(39)
Profits (pertes) de change latents	4	–	5	2
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	241	207	(205)	47
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	7	–	7	1
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	31	(40)	(426)	(219)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(40)	4	(4)	(32)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(196)	(208)	(198)	(378)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(237)	43	(39)	33
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	12	9	5
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(36)\$	28 \$	(816)\$	(519)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	composantes des capitaux propres	Total des autres capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	5 698 \$	17 592 \$	1 \$	(75) \$	57 466 \$	(823) \$	6 259 \$	(1 183) \$	4 253 \$	84 935 \$	105 \$	85 040 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 750	18	–	–	(4)	–	–	–	–	1 764	–	1 764
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	25	839	–	–	–	–	–	864	–	864
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(27)	(893)	–	–	–	–	–	(920)	–	(920)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 538)	–	–	–	–	(1 538)	–	(1 538)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(65)	–	–	–	–	(65)	–	(65)
Autres	–	–	–	–	(35)	–	–	–	–	(35)	–	(35)
Bénéfice net	–	–	–	–	3 197	–	–	–	–	3 197	4	3 201
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(1 215)	700	(1 393)	(25)	(718)	(1 933)	(3)	(1 936)
Solde à la fin de la période	7 448 \$	17 610 \$	(1) \$	(129) \$	57 805 \$	(123) \$	4 866 \$	(1 208) \$	3 535 \$	86 268 \$	106 \$	86 374 \$

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	composantes des capitaux propres	Total des autres capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	5 706 \$	17 638 \$	– \$	(104) \$	53 615 \$	57 \$	4 817 \$	91 \$	4 965 \$	81 820 \$	101 \$	81 921 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	38	–	–	–	–	–	–	–	38	–	38
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(24)	–	–	(173)	–	–	–	–	(197)	–	(197)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	20	1 039	–	–	–	–	–	1 059	–	1 059
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	(21)	(994)	–	–	–	–	–	(1 015)	–	(1 015)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(9)	–	–	–	–	(9)	–	(9)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(1 464)	–	–	–	–	(1 464)	–	(1 464)
Autres	–	–	–	–	(66)	–	–	–	–	(66)	(1)	(67)
Bénéfice net	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	3 263	–	–	–	–	3 263	–	3 263
Solde à la fin de la période	5 706 \$	17 652 \$	(1) \$	(59) \$	54 692 \$	62	(655)	(107)	(700)	(1 173)	(1)	(1 174)
												99 \$ 82 354 \$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres		
(en millions de dollars canadiens)	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58)\$	55 981 \$	33 \$	4 221 \$	(6)\$	4 248 \$	83 523 \$	102 \$	83 625 \$
Solde au début de la période	–	–	–	–	(107)	–	–	–	–	(107)	–	(107)
Ajustement de transition (note 2)												
Solde ajusté au début de la période	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58)\$	55 874 \$	33 \$	4 221 \$	(6)\$	4 248 \$	83 416 \$	102 \$	83 518 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 750	62 (97)	–	–	(4) (717)	–	–	–	–	1 808 (814)	–	1 808 (814)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(8)	–	–	–	–	–	–	–	–	(8)	–	(8)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	88	4 010	–	–	–	–	–	4 098	–	4 098
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(90)	(4 081)	–	–	–	–	–	(4 171)	–	(4 171)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1) (4 572)	–	–	–	–	(1) (4 572)	–	(1) (4 572)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(194) (113)	–	–	–	–	(194) (113)	(4) (1)	(198) (114)
Autres	–	–	–	–	8 185	–	–	–	–	8 185	6	8 191
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(653)	(156)	645	(1 202)	(713)	(1 366)	3	(1 363)
Solde à la fin de la période	7 448 \$	17 610 \$	(1)\$	(129)\$	57 805 \$	(123)\$	4 866 \$	(1 208)\$	3 535 \$	86 268 \$	106 \$	86 374 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019												
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Autres composantes des capitaux propres									
			Actions ordinaires	Instrument de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18)\$	51 018 \$	(12)\$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 767 \$	94 \$	79 861 \$
Solde au début de la période (note 2)												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	350	87 (70)	–	–	–	–	–	–	–	437 (556)	–	437 (556)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(486)	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(950)	–	–	–	–	–	–	–	–	(950)	–	(950)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	145	3 840	–	–	–	–	–	3 985	–	3 985
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(149)	(3 881)	–	–	–	–	–	(4 030)	–	(4 030)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(15)	–	–	–	–	(15)	–	(15)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(4 337)	–	–	–	–	(4 337)	–	(4 337)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(205)	–	–	–	–	(205)	(1)	(206)
Autres	–	–	–	–	6	–	–	–	–	6	–	6
Bénéfice net	–	–	–	–	9 659	–	–	–	–	9 659	6	9 665
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(948)	131	15	(704)	(558)	(1 506)	–	(1 506)
Solde à la fin de la période	5 706 \$	17 652 \$	(1)\$	(59)\$	54 692 \$	119 \$	4 162 \$	(16)\$	4 265 \$	82 255 \$	99 \$	82 354 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	3 201 \$	3 263 \$	8 191 \$	9 665 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	675	425	3 924	1 365
Amortissement	326	157	985	464
Impôt différé	(266)	(218)	(680)	(513)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	326	301	953	894
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(19)	(21)	(54)	(49)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(65)	(27)	(163)	(123)
Pertes (profits) à la cession d'activités	—	—	8	—
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	1 038	474	1 020	1 480
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	301	46	(28)	276
Impôt exigible	484	458	(470)	(77)
Actifs dérivés	(16 571)	(13 962)	(55 818)	(4 735)
Passifs dérivés	10 769	14 689	56 936	6 619
Titres détenus à des fins de transaction	(9 377)	(1 505)	915	(12 163)
Prêts, déduction faite de la titrisation	17 258	(10 485)	(40 469)	(36 240)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	17 319	(120)	(1 254)	(15 038)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(4 837)	(3 953)	47 182	13 213
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(3 506)	(447)	1 772	1 355
Dépôts, déduction faite de la titrisation	7 692	17 103	132 148	44 042
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	188	(485)	2 541	(801)
Autres	3 836	(2 558)	(16 962)	(6 446)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	28 772	3 135	140 677	3 188
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	7 749	(4 835)	(2 303)	4 918
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	27 712	15 214	80 293	46 368
Achat de titres de placement	(41 642)	(15 291)	(120 375)	(52 177)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(540)	(483)	(2 043)	(1 619)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	—	(27)	—	(27)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(6 721)	(5 422)	(44 428)	(2 537)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission de débentures subordonnées	1 250	1 500	2 750	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	(1 000)	(1 000)	(3 000)	(1 000)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	16	29	55	68
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	—	(197)	(814)	(556)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	1 746	—	1 746	350
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	—	—	(8)	(950)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	864	1 059	4 098	3 985
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(920)	(1 015)	(4 171)	(4 030)
Dividendes versés sur les actions et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(1 602)	(1 531)	(4 730)	(4 495)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	(1)	(4)	(1)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1 518)	(2 293)	13	793
Remboursement d'obligations locatives	(142)	—	(438)	—
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 306)	(3 449)	(4 503)	(4 336)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(341)	(442)	1 125	339
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	20 404	(6 178)	92 871	(3 346)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période ⁽¹⁾	98 777	33 041	26 310	30 209
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période ⁽¹⁾	119 181 \$	26 863 \$	119 181 \$	26 863 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	2 303 \$	5 207 \$	10 871 \$	14 987 \$
Intérêts reçus	7 634	10 135	26 288	29 612
Dividendes reçus	831	651	2 135	1 632
Impôt sur le résultat payé	655	625	2 372	2 374

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,7 milliards de dollars au 31 juillet 2020 (2,6 milliards au 30 avril 2020; 2,6 milliards au 31 octobre 2019; 2,3 milliards au 31 juillet 2019; 2,3 milliards au 30 avril 2019; 2,4 milliards au 31 octobre 2018).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2019 et les notes annexes présentés aux pages 130 à 246 de notre rapport annuel 2019. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 25 août 2020, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2019. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

Changements de méthodes comptables

Contrats de location

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location* (IFRS 16), qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location et remplace la norme IAS 17 *Contrats de location* (IAS 17) qui s'appliquait auparavant aux contrats de location. Par suite de l'application d'IFRS 16, nous avons modifié notre méthode de comptabilisation des contrats de location tel qu'il est indiqué ci-après, en date du 1^{er} novembre 2019. Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 16, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information correspondante est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019.

Par suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons augmenté le total de l'actif de 5 084 millions de dollars et le total du passif de 5 191 millions de dollars, ce qui représente principalement des contrats de location visant des locaux et du matériel auparavant classés en tant que contrats de location simple; de plus, nous avons réduit les bénéfices non distribués de 107 millions de dollars, déduction faite de l'impôt. L'adoption d'IFRS 16 a réduit notre ratio de fonds propres CET1 de 14 p.b.

Location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant d'un bien déterminé et le droit de contrôler l'utilisation de ce bien pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Lorsque nous sommes le preneur dans le cadre d'un contrat de location, nous comptabilisons initialement un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante, sauf à l'égard des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. On entend par contrat de location à court terme un contrat dont la durée est de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur sont des actifs non liés aux infrastructures, non spécialisés, courants, simples sur le plan technologique, facilement accessibles et couramment utilisés. En ce qui concerne les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, nous comptabilisons les loyers en tant que charges d'exploitation sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Lorsque nous avons l'assurance raisonnable d'exercer les options de prolongation et de résiliation, celles-ci sont prises en compte dans la durée du contrat de location visé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés à la date de début, calculée selon notre taux d'emprunt marginal. L'obligation locative est ensuite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisée dans la charge d'intérêt.

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué en fonction du montant initial de l'obligation locative, après ajustement pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, des coûts directs initiaux engagés et d'une estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement, l'enlèvement ou la remise en état du bien, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti jusqu'au terme de la durée du contrat de location ou jusqu'au terme de la durée d'utilité si celle-ci est antérieure, sauf si la propriété en est transférée à RBC ou si nous avons l'assurance raisonnable de pouvoir exercer une option d'achat, auquel cas la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation s'appliquera. Nous appliquons IAS 36 *Dépréciation d'actifs* pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et pour comptabiliser toute perte de valeur, comme il est décrit dans les méthodes comptables applicables aux locaux et au matériel dans notre rapport annuel 2019.

Incidence de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location simple

Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants au moyen de notre taux d'emprunt marginal au 1^{er} novembre 2019. Nous avons utilisé un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 2,3 %. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont habituellement évalués à un montant équivalant à l'obligation locative et ajustés pour tenir compte du montant du paiement de loyer payé d'avance ou à payer. Pour certains biens, les actifs au titre de droits d'utilisation étaient évalués comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, actualisés au moyen de notre taux d'emprunt marginal au 1^{er} novembre 2019. Les mesures de simplification suivantes ont été adoptées pour l'application d'IFRS 16 aux contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location simple selon IAS 17 :

- Décision de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives (applicable aux contrats de location de biens immobiliers);
- Exemption de comptabilisation des contrats de location à court terme et de contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)

Le tableau qui suit présente le rapprochement de nos engagements en vertu de contrats de location simple au 31 octobre 2019, comme ils ont été présentés dans nos états financiers consolidés annuels de 2019, et des obligations liées au contrat comptabilisées lors de l'application initiale d'IFRS 16 au 1^{er} novembre 2019.

(en millions de dollars canadiens)	
Engagements en vertu de baux présentés au 31 octobre 2019	6 175 \$
Moins : engagements liés à l'impôt non recouvrable	(360)
Moins : engagements au titre de contrats qui ne sont pas encore en vigueur	(240)
Moins : exemption de comptabilisation adoptée pour les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(83)
Plus : engagements au titre des options de renouvellement dont l'exercice est raisonnablement assuré	977
Autres	(26)
Engagements liés aux contrats de location simple ajustés au 31 octobre 2019	6 443
Actualisation au 1 ^{er} novembre 2019	5 557
Obligations locatives au titre de contrats de location-financement comptabilisées au 31 octobre 2019	49
Obligation locative comptabilisée au 1^{er} novembre 2019	5 606 \$

Incidence de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location-financement
La valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative au 1^{er} novembre 2019 pour les contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location-financement en vertu d'IAS 17 *Contrats de location* était jugée correspondre à la valeur comptable de l'actif loué et de l'obligation locative aux termes d'IAS 17 immédiatement avant la date de transition.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté par anticipation des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les Modifications), qui s'appliquent à compter du 1^{er} novembre 2019. Ces modifications modifient certaines exigences concernant la comptabilité de couverture de sorte à contrer l'effet que pourrait susciter l'incertitude causée par la réforme des taux d'intérêt de référence (la Réforme) avant la transition vers d'autres taux d'intérêt. L'adoption de ces Modifications n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Nous cesserons d'appliquer ces Modifications lorsque les flux de trésorerie fondés sur les taux interbancaires offerts (IBOR) seront remplacés par les flux de trésorerie fondés sur les nouveaux taux sans risque ou lorsque les relations de couverture auxquelles la mesure d'atténuation est appliquée seront abandonnées.

Comptabilité de couverture

Nos méthodes comptables relatives à la comptabilité de couverture sont décrites aux notes 2 et 8 de notre rapport annuel 2019. Nous appliquons la comptabilité de couverture lorsque les instruments de couverture désignés sont hautement efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts, lors de la mise en place de la couverture et sur une base continue. Nous procédons à des appréciations rétrospectives pour démontrer que la relation est efficace depuis la désignation de la couverture et à des appréciations prospectives pour évaluer si la couverture sera efficace pour le reste de sa durée. Bien qu'une incertitude demeure en raison de la réforme des taux IBOR, nos tests d'efficacité prospectifs se fondent sur les flux de trésorerie couverts existants ou les risques couverts. Toute inefficacité constatée lors de tests rétrospectifs est comptabilisée dans le bénéfice net.

En plus des possibles facteurs à l'origine d'inefficacités présentés à la note 8 de notre rapport annuel 2019, la Réforme peut être source d'inefficacités puisque le remplacement des taux IBOR appliqués aux éléments couverts et instruments de couverture par des taux sans risque peut s'effectuer à des moments différents, ce qui peut avoir une incidence différente sur l'évaluation ou la variabilité des flux de trésorerie des éléments couverts et des instruments de couverture connexes.

Couvertures de flux de trésorerie

Nous appliquons la comptabilité de couverture aux couvertures de flux de trésorerie lorsqu'il est hautement probable que les flux de trésorerie déclenchant le risque couvert se réalisent. Bien qu'une incertitude demeure en raison de la réforme des taux IBOR, nous appliquons les mesures d'atténuation prévues par les Modifications, aux termes desquelles les taux de référence IBOR, utilisés pour déterminer les flux de trésorerie couverts hautement probables, ne sont pas modifiés par la Réforme. En outre, la réserve de couverture de flux de trésorerie connexe n'est pas reclassée dans le bénéfice net uniquement en raison des changements liés à la transition des taux IBOR aux nouveaux taux sans risque.

Couvertures de la juste valeur

Nous appliquons la comptabilité de couverture aux taux IBOR qui peuvent ne pas être stipulés dans le contrat si, au commencement de la relation de couverture, ces taux sont isolables et peuvent être évalués de façon fiable.

Relations de couverture touchées par la réforme des taux d'intérêt de référence

Le tableau qui suit présente le capital nominal de nos instruments de couverture fondés sur les taux IBOR qui arriveront à expiration après 2021 et qui seront touchés par la Réforme. Le capital nominal de ces instruments correspond aussi approximativement au risque géré au moyen des relations de couverture.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 ^{er} novembre 2019	
	Valeur nominale/Capital (1)	
Contrats de taux d'intérêt		
LIBOR en dollar américain		26 709 \$
Taux interbancaire offert en euro		5 589
LIBOR en livre sterling		618
Instruments non dérivés		
LIBOR en dollar américain		888
LIBOR en livre sterling		682
		34 486 \$

(1) Compte non tenu des contrats de taux d'intérêt et des instruments non dérivés dont les taux de référence se rapportent aux taux offerts dans plusieurs territoires, notamment le CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) et le BBSW (Australian Bank Bill Swap Rate).

IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux (IFRIC 23) de l'IFRS Interpretations Committee

Nous avons adopté au premier trimestre IFRIC 23, qui fournit des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs d'impôt conformément à IAS 12 *Impôts sur le résultat* lorsqu'il y a incertitude relative aux traitements fiscaux, et qui remplace IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* appliquée pour les positions fiscales incertaines. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales pertinentes. Un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes, évaluer la probabilité d'acceptation de nos positions fiscales et déterminer notre charge d'impôt en fonction de nos meilleures estimations quant aux positions fiscales qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. Nous effectuons un examen chaque trimestre afin de mettre à jour nos meilleures estimations selon l'information disponible, mais les décisions prises par les autorités fiscales compétentes à l'égard de nos positions pourraient donner lieu à un passif et à une charge d'impôt additionnels. L'adoption d'IFRIC 23 n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (IFRS 15)

Le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté IFRS 15 et réduit notre solde d'ouverture des bénéfices non distribués. Au cours du quatrième trimestre de 2019, nous avons modifié cette réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués pour la porter à 94 millions de dollars après impôt. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir**IFRS 17 Contrats d'assurance (IFRS 17)**

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 afin d'établir une norme unique et complète fournissant des directives quant à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des contrats d'assurance. IFRS 17 exige des entités qu'elles évaluent les passifs au titre des contrats d'assurance à leur valeur de réalisation actuelle selon l'une de trois approches. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17, notamment le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur. En ce qui nous concerne, cette nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2023 et sera appliquée de manière rétrospective et les données comparatives seront retraitées, sauf si cela se révèle impossible. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme et des modifications proposées sur nos états financiers consolidés.

Pour plus de détails sur les changements futurs de méthodes comptables et les informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

Estimations, hypothèses et jugements importants

La pandémie de COVID-19 continue d'évoluer et le contexte économique dans lequel nous exerçons nos activités risque d'être marqué par une volatilité persistante, ce qui pourrait continuer de nuire à nos résultats financiers, puisqu'il demeure impossible de prédire la durée de la pandémie, ainsi que toute vague ultérieure possible, et l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales en réponse à la pandémie. Le contexte actuel exigeait des jugements et estimations particulièrement complexes, et nous suivons de près l'évolution de la situation et son incidence sur les aspects suivants.

Correction de valeur pour pertes de crédit

Notre estimation des pertes de crédit attendues des stades 1 et 2 continue d'être une estimation actualisée, établie par pondération probabiliste, qui tient compte de cinq scénarios macroéconomiques différents. Il s'agit du scénario de base reposant sur nos prévisions macroéconomiques, de scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse en fonction des situations macroéconomiques raisonnablement possibles et de scénarios de fluctuation à la baisse supplémentaires et plus graves élaborés afin d'englober une fourchette plus large de pertes de crédit possibles dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier. Notre processus exige le recours à un jugement important pour établir et pondérer des scénarios macroéconomiques, prévoir des variables macroéconomiques et évaluer les hausses significatives du risque de crédit.

Pour refléter des caractéristiques qui ne sont pas déjà prises en compte dans notre modèle de correction de valeur pour pertes de crédit pondérée en fonction des scénarios, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit afin de déterminer les pertes de crédit attendues finales. Ces jugements incluaient les ajustements pour tenir compte de l'incidence de la pandémie sur nos portefeuilles, notamment les secteurs particulièrement vulnérables touchés par la COVID-19 et les effets temporaires des programmes de soutien aux paiements offerts par les banques et les gouvernements.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)*Utilisation d'informations prospectives*

L'émergence de la pandémie de COVID-19 a eu de lourdes conséquences sur nos perspectives économiques, ce dont témoignent les variables macroéconomiques qui entrent dans l'estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2. Le contexte, qui comprend les mesures de soutien gouvernemental, continue d'évoluer, ce qui accroît le degré d'incertitude habituel de nos perspectives macroéconomiques, lesquelles sont de par leur nature appelées à changer. Ainsi, il est possible que notre estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 soit modifiée de façon importante. Nous surveillons étroitement l'évolution de la conjoncture et ses répercussions sur nos pertes de crédit attendues, et nous continuerons de mettre à jour nos variables macroéconomiques à mesure que la situation de la COVID-19 évolue.

Appréciation d'une augmentation importante du risque de crédit

Pour soutenir nos clients pendant cette période, nous avons lancé plusieurs programmes d'aide. Toutes choses étant égales par ailleurs, le recours à un programme de report de versements n'entraîne pas à lui seul une augmentation importante du risque de crédit. Notre appréciation d'une augmentation importante du risque de crédit repose encore principalement sur des seuils au titre de la probabilité de défaillance (PD) quantitative pour toute la durée de vie et, pour nos portefeuilles de prêts de gros, sur le changement de la notation du risque des emprunteurs. D'autres examens qualitatifs et un seuil repère de défaillance de 30 jours sont également appliqués. Les notations du risque et les conséquences macroéconomiques globales de la pandémie sont largement reflétées dans la PD pour la durée de vie d'un instrument. Les conséquences de la COVID-19 qui ne sont pas déjà prises en compte dans le modèle de la PD pour la durée de vie le seront par l'application de notre jugement expert en matière de crédit afin de vérifier des critères correspondant aux différents stades, et des ajustements seront apportés au besoin.

Programme de soutien aux clients RBC

Nous avons mis en œuvre des programmes pour aider les clients des services bancaires aux particuliers et aux entreprises à surmonter les défis associés à la COVID-19. Ces programmes comprennent des reports de versements, des réductions de taux d'intérêt, des dérogations aux clauses restrictives, des refinancements ou des restructurations du crédit. Dans certains cas, les modalités initiales de l'actif financier connexe ont été renégociées ou autrement modifiées, ce qui a donné lieu à un changement des conditions contractuelles de l'actif financier ayant des répercussions sur les flux de trésorerie contractuels. En cas de modification majeure de l'actif financier initial, nous avons décomptabilisé cet actif et en avons comptabilisé un nouveau. Si la modification des conditions ne donne pas lieu à la décomptabilisation de l'actif financier, la valeur comptable de l'actif financier sera recalculée pour correspondre à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés, établie au moyen du taux d'intérêt effectif initial, et une perte ou un profit est comptabilisé.

Programmes gouvernementaux

Pour soutenir nos clients pendant cette période sans précédent, nous participons à des programmes d'aide financière des gouvernements du Canada et des États-Unis. Aux fins de ces programmes, nous avons déterminé si nous avons transféré la quasi-totalité des risques et avantages des actifs financiers, si nous avons renoncé au contrôle de ces actifs financiers ou si nous avons conservé le droit de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs, mais avons l'obligation de verser ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert.

Dans le cadre du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, nous avons fourni des prêts sans intérêt, financés par Exportation et développement Canada (EDC), aux petites entreprises clientes admissibles. Comme nous ne conservons pas la quasi-totalité des risques et avantages liés aux actifs financiers et que la totalité des flux de trésorerie sont transmis à EDC, ces prêts ne sont pas comptabilisés dans notre bilan consolidé.

En vertu du Programme de prêts conjoints et du Programme de financement pour les moyennes entreprises de la Banque de développement du Canada (BDC), nous fournissons des prêts aux clients admissibles et comptabilisons respectivement 20 % et 10 % des actifs financiers à notre bilan, pour tenir compte des risques et avantages qui reviennent à la banque. Les prêts consentis dans le cadre du programme Garantie - Programme de crédit aux entreprises (PCE) d'EDC sont garantis à 80 % par EDC. Comme nous conservons la quasi-totalité des autres risques et avantages liés aux prêts, nous portons les actifs financiers correspondants à notre bilan. Les prêts accordés aux termes du Programme de crédit aux entreprises (PCE) sont essentiellement présentés dans les prêts de gros, au coût amorti.

Nous avons également accordé à des clients établis aux États-Unis des prêts garantis par le gouvernement fédéral des États-Unis dans le cadre du *Paycheck Protection Program* (PPP) créé aux termes de la CARES Act. Bien que ces prêts soient garantis par le gouvernement fédéral des États-Unis, nous conservons la quasi-totalité des autres risques et avantages qui y sont associés. Par conséquent, les prêts consentis dans le cadre du PPP sont constatés au coût amorti dans les Prêts de gros.

Goodwill

Au 31 juillet 2020, une tranche de 1 737 millions de dollars du goodwill (1 727 millions au 31 octobre 2019) a été attribuée à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) Services bancaires dans les Antilles. Par suite des perturbations économiques entraînées par la COVID-19, la valeur recouvrable de notre UGT Services bancaires dans les Antilles a fléchi.

Nous avons calculé la valeur recouvrable estimative selon une méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et avons corroboré les résultats par rapport aux transactions de marché comparables. D'après des scénarios alternatifs raisonnablement possibles, la valeur recouvrable estimative se situe dans une fourchette allant d'une valeur recouvrable approximative à un déficit négligeable. Pour déterminer la valeur recouvrable, nous avons actualisé les flux de trésorerie futurs au moyen d'un taux avant impôt de 11,4 % (11,9 % au 1^{er} août 2019), lequel témoigne d'une baisse des taux d'intérêt, et d'un taux de croissance final de 3,7 % (4,2 % au 1^{er} août 2019), lequel reflète un plus faible taux d'inflation et l'incertitude attribuable à la pandémie. Une variation de 50 p.b. du taux d'actualisation ferait respectivement augmenter et diminuer la valeur recouvrable de 333 millions de dollars et de 287 millions. Une variation de 50 p.b. du taux de croissance final ferait respectivement augmenter et diminuer la valeur recouvrable de 264 millions de dollars et de 227 millions. Une diminution des flux de trésorerie projetés de 10 % par année réduirait la valeur recouvrable de 392 millions de dollars. Les variations de ces hypothèses ont été appliquées en présumant que toutes les autres variables individuelles restent constantes. Toutefois, la fluctuation d'un facteur peut être exacerbée ou compensée par le changement connexe d'une autre hypothèse, puisque les

incidences sur la valeur recouvrable sont fortement interdépendantes et que les changements aux hypothèses peuvent ne pas avoir une incidence linéaire sur la valeur recouvrable de l'UGT. Dans l'ensemble, la fourchette de résultats possibles n'aurait pas une incidence importante sur la valeur recouvrable de l'UGT.

Compte tenu des répercussions de la COVID-19 sur les flux de trésorerie prévus de nos secteurs, nous avons soumis à une analyse de sensibilité certaines autres UGT gravement touchées par la pandémie. Pour ce faire, nous avons mis à jour des hypothèses et jugements clés entrant dans l'estimation de la valeur recouvrable de certaines UGT et procédé à une analyse de sensibilité de nos taux d'actualisation et flux de trésorerie futurs prévus pour déterminer si la valeur recouvrable de ces UGT est toujours supérieure à leur valeur comptable. Nous avons établi qu'il n'y a eu aucune perte de valeur.

Comme le contexte évolue rapidement, nos perspectives économiques revêtent un degré d'incertitude supérieur à la normale, ce qui pourrait modifier de beaucoup la valeur recouvrable estimative de nos UGT et entraîner une perte de valeur dans les périodes futures. La réalité pourrait différer de façon significative des attentes actuelles, y compris en ce qui a trait à la durée et à la gravité de la contraction économique ainsi qu'au moment et à l'ampleur de la reprise future. Nous allons poursuivre l'analyse de l'incidence de la modification des hypothèses et jugements clés qui sous-tendent notre estimation des valeurs recouvrables en fonction de l'information que nous obtiendrons lors des trimestres à venir.

Pour de plus amples renseignements sur nos estimations et jugements importants, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2020							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	23 808 \$	– \$	– \$	16 832 \$	16 832 \$	40 640 \$	40 640 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	135 043	10 490	–	–	–	–	145 533	145 533
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	95 101	503	49 376	50 392	144 980	145 996
	135 043	10 490	95 101	503	49 376	50 392	290 513	291 529
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	254 124	–	–	–	54 091	54 091	308 215	308 215
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	–	256	257	–	440 378	446 709	440 891	447 222
Prêts de gros	5 891	2 433	741	–	205 985	207 479	215 050	216 544
	5 891	2 689	998	–	646 363	654 188	655 941	663 766
Autres								
Dérivés	157 378	–	–	–	–	–	157 378	157 378
Autres actifs (1)	3 285	20	–	–	62 949	62 948	66 254	66 253
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	73 \$	16 576 \$			320 547 \$	319 822 \$	337 196 \$	336 471 \$
Entreprises et gouvernements (2)	282	120 328			519 674	521 776	640 284	642 386
Banques (3)	–	10 202			29 476	29 489	39 678	39 691
	355	147 106			869 697	871 087	1 017 158	1 018 548
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 841	–			–	–	36 841	36 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	255 493			18 275	18 275	273 768	273 768
Dérivés	155 479	–			–	–	155 479	155 479
Autres passifs (4)	46	61			66 272	66 282	66 379	66 389
Débentures subordonnées	–	–			9 899	9 989	9 899	9 989

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2019							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	22 283 \$	– \$	– \$	16 062 \$	16 062 \$	38 345 \$	38 345 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	137 600	8 934	–	–	–	–	146 534	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	57 223	463	44 784	45 104	102 470	102 790
	137 600	8 934	57 223	463	44 784	45 104	249 004	249 324
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	246 068	–	–	–	60 893	60 894	306 961	306 962
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	275	242	95	–	423 469	424 416	424 081	425 028
Prêts de gros	7 055	1 856	451	–	185 413	184 645	194 775	194 007
	7 330	2 098	546	–	608 882	609 061	618 856	619 035
Autres								
Dérivés	101 560	–	–	–	–	–	101 560	101 560
Autres actifs (1)	3 156	–	–	–	50 375	50 375	53 531	53 531
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	140 \$	17 394 \$			277 198 \$	277 353 \$	294 732 \$	294 887 \$
Entreprises et gouvernements (2)	151	111 389			453 942	452 536	565 482	564 076
Banques (3)	–	3 032			22 759	22 773	25 791	25 805
	291	131 815			753 899	752 662	886 005	884 768
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 069	–			–	–	35 069	35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	218 612			7 974	7 974	226 586	226 586
Dérivés	98 543	–			–	–	98 543	98 543
Autres passifs (4)	(1 209)	91			61 039	61 024	59 921	59 906
Débiteures subordonnées	–	–			9 815	9 930	9 815	9 930

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont attribuables aux modifications du risque de crédit correspondent à l'écart entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et les variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, une perte de 462 millions de dollars était attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux actifs et passifs encore détenus et il n'y a eu aucune variation importante de la mesure dans laquelle les dérivés de crédit ou les instruments similaires limitaient l'exposition maximale au risque de crédit.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2020					31 octobre 2019				
	Évaluation à la juste valeur selon le Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Ajustements de compensation	Juste valeur
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	23 808 \$	– \$		\$ 23 808 \$	– \$	22 283 \$	– \$		\$ 22 283 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	19 785	5 714	–		25 499	14 655	5 474	–		20 129
Provinces et municipalités	–	12 603	–		12 603	–	11 282	–		11 282
États, municipalités et organismes américains (1)	1 227	37 265	46		38 538	2 050	39 584	58		41 692
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	5 251	2 819	–		8 070	2 786	3 710	–		6 496
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	59	–		59	–	482	–		482
Titres adossés à des actifs	–	382	2		384	–	1 333	2		1 335
Titres non garantis par des créances	–					–				
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	20 514	31		20 545	1	23 643	21		23 665
Titres de participation	36 398	2 199	1 238		39 835	38 309	1 925	1 219		41 453
	62 661	81 555	1 317		145 533	57 801	87 433	1 300		146 534
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	227	1 279	–		1 506	–	657	–		657
Provinces et municipalités	–	5 149	–		5 149	–	2 898	–		2 898
États, municipalités et organismes américains (1)	2 028	41 833	–		43 861	210	20 666	–		20 876
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	654	8 674	–		9 328	–	4 251	–		4 251
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 476	24		2 500	–	2 675	27		2 702
Titres adossés à des actifs	–	7 455	–		7 455	–	7 300	–		7 300
TGC (3)	–	869	–		869	–	849	–		849
Titres non garantis par des créances	–					–				
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	24 270	162		24 432	–	17 537	153		17 690
Titres de participation	39	128	337		504	42	127	294		463
	2 948	92 133	523		95 604	252	56 960	474		57 686
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	254 124	–		254 124	–	246 068	–		246 068
Prêts	–	8 363	1 215		9 578	–	9 294	680		9 974
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	62 384	610		62 994	1	46 095	349		46 445
Contrats de change	–	75 892	85		75 977	–	40 768	48		40 816
Dérivés de crédit	–	490	–		490	–	169	–		169
Autres contrats	3 682	16 454	39		20 175	2 852	12 674	11		15 537
Ajustements d'évaluation	–	(1 220)	2		(1 218)	–	(712)	15		(697)
Total des dérivés, montant brut	3 682	154 000	736		158 418	2 853	98 994	423		102 270
Ajustements de compensation				(1 040)	(1 040)				(710)	(710)
Total des dérivés					157 378					101 560
Autres actifs	1 256	1 997	52		3 305	1 119	1 960	77		3 156
	70 547 \$	615 980 \$	3 843 \$	(1 040)	\$ 689 330 \$	62 025 \$	522 992 \$	2 954 \$	(710)	\$ 587 261 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	16 457 \$	192 \$		\$ 16 649 \$	– \$	17 378 \$	156 \$		\$ 17 534 \$
Entreprises et gouvernements	–	120 610	–		120 610	–	111 540	–		111 540
Banques	–	10 202	–		10 202	–	3 032	–		3 032
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	21 217	15 624	–		36 841	20 512	14 557	–		35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	255 493	–		255 493	–	218 612	–		218 612
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	54 967	1 175		56 142	–	39 165	934		40 099
Contrats de change	–	76 430	40		76 470	–	40 183	27		40 210
Dérivés de crédit	–	579	–		579	–	282	–		282
Autres contrats	5 007	18 214	268		23 489	2 675	15 776	206		18 657
Ajustements d'évaluation	–	(151)	(10)		(161)	–	12	(7)		5
Total des dérivés, montant brut	5 007	150 039	1 473		156 519	2 675	95 418	1 160		99 253
Ajustements de compensation				(1 040)	(1 040)				(710)	(710)
Total des dérivés					155 479					98 543
Autres passifs	46	23	38		107	102	(1 280)	60		(1 118)
	26 270 \$	568 448 \$	1 703 \$	(1 040)	\$ 595 381 \$	23 289 \$	459 257 \$	1 376 \$	(710)	\$ 483 212 \$

(1) Au 31 juillet 2020, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 17 635 millions de dollars et à 1 million de dollars (22 365 millions et néant au 31 octobre 2019), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 9 814 millions et à 2 153 millions (6 474 millions et 2 046 millions au 31 octobre 2019).

(2) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2020, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2019.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	54 \$	– \$	(2)\$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	46 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	19	–	–	–	–	12	–	31	–
Titres de participation	1 256	(23)	(32)	55	(21)	2	1	1 238	(2)
	1 331	(23)	(34)	55	(27)	14	1	1 317	(2)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	(4)	–	–	–	–	24	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	165	–	(3)	–	–	–	–	162	s.o.
Titres de participation	333	–	4	–	–	–	–	337	s.o.
	526	–	(3)	–	–	–	–	523	s.o.
Prêts	994	58	9	62	(11)	176	(73)	1 215	21
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(596)	23	(1)	11	–	–	(2)	(565)	21
Contrats de change	66	(23)	–	6	–	(3)	(1)	45	(22)
Autres contrats	(326)	58	5	(53)	14	(25)	98	(229)	89
Ajustements d'évaluation	10	–	–	–	2	–	–	12	–
Autres actifs	49	9	(2)	–	(4)	–	–	52	9
	2 054 \$	102 \$	(26)\$	81 \$	(26)\$	162 \$	23 \$	2 370 \$	116 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(163)\$	(17)\$	2 \$	(40)\$	4 \$	(28)\$	50 \$	(192)\$	(16)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(36)	(5)	1	–	2	–	–	(38)	(5)
	(199)\$	(22)\$	3 \$	(40)\$	6 \$	(28)\$	50 \$	(230)\$	(21)\$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	67 \$	– \$	(1)\$	– \$	(2)\$	– \$	– \$	64 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	4	–	–	–	(2)	–	–	2	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	–	–	–	–	–	–	21	–
Titres de participation	1 107	(20)	(12)	76	(34)	20	(1)	1 136	(9)
	1 199	(20)	(13)	76	(38)	20	(1)	1 223	(8)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	(1)	–	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	146	–	5	–	1	–	–	152	s.o.
Titres de participation	296	–	(6)	5	(2)	–	–	293	s.o.
	470	–	(2)	5	(1)	–	–	472	s.o.
Prêts	759	9	–	276	(474)	2	(4)	568	(3)
Autres									
Solde nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(585)	16	–	(2)	(5)	(9)	4	(581)	(4)
Contrats de change	17	(14)	(20)	2	1	2	–	(12)	4
Autres contrats	(190)	10	4	(48)	12	2	7	(203)	5
Ajustements d'évaluation	6	–	–	–	1	–	–	7	–
Autres actifs	66	13	(1)	–	(3)	–	–	75	13
	1 742 \$	14 \$	(32)\$	309 \$	(507)\$	17 \$	6 \$	1 549 \$	7 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(192)\$	(5)\$	1 \$	(16)\$	16 \$	(13)\$	149 \$	(60)\$	4 \$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(56)	(7)	1	–	3	–	–	(59)	(7)
	(248)\$	(12)\$	2 \$	(16)\$	19 \$	(13)\$	149 \$	(119)\$	(3)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : États, municipalités et organismes américains	58 \$	– \$	2 \$	– \$	(14)\$	– \$	– \$	46 \$	– \$
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	(1)	–	–	(1)	12	–	31	–
Titres de participation	1 219	(101)	15	173	(68)	2	(2)	1 238	(41)
	1 300	(102)	17	173	(83)	14	(2)	1 317	(41)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(3)	–	–	–	–	24	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	153	–	8	1	–	–	–	162	s.o.
Titres de participation	294	–	40	4	(1)	–	–	337	s.o.
	474	–	45	5	(1)	–	–	523	s.o.
Prêts	680	77	9	552	(510)	516	(109)	1 215	(46)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)	(585)	(87)	(3)	(28)	8	34	96	(565)	(30)
Contrats de taux d'intérêt	21	17	1	22	–	(8)	(8)	45	9
Contrats de change	(195)	(36)	(2)	(127)	21	(58)	168	(229)	12
Autres contrats	22	–	–	–	(10)	–	–	12	–
Ajustements d'évaluation	77	(10)	2	–	(17)	–	–	52	(11)
Autres actifs									
	1 794 \$	(141)\$	69 \$	597 \$	(592)\$	498 \$	145 \$	2 370 \$	(107)\$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(156)\$	69 \$	(2)\$	(253)\$	22 \$	(110)\$	238 \$	(192)\$	67 \$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(60)	7	(2)	4	13	–	–	(38)	7
	(216)\$	76 \$	(4)\$	(249)\$	35 \$	(110)\$	238 \$	(230)\$	74 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	66 \$	(1)\$	1 \$	– \$	(2)\$	– \$	– \$	64 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	110	15	–	–	(123)	–	–	2	3
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	1	–	–	(1)	–	–	21	–
Titres de participation	1 148	(67)	4	226	(212)	38	(1)	1 136	(26)
	1 345	(52)	5	226	(338)	38	(1)	1 223	(23)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	27	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	192	(3)	18	–	(55)	–	–	152	s.o.
Titres de participation	237	–	14	5	37	–	–	293	s.o.
	429	(3)	32	32	(18)	–	–	472	s.o.
Prêts	551	38	2	588	(478)	55	(188)	568	18
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(504)	(79)	–	(195)	219	(6)	(16)	(581)	(41)
Contrats de change	21	(20)	(11)	3	1	1	(7)	(12)	4
Autres contrats	(84)	90	1	(63)	2	(37)	(112)	(203)	79
Ajustements d'évaluation	1	–	–	–	6	–	–	7	–
Autres actifs	65	23	–	–	(13)	–	–	75	23
	1 824 \$	(3)\$	29 \$	591 \$	(619)\$	51 \$	(324)\$	1 549 \$	60 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(390)\$	(39)\$	– \$	(49)\$	27 \$	(138)\$	529 \$	(60)\$	(1)\$
Entreprises et gouvernements	5	–	–	–	–	–	(5)	–	–
Autres									
Autres passifs	(68)	(12)	(1)	1	21	–	–	(59)	(10)
	(453)\$	(51)\$	(1)\$	(48)\$	48 \$	(138)\$	524 \$	(119)\$	(11)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres de placement de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 (profits de 6 millions au 31 juillet 2019) et des profits de 30 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 (profits de 35 millions au 31 juillet 2019) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2020 comprenait des actifs dérivés de 736 millions de dollars (476 millions au 31 juillet 2019) et des passifs dérivés de 1 473 millions (1 265 millions au 31 juillet 2019).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 268 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, les transferts importants depuis le niveau 2 vers le niveau 1 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 937 millions de dollars.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient ce qui suit :

- des prêts de 176 millions de dollars attribuables à un changement dans l'importance des données non observables.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient ce qui suit :

- d'autres contrats de 98 millions de dollars composés de 5 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et 103 millions de dollars de passifs liés aux dérivés attribuables à un changement dans l'importance des données non observables.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 663 \$	3 210 \$	7 084 \$	8 997 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	213	298	827	857
Instruments financiers évalués au coût amorti	6 080	7 102	19 509	21 037
	7 956	10 610	27 420	30 891
Charge d'intérêt (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (3)	1 112 \$	2 808 \$	5 107 \$	7 905 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti (4)	1 705	2 784	6 488	8 348
	2 817	5 592	11 595	16 253
Revenu net d'intérêt (3)	5 139 \$	5 018 \$	15 825 \$	14 638 \$

- (1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, revenu d'intérêt de 133 millions de dollars (123 millions au 31 juillet 2019) et charge d'intérêt de 2 millions (1 million au 31 juillet 2019); pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, revenu d'intérêt de 388 millions de dollars (366 millions au 31 juillet 2019) et charge d'intérêt de 5 millions (3 millions au 31 juillet 2019).
- (2) Inclut un revenu de dividende de 811 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 (614 millions au 31 juillet 2019) et un revenu de dividende de 2 033 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020 (1 508 millions au 31 juillet 2019), présentés à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.
- (3) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation sont présentés dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.
- (4) Inclut une charge d'intérêt sur les obligations locatives liée à l'adoption d'IFRS 16 qui s'élève à 31 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 et à 94 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2020				31 octobre 2019			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral ⁽³⁾	1 501 \$	5 \$	– \$	1 506 \$	655 \$	3 \$	(1) \$	657 \$
Provinces et municipalités	4 971	178	–	5 149	2 878	43	(23)	2 898
États, municipalités et organismes américains ⁽³⁾	43 918	376	(433)	43 861	20 787	215	(126)	20 876
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	9 323	10	(5)	9 328	4 254	2	(5)	4 251
Titres adossés à des créances hypothécaires ⁽³⁾	2 567	9	(76)	2 500	2 709	1	(8)	2 702
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 607	8	(160)	7 455	7 334	1	(35)	7 300
Titres non garantis par des créances	888	–	(19)	869	847	4	(2)	849
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	24 361	81	(10)	24 432	17 655	45	(10)	17 690
Titres de participation	252	256	(4)	504	248	218	(3)	463
	95 388 \$	923 \$	(707) \$	95 604 \$	57 367 \$	532 \$	(213) \$	57 686 \$

- (1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 49 376 millions de dollars au 31 juillet 2020 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (44 784 millions au 31 octobre 2019).
- (2) Les gains et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de 17 millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2020 ((3) millions au 31 octobre 2019) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.
- (3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 224 millions de dollars, à néant, à 71 millions et à 2 153 millions au 31 juillet 2020 (2 051 millions, 1 million, 6 millions et 2 046 millions au 31 octobre 2019).

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2020				le 31 juillet 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	23 \$	– \$	– \$	23 \$	5 \$	– \$	(4) \$	1 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	4	–	–	4	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	(7)	–	–	(7)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	1	(2)	(2)	–	–	(2)	(2)
Écart de change et autres	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	18 \$	1 \$	(2) \$	17 \$	5 \$	– \$	(6) \$	(1) \$

Note 4 Titres (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2020				le 31 juillet 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	4 \$	– \$	(7) \$	(3) \$	4 \$	7 \$	– \$	11 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	15	–	–	15	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	(9)	–	–	(9)	(2)	(7)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	8	1	6	15	(1)	–	(6)	(7)
Écart de change et autres	–	–	(1)	(1)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	18 \$	1 \$	(2) \$	17 \$	5 \$	– \$	(6) \$	(1) \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2020				le 31 juillet 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	9 \$	20 \$	– \$	29 \$	7 \$	23 \$	– \$	30 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	1	–	–	1	–	(3)	–	(3)
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	10 \$	19 \$	– \$	29 \$	7 \$	21 \$	– \$	28 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2020				le 31 juillet 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	19 \$	– \$	24 \$	6 \$	32 \$	– \$	38 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	6	–	–	6	6	–	–	6
Ventes et arrivées à échéance	(2)	–	–	(2)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	1	1	–	2	(3)	(13)	–	(16)
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	(1)	2	–	1
Solde à la fin de la période	10 \$	19 \$	– \$	29 \$	7 \$	21 \$	– \$	28 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2020				31 octobre 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	94 419 \$	89 \$	– \$	94 508 \$	56 671 \$	1 \$	– \$	56 672 \$
Qualité inférieure	433	1	–	434	400	1	–	401
Titres dépréciés	–	–	159	159	–	–	150	150
	94 852 \$	90 \$	159 \$	95 101 \$	57 071 \$	2 \$	150 \$	57 223 \$
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				503				463
				95 604				57 686
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	48 435 \$	– \$	– \$	48 435 \$	43 681 \$	46 \$	– \$	43 727 \$
Qualité inférieure	605	365	–	970	695	386	–	1 081
	49 040 \$	365 \$	– \$	49 405 \$	44 376 \$	432 \$	– \$	44 808 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit	10	19	–	29	5	19	–	24
Coût amorti	49 030 \$	346 \$	– \$	49 376 \$	44 371 \$	413 \$	– \$	44 784 \$

(1) Comprend des titres dépréciés acquis de 159 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2019).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit**Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 juillet 2020					le 31 juillet 2019				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	484 \$	62 \$	(7)\$	(8)\$	531 \$	395 \$	29 \$	(10)\$	(5)\$	409 \$
Prêts aux particuliers	1 258	166	(111)	(12)	1 301	922	127	(116)	(1)	932
Prêts sur cartes de crédit	1 121	238	(111)	(1)	1 247	790	130	(130)	(1)	789
Prêts aux petites entreprises	107	13	(7)	(4)	109	49	12	(7)	(1)	53
Prêts de gros	2 790	200	(151)	(66)	2 773	1 108	133	(89)	(37)	1 115
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	105	(1)	–	–	104	26	(2)	–	(1)	23
	5 865 \$	678 \$	(387)\$	(91)\$	6 065 \$	3 290 \$	429 \$	(352)\$	(46)\$	3 321 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	5 230 \$				5 509 \$	3 093 \$				3 131 \$
Autres passifs – Dotations	529				445	171				167
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	105				104	26				23
Autres composantes des capitaux propres	1				7	–				–

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Pour les périodes de neuf mois closes

(en millions de dollars canadiens)	le 31 juillet 2020					le 31 juillet 2019				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	402 \$	181 \$	(23)\$	(29)\$	531 \$	382 \$	60 \$	(30)\$	(3)\$	409 \$
Prêts aux particuliers	935	724	(341)	(17)	1 301	895	398	(346)	(15)	932
Prêts sur cartes de crédit	832	808	(392)	(1)	1 247	760	405	(375)	(1)	789
Prêts aux petites entreprises	61	77	(24)	(5)	109	51	25	(20)	(3)	53
Prêts de gros	1 165	1 962	(259)	(95)	2 773	979	495	(305)	(54)	1 115
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	24	81	–	(1)	104	21	3	–	(1)	23
	3 419 \$	3 833 \$	(1 039)\$	(148)\$	6 065 \$	3 088 \$	1 386 \$	(1 076)\$	(77)\$	3 321 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 100 \$				5 509 \$	2 912 \$				3 131 \$
Autres passifs – Dotations	295				445	154				167
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	24				104	21				23
Autres composantes des capitaux propres	–				7	1				–

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2020				le 31 juillet 2019			
	Productifs	Dépréciés		Total	Productifs	Dépréciés		Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3		Stade 1	Stade 2	Stade 3	
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	114 \$	223 \$	147 \$	484 \$	140 \$	63 \$	192 \$	395 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	56	(50)	(6)	–	21	(16)	(5)	–
Transferts vers le stade 2	(5)	8	(3)	–	(4)	4	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(11)	11	–	(1)	(6)	7	–
Originations	24	–	–	24	12	–	–	12
Arrivées à échéance	(4)	(4)	–	(8)	(4)	(3)	–	(7)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(26)	61	11	46	(19)	28	15	24
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(12)	(12)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	(2)	(4)	(2)	(8)	(1)	–	(4)	(5)
Solde à la fin de la période	157 \$	223 \$	151 \$	531 \$	144 \$	70 \$	195 \$	409 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	343 \$	757 \$	158 \$	1 258 \$	238 \$	555 \$	129 \$	922 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	110	(109)	(1)	–	154	(154)	–	–
Transferts vers le stade 2	(25)	25	–	–	(20)	20	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(16)	16	–	–	(41)	41	–
Originations	27	–	–	27	27	–	–	27
Arrivées à échéance	(12)	(26)	–	(38)	(8)	(30)	–	(38)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(43)	146	74	177	(148)	210	76	138
Sorties du bilan	–	–	(141)	(141)	–	–	(148)	(148)
Recouvrements	–	–	30	30	–	–	32	32
Écart de change et autres	1	(1)	(12)	(12)	–	–	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	401 \$	776 \$	124 \$	1 301 \$	243 \$	560 \$	129 \$	932 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	246 \$	875 \$	– \$	1 121 \$	166 \$	624 \$	– \$	790 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	84	(84)	–	–	116	(116)	–	–
Transferts vers le stade 2	(23)	23	–	–	(19)	19	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(101)	102	–	–	(88)	88	–
Originations	1	–	–	1	1	–	–	1
Arrivées à échéance	(2)	(8)	–	(10)	(2)	(8)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	26	212	9	247	(94)	191	42	139
Sorties du bilan	–	–	(143)	(143)	–	–	(167)	(167)
Recouvrements	–	–	32	32	–	–	37	37
Écart de change et autres	(1)	–	–	(1)	1	(2)	–	(1)
Solde à la fin de la période	330 \$	917 \$	– \$	1 247 \$	169 \$	620 \$	– \$	789 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	56 \$	21 \$	30 \$	107 \$	15 \$	17 \$	17 \$	49 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	5	(5)	–	–	5	(5)	–	–
Transferts vers le stade 2	(2)	2	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	–	1	–	–	(3)	3	–
Originations	4	–	–	4	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(2)	(3)	–	(5)	(1)	(2)	–	(3)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(6)	7	13	14	(4)	9	8	13
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	(1)	(1)	(2)	(4)	–	–	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	53 \$	21 \$	35 \$	109 \$	17 \$	16 \$	20 \$	53 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	1 246 \$	807 \$	737 \$	2 790 \$	293 \$	358 \$	457 \$	1 108 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	6	(5)	(1)	–	35	(34)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(111)	112	(1)	–	(8)	9	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(11)	(47)	58	–	(2)	(15)	17	–
Originations	206	–	–	206	55	12	–	67
Arrivées à échéance	(233)	(100)	–	(333)	(39)	(39)	–	(78)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(38)	250	115	327	(51)	86	109	144
Sorties du bilan	–	–	(163)	(163)	–	–	(101)	(101)
Recouvrements	–	–	12	12	–	–	12	12
Écart de change et autres	(19)	(13)	(34)	(66)	(3)	(2)	(32)	(37)
Solde à la fin de la période	1 046 \$	1 004 \$	723 \$	2 773 \$	280 \$	375 \$	460 \$	1 115 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2020				le 31 juillet 2019			
	Productifs	Dépréciés		Total	Productifs	Dépréciés		Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3		Stade 1	Stade 2	Stade 3	
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	146 \$	77 \$	179 \$	402 \$	142 \$	64 \$	176 \$	382 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	116	(89)	(27)	—	64	(52)	(12)	—
Transferts vers le stade 2	(31)	37	(6)	—	(9)	11	(2)	—
Transferts vers le stade 3	(2)	(26)	28	—	(2)	(24)	26	—
Originations	51	—	—	51	35	—	—	35
Arrivées à échéance	(11)	(11)	—	(22)	(10)	(6)	—	(16)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(110)	249	13	152	(76)	77	40	41
Sorties du bilan	—	—	(31)	(31)	—	—	(34)	(34)
Recouvrements	—	—	8	8	—	—	4	4
Écart de change et autres	(2)	(14)	(13)	(29)	—	—	(3)	(3)
Solde à la fin de la période	157 \$	223 \$	151 \$	531 \$	144 \$	70 \$	195 \$	409 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	272 \$	520 \$	143 \$	935 \$	242 \$	512 \$	141 \$	895 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	339	(335)	(4)	—	428	(422)	(6)	—
Transferts vers le stade 2	(81)	82	(1)	—	(66)	67	(1)	—
Transferts vers le stade 3	(2)	(55)	57	—	(1)	(125)	126	—
Originations	80	—	—	80	73	1	—	74
Arrivées à échéance	(35)	(73)	—	(108)	(20)	(87)	—	(107)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(174)	639	287	752	(414)	614	231	431
Sorties du bilan	—	—	(438)	(438)	—	—	(440)	(440)
Recouvrements	—	—	97	97	—	—	94	94
Écart de change et autres	2	(2)	(17)	(17)	1	—	(16)	(15)
Solde à la fin de la période	401 \$	776 \$	124 \$	1 301 \$	243 \$	560 \$	129 \$	932 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	173 \$	659 \$	— \$	832 \$	161 \$	599 \$	— \$	760 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	319	(319)	—	—	344	(344)	—	—
Transferts vers le stade 2	(70)	70	—	—	(58)	58	—	—
Transferts vers le stade 3	(2)	(283)	285	—	(1)	(251)	252	—
Originations	6	—	—	6	3	—	—	3
Arrivées à échéance	(7)	(22)	—	(29)	(4)	(19)	—	(23)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(88)	812	107	831	(276)	578	123	425
Sorties du bilan	—	—	(490)	(490)	—	—	(478)	(478)
Recouvrements	—	—	98	98	—	—	103	103
Écart de change et autres	(1)	—	—	(1)	—	(1)	—	(1)
Solde à la fin de la période	330 \$	917 \$	— \$	1 247 \$	169 \$	620 \$	— \$	789 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	29 \$	10 \$	22 \$	61 \$	17 \$	16 \$	18 \$	51 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	10	(10)	—	—	16	(16)	—	—
Transferts vers le stade 2	(5)	5	—	—	(2)	2	—	—
Transferts vers le stade 3	(1)	(1)	2	—	—	(8)	8	—
Originations	12	—	—	12	7	—	—	7
Arrivées à échéance	(5)	(4)	—	(9)	(3)	(6)	—	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	14	22	38	74	(18)	28	17	27
Sorties du bilan	—	—	(29)	(29)	—	—	(26)	(26)
Recouvrements	—	—	5	5	—	—	6	6
Écart de change et autres	(1)	(1)	(3)	(5)	—	—	(3)	(3)
Solde à la fin de la période	53 \$	21 \$	35 \$	109 \$	17 \$	16 \$	20 \$	53 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	281 \$	396 \$	488 \$	1 165 \$	274 \$	340 \$	365 \$	979 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	72	(69)	(3)	—	113	(103)	(10)	—
Transferts vers le stade 2	(156)	158	(2)	—	(25)	28	(3)	—
Transferts vers le stade 3	(13)	(92)	105	—	(5)	(48)	53	—
Originations	685	—	—	685	182	39	—	221
Arrivées à échéance	(310)	(195)	—	(505)	(128)	(118)	—	(246)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	500	812	470	1 782	(130)	235	415	520
Sorties du bilan	—	—	(299)	(299)	—	—	(337)	(337)
Recouvrements	—	—	40	40	—	—	32	32
Écart de change et autres	(13)	(6)	(76)	(95)	(1)	2	(55)	(54)
Solde à la fin de la période	1 046 \$	1 004 \$	723 \$	2 773 \$	280 \$	375 \$	460 \$	1 115 \$

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés et aux notes 2 et 5 de notre rapport annuel 2019.

La pandémie de COVID-19 a eu de fortes répercussions sur nos perspectives économiques, dont le degré d'incertitude est plus élevé que d'habitude en raison de la rapidité à laquelle la situation évolue. Notre correction de valeur pour pertes de crédit reflète nos perspectives économiques en date du 31 juillet 2020. Les changements ultérieurs à ces prévisions, ainsi que les estimations connexes, seront pris en compte dans la correction de valeur pour pertes de crédit des prochaines périodes.

Notre scénario de base reflète un repli marqué de l'activité économique au deuxième trimestre continuant graduellement d'être, lequel devrait être suivi d'une reprise partielle au deuxième semestre, à mesure que les contraintes liées au confinement continuent graduellement d'être levées. La reprise devrait être graduelle et, à la fin de l'année civile 2020, le taux de chômage devrait encore être supérieur aux creux enregistrés avant la crise.

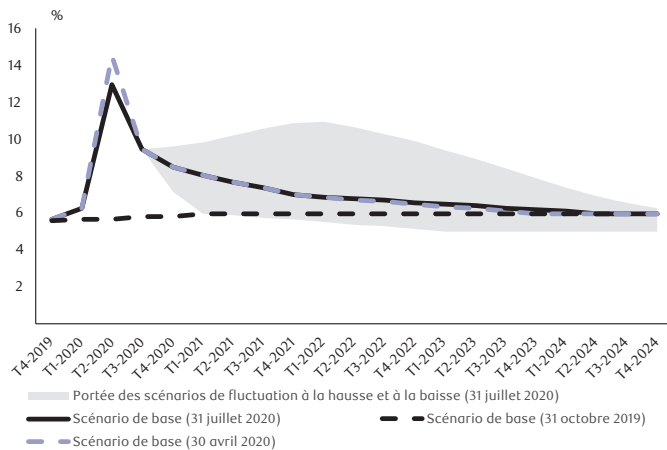
Les scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité d'une prolongation accrue de la reprise et de vagues futures, ainsi qu'une détérioration des conditions sur une période allant jusqu'à deux ans, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique supérieure à celle prévue dans le scénario de base pour les deux premières années, sans autre intervention de la politique monétaire, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

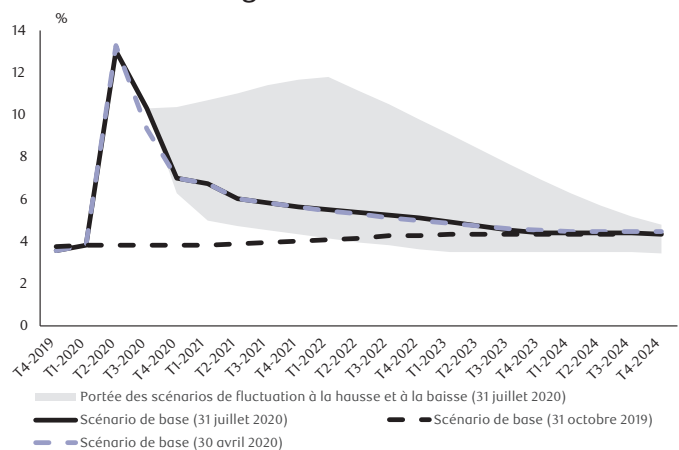
- **Taux de chômage** – Le taux de chômage trimestriel moyen a atteint un sommet de 13,0 % au Canada et aux États-Unis au dernier trimestre. Les prévisions pour le troisième trimestre civil de 2020 laissent entrevoir une amélioration dans les deux pays, avec des taux de chômage respectifs de 9,5 % et de 10,3 %. Pour le reste de l'année, nous prévoyons que les taux de chômage demeureront élevés, l'amélioration devant se poursuivre par la suite.

Taux de chômage au Canada (1)



(1) Représente le taux de chômage trimestriel moyen sur la période.

Taux de chômage aux États-Unis (1)



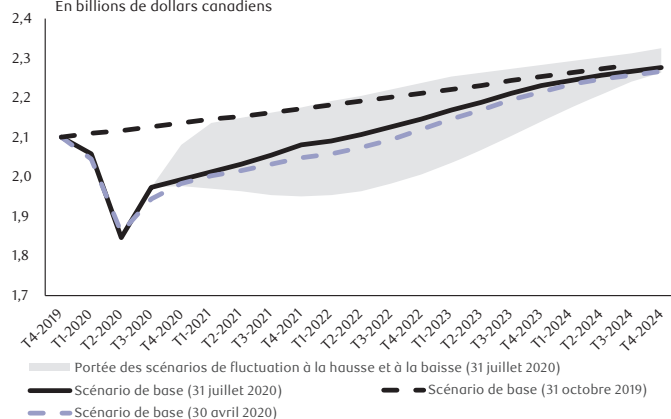
(1) Représente le taux de chômage trimestriel moyen sur la période.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

- **Produit intérieur brut (PIB)** – Le PIB du Canada et le PIB des États-Unis ont plongé à des creux historiques au deuxième trimestre civil de 2020, s'inscrivant respectivement à 12,1 % et à 11,4 % en deçà des valeurs maximales atteintes au quatrième trimestre civil de 2019. Selon nos prévisions, le PIB du troisième trimestre civil de 2020 devrait être de 6,2 % inférieur au niveau du quatrième trimestre de 2019 au Canada, et de 7,2 % inférieur à ce niveau aux États-Unis. Nous prévoyons que le PIB demeurera sous les niveaux de 2019 pendant le reste de l'année, l'amélioration devant se poursuivre par la suite.

PIB réel du Canada (1)

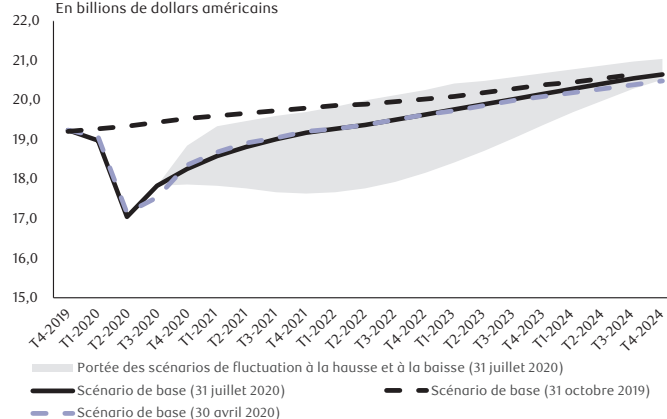
En billions de dollars canadiens



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012.

PIB réel des États-Unis (1)

En billions de dollars américains



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient rebondir par rapport au creux d'avril 2020 pour atteindre une moyenne de 42 \$ le baril pour les 12 prochains mois et une moyenne de 48 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse varient de 22 \$ à 48 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 35 \$ à 49 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2019, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 59 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 68 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient fléchir de 4,1 % au cours des 12 prochains mois et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,8 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (29,6) % à 6,1 % pour les 12 prochains mois et de 2,3 % à 11,1 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2019, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 4,5 % pour les 12 prochains mois et de 4,7 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Comme il est indiqué ci-dessus, notre scénario de base prend en compte un environnement en période de tensions au 31 juillet 2020, ce qui reflète les conditions de marché actuelles. Lors de l'établissement de notre correction de valeur pour pertes de crédit selon IFRS 9, nous avons réévalué la pondération de nos scénarios afin d'accroître la pondération de notre scénario de base par rapport au 31 octobre 2019. La possibilité que la période de reprise soit plus longue, ce qui inclut la possibilité de fluctuations futures, a été prise en compte dans la pondération de nos scénarios, et un jugement expert en matière de crédit a été appliqué aux résultats du modèle pondéré. Comme la pondération du scénario de base en période de tensions demeure plus importante par rapport au 31 octobre 2019, les scénarios à la baisse supplémentaires n'ont pas eu d'incidence significative sur la correction de valeur pour pertes de crédit.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2020				31 octobre 2019			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	249 099 \$	15 099 \$	– \$	264 198 \$	238 377 \$	6 764 \$	– \$	245 141 \$
Risque moyen	13 961	1 776	–	15 737	14 033	1 347	–	15 380
Risque élevé	3 767	2 141	–	5 908	2 843	2 722	–	5 565
Non notés (1)	42 624	940	–	43 564	40 030	726	–	40 756
Dépréciés	–	–	677	677	–	–	732	732
	309 451	19 956	677	330 084	295 283	11 559	732	307 574
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				256				517
Total				330 340				308 091
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	69 576 \$	2 067 \$	– \$	71 643 \$	71 619 \$	1 944 \$	– \$	73 563 \$
Risque moyen	3 837	4 669	–	8 506	5 254	3 011	–	8 265
Risque élevé	729	1 599	–	2 328	843	1 874	–	2 717
Non notés (1)	7 226	131	–	7 357	7 293	105	–	7 398
Dépréciés	–	–	308	308	–	–	307	307
Total	81 368	8 466	308	90 142	85 009	6 934	307	92 250
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	11 703 \$	81 \$	– \$	11 784 \$	13 840 \$	103 \$	– \$	13 943 \$
Risque moyen	1 582	2 414	–	3 996	2 250	1 827	–	4 077
Risque élevé	122	1 222	–	1 344	137	1 432	–	1 569
Non notés (1)	498	53	–	551	677	45	–	722
Total	13 905	3 770	–	17 675	16 904	3 407	–	20 311
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	2 166 \$	198 \$	– \$	2 364 \$	2 200 \$	107 \$	– \$	2 307 \$
Risque moyen	2 006	838	–	2 844	2 163	563	–	2 726
Risque élevé	155	217	–	372	138	196	–	334
Non notés (1)	10	–	–	10	10	–	–	10
Dépréciés	–	–	98	98	–	–	57	57
Total	4 337	1 253	98	5 688	4 511	866	57	5 434
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	211 554 \$	2 817 \$	– \$	214 371 \$	196 743 \$	1 894 \$	– \$	198 637 \$
Risque moyen	9 588	259	–	9 847	8 251	246	–	8 497
Risque élevé	1 043	159	–	1 202	851	208	–	1 059
Non notés (1)	5 529	128	–	5 657	5 861	146	–	6 007
Total	227 714	3 363	–	231 077	211 706	2 494	–	214 200
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	52 885 \$	523 \$	– \$	53 408 \$	47 133 \$	97 \$	– \$	47 230 \$
Qualité inférieure	116 521	29 298	–	145 819	119 778	11 940	–	131 718
Non notés (1)	6 914	421	–	7 335	5 862	320	–	6 182
Dépréciés	–	–	2 719	2 719	–	–	1 829	1 829
	176 320	30 242	2 719	209 281	172 773	12 357	1 829	186 959
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				8 324				8 911
Total				217 605				195 870
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	240 929 \$	3 007 \$	– \$	243 936 \$	222 819 \$	18 \$	– \$	222 837 \$
Qualité inférieure	83 919	23 633	–	107 552	96 191	9 007	–	105 198
Non notés (1)	3 556	–	–	3 556	3 986	–	–	3 986
Total	328 404	26 640	–	355 044	322 996	9 025	–	332 021

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Prêts en souffrance mais non douteux (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2020				31 octobre 2019			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 119 \$	686 \$	171 \$	2 976 \$	3 173 \$	1 369 \$	186 \$	4 728 \$
Prêts de gros	2 332	543	14	2 889	1 543	460	3	2 006
	4 451 \$	1 229 \$	185 \$	5 865 \$	4 716 \$	1 829 \$	189 \$	6 734 \$

(1) Les prêts visés par nos programmes de report de versements offerts pour aider les clients à surmonter les défis liés à la COVID-19 ont été reclassés chronologiquement pour devenir productifs, et ce statut sera maintenu tout au long de la période de report. Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Modifications de prêts

Nous avons mis en œuvre des programmes pour aider les clients à surmonter les défis associés à la COVID-19, notamment des reports de versements, des réductions de taux d'intérêt, des dérogations aux clauses restrictives, des refinancements ou des restructurations du crédit. Dans certains cas, les modalités initiales du prêt connexe ont été renégociées ou autrement modifiées, ce qui a donné lieu à un changement des conditions contractuelles des prêts ayant des répercussions sur les flux de trésorerie contractuels. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, le coût amorti des prêts dont les conditions contractuelles ont été modifiées pendant le stade 2 ou le stade 3 au cours du trimestre clos avant la date de modification s'est élevé à 8 213 millions de dollars, ce qui n'a entraîné aucune perte importante liée à la modification. La valeur comptable brute des prêts transférés au stade 1 dont les conditions contractuelles avaient préalablement été modifiées alors qu'ils étaient au stade 2 ou au stade 3 était négligeable pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2020				31 octobre 2019			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	174 116 \$	59 138 \$	103 942 \$	337 196 \$	143 958 \$	49 806 \$	100 968 \$	294 732 \$
Entreprises et gouvernements	303 596	15 178	321 510	640 284	253 113	13 867	298 502	565 482
Banques	11 658	1 054	26 966	39 678	8 363	920	16 508	25 791
	489 370 \$	75 370 \$	452 418 \$	1 017 158 \$	405 434 \$	64 593 \$	415 978 \$	886 005 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	116 310 \$	7 211 \$	279 \$	123 800 \$	93 163 \$	5 692	137	98 992 \$
États-Unis	40 280	–	–	40 280	34 632	–	–	34 632
Europe (5)	607	–	–	607	760	–	–	760
Autres pays	7 295	–	–	7 295	5 225	5	–	5 230
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	275 523	18 190	342 387	636 100	228 386	15 306	333 118	576 810
États-Unis	6 835	49 208	54 815	110 858	4 704	39 626	41 776	86 106
Europe (5)	34 983	761	40 238	75 982	33 073	825	30 090	63 988
Autres pays	7 537	–	14 699	22 236	5 491	3 139	10 857	19 487
	489 370 \$	75 370 \$	452 418 \$	1 017 158 \$	405 434 \$	64 593 \$	415 978 \$	886 005 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2020, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 363 milliards de dollars, 33 milliards, 54 milliards et 36 milliards (321 milliards, 23 milliards, 45 milliards et 31 milliards au 31 octobre 2019, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2020	31 octobre 2019
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	148 622 \$	94 585 \$
De 3 à 6 mois	45 552	62 814
De 6 à 12 mois	97 289	92 507
De 1 à 2 ans	36 443	50 055
De 2 à 3 ans	28 956	31 852
De 3 à 4 ans	35 142	31 373
De 4 à 5 ans	24 658	21 130
Plus de 5 ans	35 756	31 662
	452 418 \$	415 978 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	415 000 \$	379 000 \$

Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Coûts des services rendus au cours de la période	92 \$	74 \$	13 \$	10 \$
Coûts des services passés	–	–	5	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	4	(5)	14	16
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	5	4
Frais administratifs	4	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	100 \$	73 \$	37 \$	30 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	56	50	–	–
	156 \$	123 \$	37 \$	30 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Coûts des services rendus au cours de la période	275 \$	222 \$	36 \$	29 \$
Coûts des services passés	–	–	5	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	14	(15)	44	49
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	9	10
Frais administratifs	13	12	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	302 \$	219 \$	94 \$	88 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	174	161	–	–
	476 \$	380 \$	94 \$	88 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières ⁽²⁾	1 587 \$	932 \$	147 \$	63 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(7)	(3)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(977)	(203)	–	–
	610 \$	729 \$	140 \$	60 \$

Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (suite)

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
(en millions de dollars canadiens)				
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières ⁽²⁾	1 625 \$	2 192 \$	148 \$	180 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(9)	(6)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(1 000)	(921)	–	–
	625 \$	1 271 \$	139 \$	174 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 8 Impôt sur le résultat*Avis de cotisation et contrôles fiscaux*

Au cours du troisième trimestre, nous avons reçu des lettres de proposition (les propositions) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) relativement à l'année d'imposition 2015, lesquelles suggèrent que la Banque Royale du Canada doit un montant d'impôt additionnel d'environ 350 millions de dollars, car la déductibilité de certains dividendes lui a été refusée. Ce montant représente le montant d'impôt additionnel maximum à payer pour cette année. Les propositions sont conformes aux avis de nouvelle cotisation reçus auparavant et décrits à la note 23 de nos états financiers consolidés annuels de 2019. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres**

Le 17 décembre 2019, nous avons racheté contre espèces 200 000 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe/à taux variable et à dividende non cumulatif de série C-2 (les actions privilégiées C-2), pour un prix total, y compris les dividendes cumulés, de 6 millions de dollars américains. Les actions représentatives d'actions étrangères et les actions privilégiées C-2 acquises ont par la suite été annulées. Les actions privilégiées C-2 ne sont pas admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars de billets de capital à recours limité de série 1 (billets LRCN de série 1) au titre desquels le recours se limite aux actifs (actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent de 1 750 millions de dollars de nos actions privilégiées de premier rang de série BQ (actions privilégiées de série BQ) émises parallèlement aux billets LRCN de série 1 au prix de 1 000 \$ chacune.

Les billets se vendent 1 000 \$ chacun et portent intérêt à un taux fixe de 4,5 % par année (versements semestriels) jusqu'au 24 novembre 2025 et, par la suite, à un taux annuel correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 4,137 % jusqu'à l'échéance, le 24 novembre 2080. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du montant du rachat en cas de rachat des billets LRCN de série 1, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 1 ou iv) un cas de défaut à l'égard des billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie, et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiera toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 1.

Les billets LRCN de série 1 sont rachetables à l'échéance ou par anticipation dans la mesure où nous rachetons les actions privilégiées de série BQ à certaines dates de rachat précisées dans les modalités des actions privilégiées de série BQ, et sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF.

Les modalités des actions privilégiées de série BQ et des billets LRCN de série 1 comprennent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui sont nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère la Banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de série 1 seront automatiquement rachetés et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série BQ. Les modalités des actions privilégiées de série BQ comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série BQ sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série BQ

(y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 1 sont des instruments composés qui contiennent à la fois une composante passif et une composante capitaux propres, puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et donnera lieu à l'émission d'actions privilégiées de série BQ. La composante passif des billets a une valeur nominale, de sorte que la totalité du produit reçu a été constatée en tant que capitaux propres.

Débetures subordonnées

Le 6 décembre 2019, nous avons racheté la totalité des 2 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 2,99 % en circulation échéant le 6 décembre 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 23 décembre 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 2,88 % par année jusqu'au 23 décembre 2024, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,89 % jusqu'à leur échéance, le 23 décembre 2029.

Le 4 juin 2020, nous avons racheté la totalité des 1 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,48 % en cours échéant le 4 juin 2025 en contrepartie de la totalité de leur capital majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 30 juin 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 2,088 % par année jusqu'au 30 juin 2025, puis au taux CDOR à trois mois majoré de 1,31 % jusqu'à leur échéance, le 30 juin 2030.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2020		le 31 juillet 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	235	18 \$	545	38 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	—	—	(1 914)	(24)
	235	18 \$	(1 369)	14 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2020		le 31 juillet 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	782	62 \$	1 230	87 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(7 860)	(97)	(5 705)	(70)
	(7 078)	(35)\$	(4 475)	17 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 juillet 2020 et 2019, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2020, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 814 millions de dollars (prix moyen de 103,62 \$ l'action) et la valeur comptable, 97 millions (valeur comptable de 12,34 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 197 millions de dollars (prix moyen de 102,82 \$ l'action) et la valeur comptable, 24 millions (valeur comptable de 12,28 \$ l'action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 556 millions de dollars (prix moyen de 97,36 \$ l'action) et la valeur comptable, 70 millions (valeur comptable de 12,26 \$ l'action).

Obligations sécurisées

RBC Covered Bond Guarantor Limited Partnership (Guarantor LP) est une entité structurée consolidée à laquelle nous transférons périodiquement des prêts hypothécaires afin de soutenir les activités de financement et de nous conformer aux exigences en matière de couverture des actifs en vertu de notre programme d'obligations sécurisées.

Au cours du deuxième trimestre, le BSIF a temporairement accru la limite relative aux programmes d'obligations sécurisées et la Banque du Canada a temporairement élargi l'éventail de garanties admissibles aux termes de son mécanisme de prise en pension à plus d'un jour afin d'accroître les liquidités en raison de la pandémie de COVID-19. Au 31 juillet 2020, le montant total des prêts hypothécaires transférés à Guarantor LP et en cours s'établissait à 112,1 milliards de dollars (53,9 milliards au 31 octobre 2019), ce qui permet d'accroître les liquidités disponibles au titre du programme d'obligations sécurisées, et des obligations sécurisées d'un montant de 46,0 milliards étaient comptabilisées au poste Dépôts de nos bilans consolidés (39,8 milliards au 31 octobre 2019).

Note 10 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019	le 31 juillet 2020	le 31 juillet 2019
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	3 201 \$	3 263 \$	8 191 \$	9 665 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(65)	(66)	(194)	(205)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(4)	–	(6)	(6)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 132	3 197	7 991	9 454
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 422 705	1 434 276	1 424 364	1 435 485
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,20 \$	2,23 \$	5,61 \$	6,59 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 132 \$	3 197 \$	7 991 \$	9 454 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4	11	11
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	3 136	3 201	8 002	9 465
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 422 705	1 434 276	1 424 364	1 435 485
Options sur actions (1)	779	2 056	1 091	2 102
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	757	743	753	740
Actions échangeables (2)	3 536	3 055	3 335	3 172
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 427 777	1 440 130	1 429 543	1 441 499
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,20 \$	2,22 \$	5,60 \$	6,57 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, une moyenne de 2 941 928 options en cours au prix d'exercice moyen de 101,06 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, aucune option en cours n'avait été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020, une moyenne de 2 764 422 options en cours au prix d'exercice moyen de 100,82 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, une moyenne de 765 267 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ avaient été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

(2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

Note 11 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2019, rubrique mise à jour ci-dessous.

Litiges et enquêtes réglementaires relativement au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR)

Le 26 mars 2020, la Banque Royale du Canada et RBC Capital Markets, LLC ont été mises hors de cause relativement à un recours collectif intenté à New York, lequel alléguait qu'il y avait eu violation des lois antitrust des États-Unis et des principes de droit commun liés à l'enrichissement injustifié dans la fixation du LIBOR, auprès qu'Intercontinental Exchange a pris la relève de la British Bankers' Association pour la gestion du taux d'intérêt de référence en 2014. Le 24 avril 2020, les demandeurs ont déposé un avis d'appel.

Affaires liées aux opérations de change

En mai 2020, la cour de district des États-Unis a mis la Banque Royale du Canada hors de cause dans la poursuite intentée contre elle en novembre 2018 par certains demandeurs institutionnels qui avaient choisi de ne pas participer au règlement d'août 2018 avec les demandeurs du recours collectif. La cause contre RBC Capital Markets, LLC demeure en instance.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 079 \$	699 \$	– \$	89 \$	1 335 \$	(63) \$	5 139 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 269	2 465	2 212	395	1 413	27	7 781
Total des revenus	4 348	3 164	2 212	484	2 748	(36)	12 920
Dotation à la provision pour pertes de crédit	527	74	–	(4)	78	–	675
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 785	–	–	–	1 785
Frais autres que d'intérêt	1 985	2 361	140	388	1 471	35	6 380
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 836	729	287	100	1 199	(71)	4 080
Charge (économie) d'impôt	469	167	71	24	250	(102)	879
Bénéfice net	1 367 \$	562 \$	216 \$	76 \$	949 \$	31 \$	3 201 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	227 \$	223 \$	14 \$	56 \$	131 \$	– \$	651 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	3 221 \$	773 \$	– \$	(16) \$	1 018 \$	22 \$	5 018 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	1 325	2 256	1 463	577	1 016	(111)	6 526
Total des revenus	4 546	3 029	1 463	561	2 034	(89)	11 544
Dotation à la provision pour pertes de crédit	341	27	–	1	56	–	425
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 046	–	–	–	1 046
Frais autres que d'intérêt	1 959	2 183	149	411	1 269	21	5 992
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 246	819	268	149	709	(110)	4 081
Charge (économie) d'impôt	582	180	64	31	56	(95)	818
Bénéfice net	1 664 \$	639 \$	204 \$	118 \$	653 \$	(15) \$	3 263 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	159 \$	144 \$	12 \$	36 \$	105 \$	– \$	456 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	9 454 \$	2 174 \$	– \$	221 \$	3 952 \$	24 \$	15 825 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 904	6 978	4 403	1 569	3 657	(247)	20 264
Total des revenus	13 358	9 152	4 403	1 790	7 609	(223)	36 089
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 575	163	1	10	1 174	1	3 924
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	3 222	–	–	–	3 222
Frais autres que d'intérêt	5 916	6 900	441	1 182	4 197	64	18 700
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 867	2 089	739	598	2 238	(288)	10 243
Charge (économie) d'impôt	1 282	480	162	153	302	(327)	2 052
Bénéfice net	3 585 \$	1 609 \$	577 \$	445 \$	1 936 \$	39 \$	8 191 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	684 \$	656 \$	43 \$	160 \$	385 \$	– \$	1 928 \$

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	9 415 \$	2 248 \$	– \$	(81) \$	2 980 \$	76 \$	14 638 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	3 882	6 708	4 557	1 860	3 321	(334)	19 994
Total des revenus	13 297	8 956	4 557	1 779	6 301	(258)	34 632
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 061	83	–	1	221	(1)	1 365
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	3 431	–	–	–	3 431
Frais autres que d'intérêt	5 761	6 551	453	1 217	3 788	50	17 820
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	6 475	2 322	673	561	2 292	(307)	12 016
Charge (économie) d'impôt	1 691	501	149	131	210	(331)	2 351
Bénéfice net	4 784 \$	1 821 \$	524 \$	430 \$	2 082 \$	24 \$	9 665 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	469 \$	443 \$	35 \$	105 \$	300 \$	– \$	1 352 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêts de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentée dans les revenus tirés des activités de négociation est présentée dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	497 974 \$	123 461 \$	21 627 \$	259 248 \$	733 023 \$	47 801 \$	1 683 134 \$
Total du passif	497 990 \$	123 423 \$	21 544 \$	259 188 \$	733 550 \$	(38 935) \$	1 596 760 \$

Au 31 octobre 2019

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	481 720 \$	106 579 \$	19 012 \$	144 406 \$	634 313 \$	42 905 \$	1 428 935 \$
Total du passif	481 745 \$	106 770 \$	19 038 \$	144 378 \$	634 126 \$	(40 747) \$	1 345 310 \$

Note 13 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au troisième trimestre de 2020, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 juillet 2020	31 octobre 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Fonds propres ⁽¹⁾		
Fonds propres CET1	66 132 \$	62 184 \$
Fonds propres de première catégorie	73 536	67 861
Total des fonds propres	84 546	77 888
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ⁽¹⁾		
Risque de crédit	449 798 \$	417 835 \$
Risque de marché	32 276	28 917
Risque opérationnel	69 347	66 104
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	551 421 \$	512 856 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾		
Ratio CET1	12,0 %	12,1 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,3 %	13,2 %
Ratio du total des fonds propres	15,3 %	15,2 %
Ratio de levier	4,8 %	4,3 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 544 \$	1 570 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020 par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les exigences en matière d'adéquation des fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web :
computershare.com/rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgewater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX, à l'exception de la série C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 2 mars 2020 au 1^{er} mars 2021, à l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à effectuer les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada). Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2020

Premier trimestre	21 février
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	2 décembre

Assemblée annuelle de 2021

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 8 avril 2021 à Toronto (Ontario) Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2020

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AC, AE, AF, AG, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO	27 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 27 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 7 mai 7 août 6 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.